

SOMMAIRE

DEDICACE

REMERCIEMENTS

SOMMAIRE

INTRODUCTION GENERALE

PARTIE I : GENERALITES

CHAPITRE I : ETAT DE LIEU DE LA VILLE D'ANTANANARIVO

CHAPITRE II : CADRE THEORIQUE

PARTIE II: IMPACTS DES MOUVEMENTS POPULAIRES SUR LES MENAGES URBAINS

CHAPITRE III : DYNAMIQUE DE MOUVEMENTS POPULAIRES ANTECEDENTS ET VIE DE MENAGES (1972,1991, 2002,2009)

CHAPITRE V : DEVENIR DES MENAGES

PARTIE III : APPROCHE PROSPECTIVE

CHAPITRE VI : RECOMMANDATIONS

CHAPITRE VII : ACQUISITIONS PERSONNELLES

CONCLUSION GENERALE

BIBLIOGRAPHIE

TABLE DES MATIERES

ANNEXES

ACRONYMES

LISTE DES TABLEAUX

LISTE DES FUGURES

RESUME

INTRODUCTION GENERALE

1- Généralités

Cinquante ans d'histoire de Madagascar ans se sont écoulés, depuis son indépendance. Années durant lesquelles se sont succédé conflits politiques, crises économiques et coups d'Etat. Il tient lieu de mentionner que ces événements successifs et alternés n'ont apporté au pays que misère et insécurité. Aussi, les séquelles et les blessures persistent et elles laissent des traces vivaces et sur la solidarité et l'unité du peuple malgache.

Depuis Janvier 2009, la population Malgache a subi à nouveau les virulences de telles politiques en plus des effets des crises financières et alimentaires mondiales.

En effet, la suspension des aides internationales génèrent un manque à gagner voire à déficit budgétaire important qui ne permet pas toujours de financer les diverses exigences budgétaires, notamment en terme de rémunération des travailleurs.

La crise entraîne des effets induits sur les ménages, qui freinent les activités de production dans tous les secteurs sociaux tels que l'éducation, la sécurité alimentaire, l'habitat, la santé, la protection et les violences sur les femmes, les enfants, la nutrition, l'Etat de droit.

Ce phénomène caractérise l'augmentation de la pauvreté et la dégradation de la qualité de vie du citoyen.

L'absence d'Investissement constitue un obstacle à la création d'emploi et entraîne la réduction du marché du travail due au déficit des entreprises générant la perte d'emploi au niveau de la population active. C'est pour cela, il n'est plus possible de parler du développement économique mais plutôt de l'appauvrissement de l'Etat et de citoyen. Face à ce problème, les partis politiques se mobilisent à travers des Institutions pour essayer de trouver une solution ne serait ce que temporaire jusqu'à la sortie de crise.

Notre recherche concerne les impacts de la crise sociopolitique sur les ménages et sur le marché du travail de la capitale de Madagascar ainsi que les solutions envisagées pour que de telles crises ne se reproduisent plus dans l'avenir.

2- Motif du choix du thème et du terrain

Nous avons choisi « les ménages » comme population à étudier car, par définition, le ménage est un ensemble d' « homme et femme vivant ensemble et formant la base de la famille. En termes économiques, le ménage est l'unité élémentaire de population il est composé d'individus résidant dans un même logement, envisagé dans sa fonction économique de consommation »-Petit Larousse, illustré en 2002. Dans ce cas, les ménages constituent l'unité démographique la plus appropriée pour l'analyse de la situation de la population. Autrement dit, les ménages constituent l'unité primaire de consommation, permettant les diverses études sur les changements de la vie humaine. Cette notion sert aussi de base en tant qu'unité de démembrement statistique, à l'étude de maintien de revenu, de l'état de dépendance économique, de l'épargne, des migrations, de la prévoyance sociale et des ajustements

sociaux. Alors même que les ménages sont les groupes des populations qui subissent toujours en premier rang, soit l'avantage, soit l'inconvénient de tous les mouvements populaires.

Et nous avons choisi le centre la ville d'Antananarivo parce que la capitale est toujours le centre de tous les mouvements populaires.

3- Objectifs de la recherche

Madagascar est parmi le pays extrêmement pauvre actuellement, en danger, cette situation dramatique rend d'autant plus urgent de trouver une solution politique à la crise. Ainsi les objectifs généraux sont de

- connaître les causes de la crise politique répétée et persistante depuis ses cinquante ans d'indépendance, où il n'y a que de la misère, de la pauvreté, des coups d'Etat... Un autre aspect de nos objectifs est alors.
- apporter la justice sociale pour un changement positif ; voir des solutions pour que la crise ne reproduise plus, donc il faut trouver la sortie de cette crise.

Les objectifs spécifiques sont :

- évaluer les impacts sociaux de la crise sociopolitique au niveau des ménages de la ville d'Antananarivo. Et les informations se rapportent aux différents secteurs sociaux, éducation, sécurité alimentaire, santé, nutrition, protection des jeunes et des enfants, la violence faite aux femmes et l'Etat de droit et justice. Les informations recueillies permettront de proposer du type de solution de développement approprié pour chacun des secteurs concernés.
- apprécier l'évolution du marché du travail du côté de l'offre et d'analyser les conditions d'activité des ménages, en vue de mieux appréhender la pauvreté en milieu urbain et de suivre l'évolution de la situation des ménages de la ville d'Antananarivo depuis le début de la crise politique.

4- Problématiques

De ces objectifs, nous avons formulés les problématiques suivantes :

- Quels sont les problèmes majeurs qui freinent et ne laissent pas Madagascar à avancer au développement ?
- Quelles sont les conséquences de cette crise sur les ménages urbains et sur le marché du travail? Quand il s'agit du problème politique, il faut des solutions politiques, est- ce- que les acteurs politiques tiennent leur rôle face à cette crise sociopolitique ?

5- Hypothèses

Il ressort de ces objectifs et problématiques les hypothèses ci-après :

- Les problèmes majeurs à Madagascar, ce sont la crise politique cyclique et persistante, problème de la bonne gouvernance, la corruption, l'éducation, la pratique politique, la pauvreté, la malnutrition, et la santé.
- L'arrêt brutal de la croissance économique entraînant la dégradation du marché du travail. Le chômage, le sous-emploi, l'emploi informel se sont étendus et les emplois dans le secteur privé se sont compressés. Les ménages sont victimes d'une diminution du niveau de revenu, insécurité alimentaire et dégradation de la qualité de vie
- Les acteurs politiques sont incapable de résoudre la crise sociopolitique à Madagascar.

Ces objectifs, problématiques et hypothèses définissent notre volonté de participation à la recherche au changement et à la reconstruction sociale pour un avenir meilleur et au développement.

6- Méthodologie de la recherche

La réalisation des travaux de recherche nous est d'un intérêt capital. Par ailleurs, le recueil de tous les informations nécessaires à l'investigation et à l'étude du thème découle des cours méthodologiques obtenus en classe.

Approche holiste : cette approche permet plus facilement de faire des analyses sur un groupe donné, et ce à travers des plusieurs techniques. L'holisme méthodologique pose que la compréhension de phénomène élémentaire ne s'obtient précisément qu'en replaçant ces phénomènes dans des ensemble plus vastes parmi lesquels ils s'inscrivent. L'holisme n'a pas été constitué et théorisé comme l'individualisme méthodologique a pu l'être. Il est donc plus difficile de la préciser méthodologiquement. Les approches fonctionnalistes en constituent une variante.

Approche multisectorielle : il concerne d'une méthode adaptée dans les évaluations d'urgence par les réponses humanitaire, qui réponde les différents secteurs en une seule enquête: la santé, la nutrition, , l'éducation, la protection des enfants, la sécurité alimentaire... une enquête et une demande de méthode urgente collaboration auprès de PAM, UNICEF, PNUD, FAO,... a été menée afin d'obtenir des données quantitatives sur les différents secteurs ou il y a des questionnaires et la méthodologie à suivre. Cette approche concerne les besoins fondamentaux, elle est adaptée par une situation de crise.

a- Techniques vivantes

Une méthode d'enquête avec l'utilisation de questionnaire, de test et d'observation participante auprès de ménage (V.A.D : Visite à Domicile) au sein des Entreprises, des Institutions et des Ministères a été faite.

Pour les techniques d'enquête, nous sommes passés de l'observation simple à l'observation participante basée sur l'utilisation des questionnaires dans la cadre du recours à divers types d'entretien, relativement de l'interview semi-directif et directif.

L'analyse et la recherche interactive entre la crise politique et les problèmes sociaux, une alarmante dégradation du marché du travail ainsi que les comportements des ménages qui présentent une forte capacité de résilience face à la situation de la crise sociopolitique ont été opérées à l'aide des méthodes sociologiques, empiriques et pragmatiques.

b- Technique de documentation

Toute la lacune de la documentation réside la quasi-inexistence d'ouvrages académiques spécialisés en sociologie et anthropologie de la crise sociopolitique à Madagascar.

Le fond de notre documentation, reste donc très limité aux journaux, communications et sites internet.

c- Technique d'échantillonnage

Il nous a été intéressant d'utiliser cette technique pour définir la population. L'utilisation de toute la population concernée par la recherche s'avère très difficile et conduit à l'exhaustivité de l'échantillon, lors d'une enquête. Pour mieux collecter des informations plus fiables, nous avons choisi le type d'échantillonnage suivant :

- **Echantillonnage probabiliste**

Il consiste à constituer un échantillon d'une population suivant la probabilité à retenir afin d'estimer et de connaître un individu

L'échantillonnage a été choisi de façon aléatoire parmi chaque catégorie par les ménages par Fokontany de la ville d'Antananarivo.

Le tableau ci-dessous récapitule la catégorie d'échantillonnage de la population urbaine.

Tableau n°1 : Répartition par catégorie de l'échantillon des ménages enquêtés

FOKONTANY	Nombre des ménages enquêtés	Nombre des individus enquêtés
Soavimasoandro	5	22
Anosibe Zaivola	7	35
Ampamantanana Androdra Be	5	22
Ankazomanga-Andraharo Avaratra	6	26
Anjanahary II S	5	24
Ampangabe Anjanakifolo	6	24
Tsaramasay	6	23
Antohomadinika III G Hangar	6	26
Anosizato Atsinanana	7	37
Cité Ampefiloha	7	26
Ambanidia Volosarika	6	24
TOTAL	66 Ménages	289 Individus

Source : enquêtes personnelles 2011

50,7% de femmes dont 145 individus

49,3% d'hommes dont 142 individus

L'échantillonnage a été un échantillonnage raisonné en 2 étapes. Dans un premier temps, Fokontany ont été choisis de façon aléatoire parmi chaque catégorie de Fokontany de la commune urbaine d'Antananarivo, classés comme en Insécurité Alimentaire Sévère (IAS : Soavimasoandro, Anosibe Zaivola, Ampamantanana Androndrabe), en Insécurité Alimentaire Modérée (IAM : Ankazomanga Andraharo Avaratra, Anjanahary IIS, Ampangabe Anjanakifolo (Anosibe), en situation A risque (Tsaramasay, Antohomadinika IIG Hangar, Anosizato Atsinanana) et en Sécurité Alimentaire (SA : Cité Ampefiloha, Ambanidia Volosarika). Comme la catégorie de Fokontany en Sécurité Alimentaire ne comportait que 2 Fokontany, 11 Fokontany ont été ainsi sélectionnés pour l'étude.

Dans un deuxième temps, 5 à 7 ménages ont été choisis de façon aléatoire dans chaque Fokontany sélectionné. Compte tenu de non reconnaissance de la communauté internationale du gouvernement de transition actuelle, la collaboration directe avec les chefs de fokontany n'a pas été possible alors que l'enquête auprès des ménages a été menée auprès de 66 ménages sélectionnés au hasard.

d- Déroulement de l'enquête

Dans une première phase du 08 Février au 10 Mai 2011, nous avons entrepris une pré-enquête d'environ 3 mois durant laquelle nous avons eu l'occasion de recueillir des données empiriques brutes, nous ayant permis de formuler nos objectifs, nos problématiques, nos hypothèses et nos questionnaires d'enquêtes.

L'enquête proprement dite s'est déroulée dans la période du 12 Mai au 20 Septembre 2011.

e- Limites des données et de la base de référence

Il était obligé d'utiliser la liste des ménages du Fokontany comme base de sondage. Compte tenu des moyens limités pour la réalisation de l'évaluation, le choix orienté utilisé ne permet d'apprécier que la tendance de certains secteurs au niveau des ménages enquêtés. Un échantillon de 66 ménages dont 289 individus peut assurer une représentativité des données sur les caractéristiques globales de l'ensemble des ménages de la ville d'Antananarivo pour le moment vu la situation politique qui est instable et tout le monde est victime de même problème.

Cependant, cet échantillon présente des limites sur la représentation au niveau détaillé (nombre de personnes, ...).

Lors de descente sur terrain, nous avons été assez limités, parce que quelques ménages ont refusé l'enquête à cause de la situation politique ainsi que l'insécurité, et quelques Chefs de Fokontany n'ont pas la liste ou ils ne veulent pas tout simplement la donner.

En définitive, notre travail comporte alors trois parties, pour développer notre thème, nous avons commencé à la première partie de faire sortir les généralités sur les ménages urbains et la crise sociopolitique. Nous traitons dans la seconde partie les impacts de la crise sociopolitique sur les ménages urbains tandis que dans la troisième partie, nous proposerons nos options prospectives.

PARTIE I :
GENERALITES

En 2008, Madagascar est placé au 143^{ème} rang sur 177 pays sur l'IDH¹. Actuellement, Madagascar est considéré parmi les trois pays plus pauvres du monde, il plonge dans une grave crise politique dont l'issue reste jusque là incertaine, nous assistons à une perte d'emploi, une diminution de revenus des populations, une baisse du pouvoir d'achat ...

Historiquement, en 1972, 1991, 2002, 2009, la capitale a été toujours le centre des mouvements populaires qui ont conduit au renversement des régimes en place. Ces évènements n'ont apporté au pays les crises sociopolitiques et la pauvreté.

Montrons alors les généralités de la situation des ménages de la ville d'Antananarivo face à la crise politique, ainsi que les causes du problème de développement à Madagascar.

¹ Rapport Banque mondiale 2010

CHAPITRE I : ETAT DE LIEU DE LA VILLE D'ANTANANARIVO

Cette partie consiste à présenter le milieu étudié, la population concernée, ainsi que les approches adoptées, dans le but de nous faire part des différentes approches théoriques adoptées, dans le but de nous faire part des différentes approches théoriques auxquelles nous avons fait référence lors de notre étude et aussi l'aspect descriptif de l'entité étudiée.

Section 1 : Situation géographique

1- Historique de la ville

C'est une ville historique qui tire son nom du Roi Merina Andrianjaka qui décide de faire la capitale de son royaume et le nomme Antananarivo, la cité des milles guerriers.

Son nom signifie « la ville des mille » (de *an*, préfixe locatif correspondant « à » ; *tan*an signifiant « la ville » ; *arivo* voulant dire « mille »), probablement soit en raison des « mille collines » ou des « mille guerriers » (en rapport avec l'importante garnison royale merina). Les Malgaches lui font souvent subir une aphaérèse et une apocope qui donnent "Tana" (la ville) et il a été francisé à l'époque coloniale en "Tananarive" car la prononciation malgache élide le "an" par accentuation sur le "Ta" et pratique quasi-systématiquement l'élision des voyelles finales. Antananarivo est une ville historique à dimension humaine où se côtoie une mosaïque de population venue de toute la région. Ville d'altitude, Antananarivo s'étend sur 18 collines au lieu de 12 avant. Aujourd'hui, la ville est devenue le centre économique et administratif du pays

2- Milieu physique

La ville d'Antananarivo (CUA), capitale de Madagascar, elle est située au 47°31 18.89 47 .51 de longitude Est et 18°53 de latitude Sud. Elle s'étend sur environ 80 km². Elle est limitée au sud et à l'ouest par le *Fivondronampokontany* ou ancienne sous-préfecture d'Antananarivo Atsimondrano, au Nord et à l'Est par celui d'Antananarivo Avaradrano.

La rivière Ikopa longe la ville du sud à l'ouest et la rivière Mamba au nord. L'altitude varie de 900 m à 1500 m.

Le climat est de type tropical d'altitude, bien qu'elle soit située dans la zone intertropicale, la température moyenne sur l'année est modérée par les effets de l'altitude et présente 2 saisons distinctes : une saison sèche et fraîche (de mai à octobre) et une saison chaude et pluvieuse (de novembre à avril). La température moyenne en saison fraîche descend rarement au-dessous de 10 °C. En saison chaude, elle dépasse rarement 25 °C.

La moyenne annuelle des températures est de 18°C avec des maxima à 26°C (novembre) et des minima à 10°C (juillet). La pluviométrie annuelle varie de 1000 mm à 1600 mm, avec un minimum mensuel de 6 mm. Du point de vue administratif, le *Fivondronampokontany* d'Antananarivo

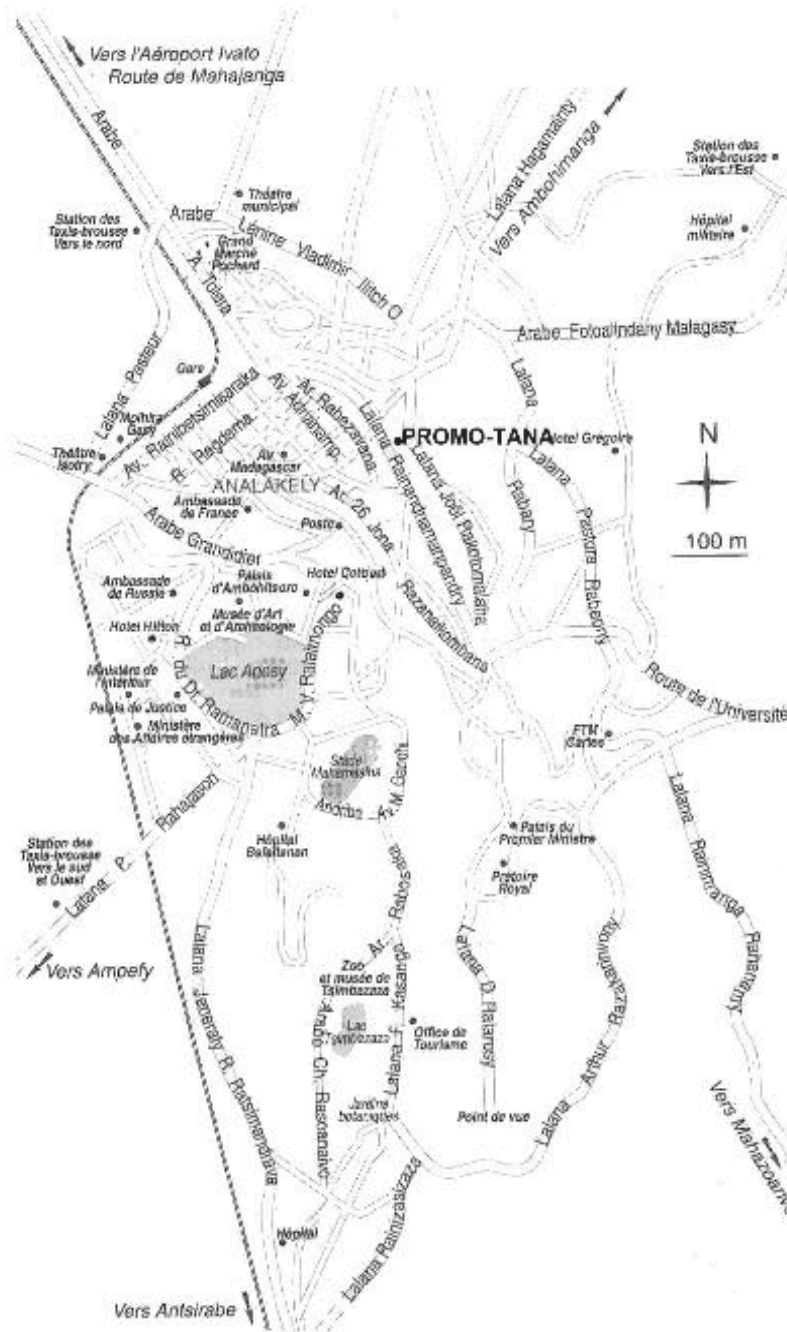
Renivohitra comporte 6 arrondissements ou *Firaisam-pokontany* (anciennement canton), eux-mêmes subdivisés en 192 *Fokontany*.

Antananarivo occupe les pentes d'une arête rocheuse culminant à environ 1 435 mètres, parsemée de quelques lacs comme ceux de Mandrozeza, Anosy, et surtout le Lac Masay.

La ville est le centre économique, culturel et administratif du pays. C'est également le foyer d'une région en croissance, les industries locales fabriquant de la nourriture, des produits du tabac, des textiles et des marchandises dérivées du cuir.

Antananarivo est dotée d'un aéroport international situé à Ivato. Elle est le siège de l'une des universités malgache depuis 1961, possède un musée d'art et d'archéologie ainsi qu'un observatoire astronomique. Le parc botanique et zoologique de Tsimbazaza est situé près du centre.

Figure n° 1: La carte de la ville d'Antananarivo



La carte de la ville d'Antananarivo

Source : www.map.antananarivo.mg 1991

Section 2 : Situation sociale

1- Le milieu humain

En 2001, sa population a été évaluée à 1 689 000 habitants, actuellement, elle compte à 20 268 00. L'agglomération d'Antananarivo se caractérise par une très faible hétérogénéité ethniques, contrairement à ce qui son statut de capitale nationale aurait pu laisser supposer 88,9% de la population est Merina. De plus, comme 8,1% des habitants de l'agglomération sont Betsileo, plus de 91% la population est originaire des Hauts Plateaux. Si toutes les ethnies côtières sont représentés dans la capitale, elles sont numériquement marginales, elles ne représentent que 8,3°/ de la population. Ni les Betsimisaraka les ethnies du Nord-Ouest n'ont profité de la longue présidence de Didier Ratsiraka, puis de celle plus courte d'Albert Zafy pour investir la capitale. Quant aux étrangers, ils sont très largement minoritaires, puisqu'ils comptent de 1% de la population.

Il est intéressant de noter que la part des populations Merina parmi les habitants est restée stable depuis l'indépendance puisqu'elle était déjà de 86% en 1960. Mais parmi, les non Merina, une forte recomposition s'est opérée depuis lors au détriment des étrangers, et surtout des français. Ces derniers, qui représentaient encore 15,7% de la population en 1958, n'étaient plus que 6,5% en 1960 (premier reflux massif avec l'indépendance) et à peine 0,8% aujourd'hui. Ce sont essentiellement, les migrants des autres ethnies Malgaches non originaires de la région qui ont profité de ce mouvement, puisque de 5% en 1961, ils regroupent 10% des tananariviens en 1997.

2- Types d'activités de la population Tananarivienne

L'activité a pour objet de produire des biens et services, marchands ou non, moyennant un salaire ou un traitement, en espèce ou en nature, ou en vue d'un bénéfice ou d'un gain familial. Sept sources revenues ont été retenues :

- Travail agricole, vente de bétails ou des produits animaux 10%
- Fonctionnaire 7, 9%
- Salarié privé 24, 5%
- Travail manuel non qualifié 5,8%
- Emploi Indépendant 18,8%
- Vente de culture de rente, pension, indemnité gouvernementale 16,7%
- Secteur informel et le marché ambulant 15,8.%

Dont la population urbaine a des activités comme commerçants, employé d'entreprise, employés des zones franches, fonctionnaires, sans emploi, chômeurs, gargotiers, bouchers, transporteurs, employés indépendant...

Nous pouvons tirer aussi le type d'activité de la population urbaine par classe comme suit :

- La classe dominante : cette classe est formée de personnes ayant une autorité hiérarchique, une dominance culturelle ou un pouvoir économique. Il s'agit notamment des cadres, des chefs d'Entreprises, des scientifiques...
- La classe moyenne : elle est formée des professions intermédiaires, des artisans, des commerçants, et des employés. On y trouve les employés, les secrétaires, les cadres moyens...
- La classe pauvre : cette classe est composée de la catégorie ouvrière et des agriculteurs et les gens qui font les marchés ambulants (secteur informel).

En général, une minorité de la population est fonctionnaire, tandis que la plupart est dans le secteur informel, employés indépendant et salarié privé.

Le secteur informel a été apparu à partir des années 80, la crise vécue depuis des années a eu des effets tragiques sur la population : baisse de pouvoir d'achat, la paupérisation des ménages.

Au niveau de l'emploi, aggravé par le gel de l'effectif dans la fonction publique, les petits métiers ont fait leur apparition, le secteur informel s'est proliféré.

A priori, la structure sociale a donc changé. L'empreinte du père risque de ne pas être visible sur les traces du fils, car étant donné la faible création d'emploi, il est difficile pour les fils de garder l'échelle sociale du père.

3- Secteur éducation

L'accès à l'éducation à Madagascar est donc très faible. Ce dernier constitue un droit non un luxe pour tout individu, quel que soit son genre ou son milieu d'origine. De ce point de vue, Madagascar a œuvré pour réduire les inégalités d'accès à l'éducation selon le genre, notamment au niveau du premier cycle fondamental. Des disparités transparaissent néanmoins entre les zones, le milieu rural est en effet défavorisé par rapport au milieu urbain, la durée de la scolarité s'avérant plus longue dans la ville.

Afin de promouvoir le système éducatif national, Madagascar a opté pour le plan Education Pour Tous. Il vise à améliorer et universaliser le premier cycle fondamental sur l'ensemble du territoire. Dans ce cadre, le pays a mis en place une nouvelle politique axée sur des réformes et réorganisations du système éducatif depuis l'année scolaire 2002-2003. De nombreuses mesures incitatives spécifiques ont été ainsi entreprises ; en l'occurrence l'augmentation sensible des ressources allouées au secteur de l'éducation, l'incitation à la scolarisation, notamment par l'allègement des charges parentales et les distributions de kits scolaires aux élèves du cycle primaire, tant au niveau des écoles publiques que privées, ainsi que la mise en place de nouvelles infrastructures, etc.

A cette époque une augmentation de l'effectif des élèves a résulté de ces efforts, de sorte que le système a dû recourir à des recrutements d'enseignants supplémentaires. Les maîtres FRAM ont alors été recrutés, sur la base des contributions des parents d'élèves et éventuellement avec l'appui de

l'Etat se sont développés et se sont étendus jusqu'aux distributions de blouses scolaires à tous les élèves des écoles primaires publiques et aux dotations en cantines scolaires dans certaines régions.

L'année scolaire 2008-2009 a fait l'objet du lancement de la réforme de l'éducation de base, dont le cœur même consiste en la rénovation du curriculum par le biais de la prolongation du cycle primaire à 7 ans. Il a été prévu d'échelonner sur 5 ans l'application de la réforme au niveau de tous les districts. A ce stade initial, la réforme a été adoptée auprès de 20 CISO de la grande île. Afin de renforcer les capacités d'accueil, la mise en place d'écoles mères était prévue dans certaines localités pour accueillir les élèves ayant réussi au Certificat d'Etudes Primaires Élémentaires (CEPE) et admis en 6^{ème}. Mais, la mise en œuvre de la réforme éducative au niveau de l'enseignement fondamental s'est heurtée à la crise politique qui a débuté fin 2008. La crise sociopolitique a eu donc des impacts sur le secteur éducation tels que l'abandon scolaire des enfants surtout dans les écoles primaires publiques, une baisse de l'inscription des enfants. Les enfants issus des ménages à revenu faible et les plus défavorisés, sont les plus victimes, de taille élevée et dirigés par les femmes.

4- Secteur sanitaire

Pour ce qui est du secteur sanitaire, les efforts se sont sensiblement multipliés au cours des deux dernières décennies. Entre autres, dans le domaine de la santé de l'enfant, la mise en œuvre de Programme Elargi de Vaccination PEV se poursuit. Afin de protéger au mieux les enfants, l'Act HIB permettant de se prémunir contre la méningite a été administré aux bébés avec le DTC Hep B depuis 2008. Depuis octobre 2006, la campagne de la Semaine de la santé de la mère et de l'enfant a été institutionnalisée de manière biannuelle en vue de promouvoir la santé maternelle et infantile et de réduire la mortalité infanto juvénile. Cette manifestation fournit un large spectre de services en faveur de la survie de la mère et de l'enfant dont des consultations prénatales et des services de planning familial, une campagne de vaccination des enfants de moins de 1 an et des femmes enceintes, une supplémentation en vitamine A et la distribution de vermifuge aux enfants moins de 5 ans, ainsi que la prévention contre le paludisme. Compte tenu du fait que les complications liées à la grossesse ou à l'accouchement sont responsables d'un bon nombre de cas de mortalité pour la gratuité de l'accouchement et des opérations césariennes (OC) au niveau de l'intégralité des centres de santé publics. Afin d'inciter les femmes enceintes à recourir aux centres de santé pour l'accouchement sont distribués aux nouvelles mères, ainsi de kits OC pour celles qui doivent recourir à une intervention chirurgicale. De plus, en milieu rural, le ministère chargé de la santé a initié les matrones à des pratiques d'hygiène de base durant l'accouchement. Par ailleurs, dans le cadre de la lutte contre le paludisme, des distributions de moustiquaires imprégnées d'insecticide ont été opérées à plusieurs reprises.

Concernant le renforcement des infrastructures, des efforts sur l'installation de centres de santé publics ont été fortement consentis ces dernières années. Particulièrement, la mise à disposition des

Centres de Santé de Base niveau II au niveau de la commune a été d'une importance non négligeable en matière d'accès des populations aux prestations de soins appropriées.

Section 3 : Situation économique

1- Revenu, dépense et pouvoir d'achat de ménage

En général, les ménages de la ville d'Antananarivo vivent dans une précarité persistante mais dont l'intensité semble avoir reculé, près du tiers des ménages vivent toujours avec un revenu mensuel inférieur à 100.000Ariary un quart de ménages dont le revenu mensuel est évalué plus de 500.000Ariary et le reste ayant un revenu moyen situé entre 300.000 et 500.000Ariary.

En effet, les riches disposant de 3 sources de revenu, ce sont eux qui ont une plus grande propension à gagner plus de 500.000Ariary ou entre 300.00 à 500.000Ariary

En revanche, près de la moitié des ménages tirent leurs revenus d'une seule source ; ces ménages à une seule source de revenu ont pourtant le plus de risque d'être classés dans la catégorie des ménages dont le revenu est inférieur à 100.000Ariary

Selon leur source on peut ressortir comme suit :

- Sources de revenu stables : le salaire du secteur privé, le salaire du secteur public (fonctionnaires), le commerce (en gros, import/export) et la pension ou les indemnités gouvernementales.
- Sources de revenu peu stables : le travail manuel qualifié, les emplois indépendants et le petit commerce
- Sources de revenu instables : la vente de produits vivriers, de culture de rente, de bétails ou de produits animaliers, la pêche, le travail agricole, le secteur informel, le travail manuel non qualifié, l'envoi d'argent, la mendicité/assistance, le loyer et autres locations et autres.

La stabilité se définit pour chaque source de revenu, et lorsqu'une des sources de revenu est stable, le ménage est classé dans la catégorie à revenu stable.

A partir de 2008, il y a une diminution du revenu des ménages à cause de la baisse de la diversification des sources de revenu comme la précarité de marché du travail, le chômage, l'instabilité de l'emploi... il est évident que le pouvoir d'achat a chuté.

La vulnérabilité des ménages en période de crise peut s'évaluer en tout premier lieu par les effets de la crise sur les revenus et les dépenses. En la matière, il importe d'ailleurs peut être moins de savoir si les revenus ont réellement chuté et si les dépenses ont réellement augmenté, que de savoir si les ménages ont perçus que leurs revenus ont chutés et leurs dépenses augmentés. En effet, c'est la perception des ménages qui guide leurs comportements d'ajustement dans ces circonstances par exemple la décapitalisation.

2- Le marché du travail

Entre 2006 et 2010, il y a une alarmante dégradation du marché du travail, marqué par une augmentation du chômage et du sous-emploi, et surtout, une explosion du secteur informel de subsistance, un effondrement du pouvoir d'achat des travailleurs et un creusement sensible des inégalités, suivant la crise politique. Nous pouvons prendre comme exemple l'effondrement de la zone franche. Ce secteur est le plus susceptible de souffrir de la réduction de la demande mondiale. Mais il est tout autant avéré que la crise politique, et le climat d'incertitude qui en découle, est un facteur qui provoque la fuite des investisseurs étrangers et amène de potentiels nouveaux arrivants à choisir une autre destination ; le même raisonnement s'applique pour le tourisme par exemple. En revanche, nombre d'autres secteurs ne sont pas (ou peu) affectés par l'environnement international.

Dans les pays en développement, les conditions de vie des ménages sont, le plus souvent, appréciées à l'aide d'un indicateur macroéconomique unique tel que le PIB par habitant. Nous savons pourtant que cette donnée est peu fiable en Afrique en général et à Madagascar en particulier, faute d'informations suffisantes et de qualité (notamment du fait de l'incapacité à mesurer les productions du secteur informel). Par ailleurs, le simple rapport du PIB au nombre d'habitants n'est évidemment pas en mesure de rendre compte du niveau de vie réel des populations.

Enfin, comme le rappelle fort justement, les indicateurs macro-économiques (PIB/tête par exemple) ne constituent en aucun cas une bonne mesure du bien-être des ménages. L'enquête emploi fournit en revanche une bien meilleure appréciation de la situation socio-économique de la population, à la fois parce que les ménages, surtout les plus pauvres, tirent la quasi-totalité de leurs ressources de l'exercice d'un emploi, et que l'enquête est unanimement reconnue de grande qualité².

L'arrêt brutal de la croissance n'a pas empêché l'emploi à continuer à augmenter mais les tensions sur le marché du travail se sont traduites par un développement du chômage et du sous-emploi.

Entre 2003 et 2008, le PIB a augmenté, en termes réels, de 5,6 % en moyenne par an, soit une croissance exceptionnelle pour ce pays³. Néanmoins, au moins jusqu'en 2005, cette croissance ne s'est traduite que par une très faible progression moyenne des revenus du travail dans l'agglomération malgache. Entre les premiers trimestres 2004 et 2006, le pouvoir d'achat des travailleurs n'avait en effet augmenté que de 1 % par an et la croissance économique s'était accompagnée d'un creusement important des inégalités au détriment des plus pauvres : le revenu médian (qui sépare la population des travailleurs en deux parties identiques, l'une touchant moins que ce revenu, l'autre plus) avait en effet baissé de 3,4 % par an au cours de cette période⁴.

² Rapport Stiglitz, enquête emploi, Madagascar 2007

³ Instat 2008 Rapport sur le PIB à Madagascar

⁴ Rakotomanana F., Razafindrakoto M., Roubaud, Dynamique du marché du travail dans l'agglomération d'Antananarivo 2001-2006 : Un période difficile pour l'emploi. Madagascar, 2006p.7-59 et 79-102.

La crise politique amorcée à la fin de l'année 2008 a stoppé ce cycle de croissance et entraîné une nette dégradation du marché du travail dans la capitale. En 2009, selon les estimations retenues par le gouvernement pour établir la loi de finances 2010, la croissance a été ramenée à 0,6 %. L'emploi a pourtant continué à se développer à un rythme proche de celui de la potentiellement active.

3- La crise financière mondiale

Madagascar a subi deux crises qui se sont cumulées : la crise politique interne, et la crise financière mondiale, depuis le déclenchement des deux crises, la situation économique des ménages tananariviens se dégradent.

La crise financière et économique mondiale se traduit par des problèmes considérables pour les pays africains. Comme elle met en relief les dysfonctionnements de l'économie mondiale, certains jugent qu'une réforme de l'architecture financière internationale est indispensable. Bien que la crise ait été déclenchée par des événements qui se sont produits sur le marché immobilier aux États-Unis, Elle est d'abord une grande crise de la finance américaine. Provoquée par l'excès d'endettement des ménages aux Etats- Unis, la décélération, puis la chute, des prix de l'immobilier. Elle s'est propagée à toutes les régions du monde et les conséquences en sont désastreuses pour le commerce, la croissance et les investissements mondiaux. La crise financière est un sérieux revers pour l'Afrique car elle intervient à un moment où la région progresse tant sur le plan des résultats que sur celui de la gestion économique. Depuis 2000, la région enregistre un taux de croissance moyen en valeur réelle supérieur à 5% alors que l'inflation est tombée en dessous de 10%. De plus, les améliorations sensibles observées en matière de gouvernance et la diminution du nombre des conflits armés ont attiré davantage de capitaux privés dans la région. Les flux nets de capitaux privés vers, l'Afrique sont passés de 17,1 milliards de dollars en 2002 à 81 milliards en 2007⁵. Or, la crise mondiale menace tous ces progrès.

La crise actuelle se produit également à un moment où la région se remet lentement de la crise pétrolière et alimentaire. Dans ces circonstances, le principal problème auquel doivent faire face les dirigeants africains est de trouver les moyens de la gérer pour qu'elle ne réduise pas à néant les progrès réalisés depuis le début du millénaire et n'assombrisse pas les perspectives d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

La ville d'Antananarivo est alors toujours le centre des mouvements populaires et en même temps le centre économique et administratif du pays. Alors que la population urbaine est la première victime par les impacts surtout sur le plan économique et social de la crise politique même si elle secoue actuellement Madagascar.

⁵ (CEA et FPA ,2008)

La crise politique actuelle est rapidement devenue une crise sociale. Malgré cela, le niveau de vie des Tananariviens a dramatiquement chuté. De plus, la crise et les blessures de 2002 ont été mal pansées.

Pour mieux élucider notre devoir, nous allons se référer dans le cadre théorique la situation des ménages urbains face à la crise socio-économique et politique de la ville d'Antananarivo, à partir des différentes approches des théoriciens

CHAPITRE II : CADRE THEORIQUE

En premier lieu, nous allons voir les généralités de ménage et la crise sociopolitique, et ensuite nous référerons notre devoir sur les différentes approches selon les auteurs.

Section 1 : Les ménages urbains et la crise sociopolitique

1- Généralités

Le ménage est une unité statistique complexe des caractères économique-sociale (constitué par l'ensemble des individus vivant habituellement en commune)⁶.

Le ménage est un ensemble des personnes occupant la même résidence principale, qu'elles aient ou non des liens de parenté. Un ménage peut se réduire à une seule personne ; quand il comprend plus d'une famille et plus d'une personne, il est dit complexe⁷.

Un ménage est défini comme un groupe de personnes avec ou sans lien de parenté, vivant sous le même toit ou dans la même concession, prenant leur repas ensemble ou par petits groupes, mettant une partie ou la totalité de leurs revenus en commun pour la bonne marche du groupe, et dépendant du point de vue des dépenses d'une même autorité appelée "chef de ménage"⁸.

Alors que les ménages sont les groupes des populations qui subissent toujours en premier rang, soit l'avantage, soit l'inconvénient de tous les mouvements populaires.

Il faudrait d'ailleurs utiliser le mot « crise » avec circonspection. Une crise est un changement « soudain », « brutal », une « phase », un moment difficile à passer. Quand une situation devient chronique, quand les bouleversements deviennent cycliques, il est inadéquat de parler de « crise ». Madagascar n'est pas plongée dans une confusion politique conjoncturelle, elle se trouve dans une impasse structurelle.

La crise sociale est la phase difficile traversée par les groupes sociaux.

La crise économique c'est la rupture d'équilibre entre grandeurs économiques, notamment entre la production et la consommation.

Le mot « urbaine » est le contraire du mot « rural », veut dire la ville.

Actuellement, la population urbaine est très vulnérable, nous notons une forte capacité de résilience des ménages face à la situation de crise. La crise est vécue par la population moins comme un processus de paupérisation mais bien plus que comme un processus d'exclusion qui se traduit par une plus grande vulnérabilité de certaines couches sociales.

⁶ L'éducation en matière de population pour une meilleure qualité de la vie. Ministère de l'enseignement secondaire et de l'éducation de base projet/MAG/87/PO1. Edition CNAPMAD Mars 1991, page 88

⁷ Sciences économiques et sociales, 2ème nouveau programme, collection C.-D.Echaudemaison. Édition Nathan septembre 2000, page 36

⁸ Cours Economie Familiale de Madame Raobelina Christiane.

L'année 2011 serait difficile pour les ménages malgaches, a reconnu le ministre malgache des Finances et du Budget, lors de la cérémonie de vœux de son département le 5 janvier dernier, dans la capitale malgache.

Selon Midi, un journal local en langue française, la loi de finance pour l'année 2010, qui vient d'être adoptée, confirme que les prix de consommation augmenteront de 13,6% contre 9,5% en 2009. Ainsi les ménages malgaches devraient faire face à cette flambée des prix en adoptant une limitation sévère des dépenses.

D'après les explications des experts malgaches en statistique, cette inflation est causée par la variation de taux de change. En plus, si la situation politique ne s'améliore pas, le basculement de taux de changes sera fatal, de ce fait, la situation économique s'empirait au cas où les financements étrangers ne reviendraient pas pour cette année.

L'Institut national des Statistiques a indiqué que l'instabilité politique a fait partie de la cause de cette inflation.

D'après les statisticiens, l'augmentation de prix a touché les produits locaux qui ont connu un accroissement de 1,2%, tandis que les prix des produits importés n'ont augmenté que de 0,7%. De même, les prix des produits de première nécessité (PPN) ont été touchés par la hausse des prix avec un taux de 0,9 % durant le dernier trimestre de l'année 2010.

Les experts malgaches en statistiques ont également indiqué que l'inflation continuera d'augmenter. En effet, la cherté de coût de la vie pour cette nouvelle année 2011 sera encore dure pour les ménages.

Des techniciens ont indiqué que la majorité des biens de consommation à Madagascar proviennent de l'extérieur. Pourtant, l'Ariary, la monnaie locale, continue de déprécier depuis le début de ce mois de janvier 2011, et cette situation aggravera l'augmentation des prix des produits importés.

Les statisticiens malgaches de l'Institut National du Statistique (INSTAT) ont indiqué que le prix de pétrole dans le monde augmentera cette année car l'économie mondiale devient stable, ainsi le prix de pétrole à Madagascar augmentera.

A noter que pour résoudre le problème engendré par la suspension de Madagascar à l'AGOA, le gouvernement en place a décidé de déprécier l'Ariary afin de permettre aux entreprises franches de payer les taxes de 20% qu'elles devraient payer désormais sur le marché américain.

D'après le journal midi, le secteur du tourisme et de l'agriculture reste les seuls espoirs pour relancer l'économie malgache pour l'année 2010. En effet, le tourisme est l'important fournisseur des devises pour la Grande île et pour inciter les touristes d'y venir, le ministère malgache du tourisme et de l'artisanat a décidé de supprimer le droit de visa fixé à 60 dollars.

Pour le cas du secteur agriculture, qui a dispensé d'une aide financière par le gouvernement de la transition, la réduction du Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) permet aux opérateurs du secteur agricole d'importer par exemple de riz afin de diminuer Madagascar: 3,9% de taux d'inflation à la fin de 2009.

2- Approche sociologique

L'état d'une société peut en partie s'évaluer à partir de son capital social. *Putnam* a souligné que le déclin de la société américaine pouvait se comprendre à partir du déclin de son capital social. Le capital social se définit comme « les caractéristiques des organisations sociales telles que la confiance, les normes, et les réseaux qui peuvent accroître l'efficacité de la société en facilitant la coordination des acteurs »⁹.

Le capital social se décline au niveau vertical des relations entre les individus et l'Etat ou le gouvernement, aussi appelé capital social gouvernemental ; et au niveau horizontal entre les individus ou entre les communautés d'individus, appelé aussi capital social civil¹⁰.

Une période de crise, comme celle qu'a vécue Madagascar en 2009, est évidemment une période de tensions sur le capital social, aussi bien au niveau vertical qu'horizontal. Au niveau vertical, la perte de légitimité du gouvernement risque d'affecter la confiance des individus dans l'administration ; cette dernière étant aussi affectée directement son fonctionnement par la crise.

Au niveau horizontal, des tensions peuvent surgir au sein de la population en raison des soutiens plus ou moins marqués ou avérés à un parti ou un autre. Les fortes tensions qui se sont produites dans la capitale en sont un bon exemple. Les manifestations organisées à l'appel d'Andry Rajoelina sont contrées par des manifestations organisées pour le soutien à Marc Ravalomanana.

Il souligne que la crise de 2009 à Madagascar est avant tout une crise politique. Elle a eu pour effet de dégrader un peu plus le capital social. Cependant, ses effets sur la population sont loin d'être négligeables. Ils concernent les activités économiques. Si la crise est politique, elle a des répercussions économiques significatives qui se transcrivent à travers l'abandon des projets de développement et la baisse des recettes fiscales pour les administrations, ainsi que des taux de remboursement des emprunts plus faibles, qui à leur tour pourraient induire de plus fortes tensions sociales. C'est donc avant tout la population qui en souffre.

2.1- Les dysfonctionnements des administrations

Les dysfonctionnements des administrations observés lors de la crise sont relatifs à deux mécanismes : d'une part, un mécanisme de rivalité politique au sein même des administrations, en particulier pour leur direction, qui se répercute sur les prises de décisions ; d'autre part un mécanisme de blocage de la machine administrative pour des raisons financières.

Concernant le premier mécanisme, les bouleversements politiques qui ont secoué le pays ont été accompagnés de changements de postes au niveau des administrations régionales et le second mécanisme concerne, un ralentissement de la machine administrative a été observé en raison de

⁹ Putnam R.D, *Bowling Alone : America's Declining Social Capital*, *Journal of Democracy*, Princeton, 1993 p.6-13

¹⁰ Collier P, Narayan D. *Social Capital and Poverty*, Social Capital Initiative, Working Papers n°4, Washington, DC, 1998-1999 p.8-29

restrictions budgétaires comme exemple, le paiement des salaires du personnel est même devenu irrégulier. A ces restrictions budgétaires se sont ajoutées les baisses d'impôts liés à l'impact de la crise sur l'économie. Le recouvrement des impôts s'est fait avec difficultés, occasionnant des trous dans les recettes fiscales nécessaires au bon fonctionnement des services publics.

Les dysfonctionnements de l'administration ont finalement été produits essentiellement en raison des difficultés financières et des conflits de pouvoir. En ce sens, l'implication continue de la plupart du personnel de base reflète un certain état de cette crise. Plus qu'une crise sociale, elle est une crise politique ayant fait des répercussions sociales. La faible implication des personnels administratifs dans le « jeu » politique de la crise souligne cette disjonction entre la population d'un côté et les décideurs en conflits de l'autre côté.

2.2- Le civisme face à la crise politique

Le constant de distanciation de la population par rapport à la crise laisse penser qu'elle n'a probablement pas un impact majeur sur le comportement des ménages, notamment en matière de civisme. En effet, si la crise a provoqué des dissensions fortes entre les acteurs politiques majeurs nationaux comme internationaux, elle semble en revanche avoir un peu d'impact sur le comportement des ménages en matière de civisme. Les événements politiques n'ont démotivé qu'une petite frange des ménages à participer à la vie en société puisque la majorité a continué de s'impliquer dans les réunions et les travaux du Fokontany, la démotivation a touché la minorité. Mais la plupart des ménages déclare une dégradation des services du Fokontany, ces insatisfactions sont surtout liées aux perceptions des cotisations, non suivies de travaux communautaires effectifs, ou au manque de leadership du président du Fokontany.

2.3- Une interruption forcée des projets de développement

Si la crise est avant tout politique, elle engendre des répercussions économiques fortes. Les premières implications économiques et sociales d'envergure sont liées à l'interruption forcée des projets de développement. Depuis le début de la crise, la mise au ralenti ou encore la suspension à durée indéterminée des activités des projets tels que ceux financés par la banque mondiale, le PSDR, le FID, le BVPI a concerné à peu près toutes les régions malgaches. Certaines régions ont été particulièrement affectées dans la mesure où avant la crise elles avaient déjà perdu de nombreux projets de développement, par exemple le MCA, et le projet PIC.

Le maintien de certains projets, à l'exemple des guichets fonciers, résulte généralement d'un approvisionnement financier reçu avant l'intensification des désaccords entre le gouvernement et les bailleurs de fonds. Enfin, malgré la crise, certains projets ont continué de fonctionner grâce à l'absence de désengagement total de certains bailleurs.

Etant donné le poids économique des projets de développement dans la création d'emploi directs et indirects à Madagascar, que ce soit au niveau du secteur public ou du secteur privé,

l'interruption des projets de développement a constitué un fait majeur de la crise. Il existe des projets maintenus en activité pour quelques-uns de ces différents organismes, cependant il s'agissait essentiellement des activités déjà en cours et soumises à des échéances plus ou moins proches, d'activités de nature humanitaire ou d'activités relevant de dispositions spécifiques.

3- Approche empirique

3.1- La mauvaise gouvernance politique et économique

Les peuples malgaches et d'Afrique continuent à souffrir de bien des maux et s'acharnent pour bien des raisons, à accuser la mauvaise gouvernance de leurs dirigeants. Bon nombre d'africains ont du mal à comprendre le « paradoxe économique » expliqué d'une part par l'abondance des ressources économiques et d'autre part par la pauvreté dégradante du continent noir. C'est ici que naissent des interrogations cruciales relatives à la politique, à la gouvernance et à la démocratie. En effet, nous nous interrogeons si les facteurs culturels ont leur part d'explication en regard de la mal gouvernance des dirigeants africains. Autrement dit, la culture constitue-t-elle un frein au leadership et à la gouvernance des dirigeants africains ?

La « politique » comme base du développement économique nationale.

Il nous faut placer le leadership, comme politique, à la base de tout développement économique avant de mesurer l'implication de la culture dans la gouvernance des dirigeants africains. Nous référant à l'étude faite par l'équipe de chercheurs camerounais sur les leaders africains, nous pouvons concevoir le leadership à travers une série d'attributs et d'indicateurs nous permettant, de saisir le contraste et de nous rendre compte de l'implication de la culture dans la mauvaise gouvernance des dirigeants africains.

En effet, des compétences que l'on peut juger universelles sont à la base de toute réussite en matière de développement. La qualité de la vision politique qui comporte l'originalité et la puissance, la hauteur de vue et la pertinence des idées, la capacité à articuler les problèmes nationaux dans une perspective africaine doit être le premier critère pour apprécier le profil du dirigeant malgache ou africain. Ensuite vient la qualité de la stratégie, comportant la cohérence du programme de gouvernement, le réalisme et l'efficacité, et le rejet du populisme. La capacité de mise en place et en œuvre des plans et programmes d'action doit se concrétiser dans la pertinence des principales mesures, dans l'efficacité et la validité des mesures contenues dans le programme, dans la couverture nationale du programme et la capacité à produire régulièrement des idées nouvelles.

Les talents personnels de chaque dirigeant doivent comporter l'intégrité et la moralité, les talents d'orateur et la capacité à convaincre, le degré de popularité et le pouvoir de mobilisation, la capacité à attirer des cadres au sein de son mouvement, la capacité à séduire le secteur privé, l'entretien des relations avec les bailleurs de fonds internationaux, la capacité à travailler efficacement avec les ONG, la volonté d'intégrer la jeunesse dans la vie politique, la volonté d'intégrer les femmes

dans la vie politique, la capacité à anticiper et à résoudre les problèmes avant qu'ils ne se les posent, la capacité à négocier, la capacité à se remettre en cause et à se renouveler.

Si tel est l'aperçu que l'on peut avoir du leadership et de la gouvernance en général, les attitudes des dirigeants africains s'inscrivent-elles dans cette logique ou s'en éloignent à cause des facteurs culturels ?

3.2- La culture, un des facteurs de confusion en matière de gouvernance en Afrique

Dans son livre « Culture africaine et gestion de l'entreprise moderne », ZADI KESSY attire l'attention des leaders et des managers africains sur certains aspects culturels susceptibles de freiner le développement de toute entreprise.

« Les difficultés de gestion rencontrées par les entreprises sont [...] dues, en partie, à l'influence d'un système social traditionnel qui, même s'il est aujourd'hui désorganisé, a un poids déterminant sur les mentalités. Cela est d'autant plus vrai que la plupart des Africains restent encore très attachés à leur village et aux affaires traditionnelles, même dans les milieux urbanisés, industrialisés et instruits. »¹¹

En fondant notre réflexion sur les différents paramètres constituant le leadership de chaque dirigeant et sur cette déclaration de ZADI KESSY, nous nous rendons compte que certains éléments de la culture africaine, ou mieux des cultures africaines, s'opposent aux principes standards susmentionnés. En effet, l'incapacité à préparer et à anticiper le long terme que l'on remarque chez certains dirigeants africains explique leur manque de vision et de pertinence d'idées. Les cas des fléaux et pandémies chroniques s'abattant systématiquement sur les populations illustrent bien cela. Le manque de vision du leader ne conduit pas les peuples à s'ouvrir au monde extérieur. D'où la tendance nationale à se recroqueviller en fermant les portes aux investisseurs internationaux.

Si des pays africains ont encore du mal à vivre l'alternance, c'est parce que des attitudes traditionnelles telles le communautarisme, le népotisme, l'égoïsme familial ainsi que clientélisme continuent à faire écran et empêchent le réel développement socio-économique. La solidarité et l'esprit de convivialité, considérés longtemps comme valeurs africaines, se métamorphosent au fil des temps en contre-valeurs. L'africain qui s'est longtemps occupé des membres de sa famille maintient la même attitude lorsqu'il arrive au pouvoir. D'où la gouvernance sinistrée.

La dictature, cause de la conception traditionnelle d'une autorité à vie ou pour toujours, héritage reçu de la tradition ethnique ou familiale, s'oppose totalement aux principes de démocratie qui veulent que le peuple ait sa part de pouvoir dans la politique et la gouvernance. L'africain, renommé par sa sociabilité, se sent contrarié, voire humilié lorsqu'il s'agit de discuter ou de dialoguer avec ceux qui ne sont pas de la même ethnie, de la même religion, de la même opinion politique que lui. La difficile intégration de la notion d'intérêt général continue à faire défaut. L'irrésistance vis-à-

¹¹ ZADI KESSY, Culture africaine et gestion de l'entreprise moderne, Cote d'Ivoire, 1998, p.26-37

vis de la pression ethnique, familiale, partisane et amicale se vit au quotidien. La tendance souvent inconsciente, à vivre dans l'opulence, ne fait que creuser le fossé entre les leaders et les peuples.

Les sociétés africaines étant généralement hiérarchisées, le chef est respecté et craint. Il ne peut pas être contredit par ses subordonnés. Dès lors, se remettre en cause devient presque impossible pour certains leaders. Les sociétés traditionnelles se sont construites à travers une conception de l'« aîné » comme le « sage du village », donc tout puissant, exempt d'erreur. Une telle conception s'applique à la gouvernance politique et toute procédure démocratique devient de facto fastidieuse.

Bien que certains aspects des cultures africaines expliquent la mal gouvernance de quelques dirigeants africains, d'autres facettes de ces mêmes cultures constituent un levier puissant pour le développement économique de beaucoup de pays d'Afrique. En marge de ces valeurs et contre-valeurs culturelles, on n'oublie souvent que les compétences intellectuelles (rigueur dans le travail, cohérence, logique, pertinence...) se trouvent à la base de toute réussite en matière de gestion et de gouvernance. Bref, tout ne s'explique pas par des facteurs culturels. Il existe d'autres facteurs internes et externes qui poussent certains dirigeants africains à adopter de faux ou mauvais principes de gouvernance et de gestion. Rappelons au terme qu'aucune culture ne peut à l'heure actuelle, se développer en autarcie (régime économique d'un pays qui se suffit à lui-même) ou en vase clos. Toute culture est appelée à l'interdépendance et doit être appréhendée en termes dynamique, comparatif et différencié. Le développement ne serait-il donc pas une démarche planifiée, à la fois individuelle et collective, de changement de pensée et de mentalité afin de rendre le continent africain, chacun de ses pays, plus apte à atteindre ses objectifs à court et moyen terme ?

4- Approche pragmatique

Depuis l'indépendance de Madagascar, des 50 années de défaillances de l'Etat et de l'autodestruction de la Nation à cause de la pratique politique et gouvernance à Madagascar, il enferme Madagascar dans le pays les plus pauvres du monde, tue tout effort de développement et génère d'une manière répétitive violence et auto destruction d'ensemble : « élection, constitution, présidence et gouvernance naïves aveugles autodestructives, et enferme le peuple Malagasy dans une logique de désinformation, de sous éducation, de conflit, de casse des repères, d'électeur imbécile, de Président de la République et de gouvernement d'auto destruction nationale ».

Selon Professeur Johnson Jacky THAINA, le mode d'élection présidentielle est parmi le problème qui ne laisse pas Madagascar à avancer et le cause de la crise politique persistante car le financement du candidat à l'élection présidentielle est occulte, et sans plafonnement (avec en option les vrais faux concurrents achetables achetés financièrement eux aussi occulte). Sans autorité authentiquement mixte indépendante de contrôle, mais en réalité il y a un vide de règle juridique, vide de sanction, vide de régulation avec un code électoral et une constitution conçus par et pour le plus

occulte c'est-à-dire corrompu de fait, en habit du dimanche, habillé par les prédateurs de marché « exilés »¹².

Il n'existe aussi de critères d'évaluation des compétences réelles du candidat : le minimum de savoirs, de savoir être qu'exige la charge d'un Président de la République. Comme l'inexistence d'un débat citoyen face à face public des candidats à l'élection devant les médias neutralisés pour permettre aux électeurs de bien comparer les compétences et la capacité intellectuelle réelle d'analyse diagnostic qui justifie la crédibilité du programme (projet de société).

Un code électoral conçu par et pour le plus occulte financièrement, déjà élu avant les élections par la barrière financièrement abaissant ainsi le peuple Malagasy au niveau d'électeur imbécile...un modèle naïf explosif honteux d'Institution et de Constitution d'autodestruction, ainsi le silence très cruel d'un Haut Cours Constitutionnel ou Haute Cour très complaisant dans l'auto destruction.

Pour lui, c'est cet ensemble qui forme l'escroquerie et la malhonnêteté intellectuelle des 50 années (1960-2010) des élections présidentielles à Madagascar ; c'est la principale source de ces violences répétitives, une véritable machine à tuer ; d'abord à tromper en amont et ensuite à provoquer en aval, la casse en cascade des restes de toutes les Institutions avec le peuple, dans une logique de violence et d'autodestruction durable d'ensemble.

De plus, depuis 1960 il n'y a jamais eu de véritable éducation citoyenne éclairante à Madagascar. Il y a la fois un vide d'une définition citoyenne du mot politique, de l'expression « société civile », vide d'éthique, un vide de déontologie et encore sans surprise financièrement occulte...

C'est un président de la République, élu par le financement occulte, qui manipule sans scrupule à sa convenance personnelle le code électoral et la Constitution, avec son parti politique au financement aussi occulte par un marché privé, qui vont livrer d'une manière irresponsable et aveugle le peuple Malagasy dans une logique de conflit à s'entretuer dans la violence avant s'enfuir en exile.(Trois républiques, trois exilés qui vont aller demander des leçons de sagesse malagasy auprès des africains).

Professeur Johnson Jacky THAINA¹³ précise que cela s'appelle parti politique (ou naïvement mouvance ou pire se désinformant en société civile) c'est cet ensemble qui prouve que l'environnement des partis politique est un cruel boulevard de 50 années d'escroqueries et malhonnêtetés intellectuelles c'est-à-dire un environnement sans cadrage ni règle ni arbitre un monde de vrais faux et de ce fait de fous...

Ensuite, parmi le vrai problème de fond de Madagascar est sur l'environnement de la justice et de l'Etat de droit. Une justice qui ignore ainsi sa part de responsabilité dans l'éducation pédagogique citoyenne avant la sanction citoyenne. Une justice qui n'est pas perçue comme un des

¹² Pr Johnson Jacky THAINA , Madagascar 1960-2010, Madagascar,2010,p.2-28

¹³ Pr Johnson Jacky THAINA , Madagascar 1960-2010, Madagascar,2010,p.2-28

cinq bases systématiques stratégiques qui garantissent la vie de la Nation. Des présidents de la République qui prouvent eux-mêmes ainsi, leurs dangereuses ignorances du minimum en matière de savoirs, de savoir-faire et de savoir être.

Un peuple en mal de repère pour avoir une vision citoyenne de ce qu'est la justice.

Sur l'environnement de l'économie parmi le vrai problème de fond de Madagascar, dans un contexte de mondialisation complexe : le vide de pédagogie citoyenne du patriotisme économique efficiente, l'éducation de l'entrepreneuriat citoyen, le non éducation à l'entreprise citoyenne et aucune vision qualitative constructive durable dans une cohérence stratégique d'ensemble.

Actuellement, une ouverture vers une mondialisation sans pédagogie structurante ni repère citoyen, ni vision et qui livre le pays à la désinformation, au marché occulte de la violence du capitalisme sauvage entraînant la pauvreté .Il souligne que Madagascar n'a jamais eu un Président de la République pédagogue sur une vision citoyenne.

Enfin le problème qui verrouille Madagascar dans la pauvreté concerne sur l'environnement du système éducatif car la conception, le contenu et la transmission des savoirs, de savoir –faire et de savoir être ont été cloisonnés et appauvris par ces 50 années de Présidence autodestructive et de gouvernance sans vision sauf qu'à partir de 2007 dans le programme de MAP (Madagascar Action Plan) mais détruit par la crise politique. Un manque de repère, de démarche de dynamique régulée, de vision qualitative structurante pour une cohérence et plus d'efficacité d'ensemble.

La sous –éducation est cruellement évidente. Au-delà des moyens limités, les défaillances sont multidimensionnelles et systémiques à la fois sur le plan interne et sur son articulation sur le plan international, les jeunes et adultes malagasy ne peuvent pas accéder à des connaissances utiles dans la vie civile citoyenne et professionnelle pour agir en acteur citoyen éclairé et responsabilisé.

Les véritables élites enfants de Madagascar (à Madagascar et à travers le monde) n'ont jamais pu, su ou voulu travailler ensemble pour Madagascar à cause de l'indignité, des escroqueries et de la pratique de ces 50 années d'élection présidentielle avec la médiocrité des Institutions, et la violence sans surprise qui en découlent : une autodestruction parfaitement prévisible.

Le mélange de la bible avec les cafouillages des pratiques politiques sans repère, le besoin urgent de refaire la formation initiale et continue des forces armées malgaches y compris et surtout les officiers supérieurs...Ici encore seront approchées et traitée ces défaillances d'éthique, de déontologie, de repère...les financements occultes, les graves conflits d'intérêts mais toujours par la pédagogie citoyenne (la seule alternative de la violence).

La religion qui n'est pas perçu comme un des trois socles interdépendants du système éducatif à préserver et qui exige là encore un minimum de savoirs et de gouvernance.

D'après lui, quand un Président de la République élu par le financement occulte et la manipulation n'a ni un seul de vision, ni un minimum de pédagogie du « système éducatif », ici encore les archives nous éclairent que certains ne comprenaient même pas le discours qu'ils devraient lire : où ? Pour qui ? Et à quelle hauteur voulez-vous qu'il mène qualitativement un « système éducatif

national ? » Mais, cela comble de joie les prédateurs de marché qui peuvent faire ainsi signer ce qu'ils veulent. Moins ils en savent, mieux ca vaut...

Les Institutions à Madagascar sont remplis de personnes du parti politique au financement occulte du Président de la République lui-même au financement occulte qui arrange le Code électoral les Institutions et la Constitution à sa convenance personnelle sans un minimum de scrupule (dépenses outrancières, gaspillages, l'incohérence, la passion, le rêve de présider à vie, la manipulation, désinformation, l'arrogance, la violence, l'exile, des morts...

L'assemblée Nationale et le Sénat ne sont pas une source d'ingénierie de bonne gouvernance mais une pompe à finance du financement occulte du parti politique.

Conclusion partielle

Trois majeurs problèmes freinent le développement à Madagascar :

- La crise politique qui est cyclique et persistante entraînant les dysfonctionnements des administrations, une interruption forcée des projets de développement.
- La mauvaise gouvernance politique et économique, la culture, un des facteurs de la mal gouvernance et blocage de développement.
- La pratique politique occulte depuis l'indépendance : il n'existe même pas des critères d'évaluation des compétences réelles du candidat comme le minimum de savoirs, de savoir être qui exige la charge d'un président de la République. Ainsi, le problème qui verrouille Madagascar dans la pauvreté concerne sur l'environnement du système éducatif, un manque de repère, de démarche de dynamique régulée, de vision qualitative structurante pour une cohérence et plus d'efficience d'ensemble.

**PARTIE II: IMPACTS DES
MOUVEMENTS POPULAIRES
SUR LES MENAGES URBAINS**

La politique et les politiciens ont pu faire ce qu'ils auraient fait parce que, dans l'évolution de la société malgache après l'indépendance « le peuple » n'a guère pu développer le sens de la citoyenneté. Consciemment ou inconsciemment, la majeure partie des politiciens au pouvoir ont tout fait pour garder le peuple dans un état de soumission politique. « Cette population...n'est juste qu'un instrument (de jeux pervers) entre les mains des politiciens qui s'en donnent à cœur joie pour manipuler, pour l'infantiliser et pour l'abêtir ». ¹⁴ La situation à Madagascar est difficile à comprendre si l'on ne jette pas un coup d'œil sur l'évolution et l'histoire du pays depuis son indépendance. Ce coup d'œil nous aide à savoir les facteurs responsables de la situation problématique. Et dans cette partie nous essayons de déceler les impacts des crises antécédentes et la crise actuelle en analysant et interprétant les résultats d'enquêtes.

¹⁴ La Quotidien « *La Vérité* », 29 juillet : « explication en béton ».

**CHAPITRE III : DYNAMIQUE DE MOUVEMENTS POPULAIRES ANTECEDENTS ET
VIE DE MENAGES (1972,1991, 2002,2009)**

L'histoire est à la fois l'étude des faits, des événements du passé. Elle n'est pas seulement une réflexion sur le passé, elle se construit aussi selon une méthode. L'histoire tient une place importante dans la vie de la Nation, elle est une construction humaine, inscrite dans l'époque ou elle est écrite. Elle joue un rôle social et elle est convoquée pour soutenir, accompagner ou juger les actions des Hommes.

Section 1 : Les mouvements populaire depuis l'indépendance

1- L'indépendance et l'expérience socialiste

Madagascar, ou la République de Madagascar, est un Etat indépendant situé dans la partie occidentale de l'Océan Indien, séparé de l'Afrique par le canal Mozambique large de 415km. Sa capitale est Antananarivo.

Durant la partie majeure XIXe siècle, l'île administrée par le Royaume de Madagascar que l'invasion coloniale française de 1895 abolit.

Pendant la seconde Guerre Mondiale, l'Empire britannique prend possession de l'île Madagascar pendant l'opération Ironclad, avant de remettre aux Français libres en Décembre 1942.

En Mars 1947, l'insurrection malgache éclate, qui entraîne une répression sanglante par l'armée française ayant fait plusieurs dizaine de milliers de morts, les chiffres oscillant, selon les sources, entre une dizaine de milliers 89 000 d'après Jacques Tronchon. Cependant, c'est la presse française avançant souvent le chiffre quatre vingt mille morts et Madame Rabearimanana, professeur de l'Université d'Antananarivo montre qu'il y eut : Cent quarante (140) Français et deux mille (2000) Malgaches tués par les autodéfenses européennes ; enfin entre cinq mille (5000) et six mille (6000) insurgés malgaches tués par l'armée française¹⁵.

Le 14 Octobre 1960, Philibert Tsiranana est élu premier président de la République autonome malgache. La première République de Madagascar reste très étroitement liée à la France par les accords de coopération. Le président Tsiranana, critiqué par la population pour son soutien aux intérêts français, fait face à une contestation grandissante où il y avait un grève des étudiants menée de la capitale vers les provinces, et il quitte le pouvoir en 1972.

Et il donne les pleins pouvoirs au Général Gabriel Ramanantsoa, qui décide d'organiser un référendum afin d'officialiser son pouvoir pour une période transitoire. Le référendum l'ayant plébiscité, il crée un gouvernement d'union nationale, qu'il dirige jusqu'en 1975, avant de passer le flambeau au populaire Colonel de Gendarmerie Richard Ratsimandrava. Ce dernier est assassiné au bout d'une semaine le 11 Février 1975 à 20 heures. Après l'assassinat du général Ratsimandrava,

¹⁵ Pr Madame Rabearimanana, Cours Histoire de Madagascar

Madagascar a été dirigé par un Comité National de Direction Militaire présidé par le Général Andriamahazo.

Le 14 Juin 1975, Didier Ratsiraka Ignace est nommé chef de l'Etat et du gouvernement. Le Comité National de Direction Militaire est alors remplacé par un Comité National de la Révolution. Le 21 Décembre 1975, les Malgaches ont approuvé par vote référendaire la Charte de la Révolution Socialiste et la nouvelle Constitution instituant la Deuxième République avec Didier Ratsiraka, comme Président. Le 30 Décembre 1975, le Capitaine de Frégate Didier Ratsiraka proclama la République Démocratique de Madagascar. En Mars 1976, il créa le parti Avant-garde de la Révolution malgache (AREMA). Par la suite, il entreprend de s'aligner sur la position du bloc soviétique, tout en étant l'un des militants actifs du non-alignement.

En, 1976, le gouvernement termine l'expulsion de l'armée française et ferme les ambassades et consulats. Ratsiraka instaure le franc malgache (FMG) et délaisse le Franc CFA. L'Etat contrôle tous les échanges avec l'extérieur.

Vers la fin des années 1980, après plus de 10 ans d'expérience socialiste, il est contraint d'engager le pays sur la voie d'un libéralisme prudent¹⁶.

1.1-Vie des ménages face à la crise sociopolitique 1972-1975 et l'opposition du régime révolutionnaire

1972-1975, c'est une période troublée où il y a des impacts sur la population. Il y avait des problèmes économiques et sociaux. La flambée des prix des produits de première nécessité est mise en relief. L'inflation avec des prix qui vont du simple au double dans l'espace de quelques mois ne permet plus à la masse ni de vivre, ni même de survivre. Selon le Professeur Zafy Albert, l'économie malgache agonise.

Il y avait de problème de la sécurité urbaine et surtout dans les campagnes. En effet, beaucoup de paysans voient les fruits de leurs efforts envolés en rien de temps car ils sont exposés aux attaques de brigands de jour comme nuit.

Le problème des jeunes était mis sur le tapis. De chômage important frappe la population en particulier les jeunes qui ne trouvent pas à s'employer. L'avenir de ces jeunes était complètement bouché.

Les aspirations des travailleurs malgaches étaient une adéquation des salaires aux prix des produits de première nécessité.

Les Malgaches, dans la majorité des cas, ne s'intéressent guère à la politique qu'ils considèrent à juste titre comme une simple lutte pour le pouvoir. La politique est un simple règlement de compte entre politiciens. L'activité politique était une activité amoralisée : pour les Malgaches on peut tout promettre quand on est hors du pouvoir. Mais dès qu'on accède on oublie toutes les promesses

¹⁶ www.histoiremadagascar.net.mg

faites. C'est un véritable marché de dupes. Pour eux déjà à cette époque, la politique tue le développement et appauvrit la population. La crise politique n'emporte que des effets négatifs et il est difficile de récupérer les efforts de développement déjà fait.

La société malgache était tombée dans un gouffre sans fin, estime l'opposition : les leaders sont les FFKM, MMSM, les Forces Vives ou les politiciens professionnels ; les syndicalistes, des personnes issues de la Société Civile, surtout les travailleurs des secteurs clés et Professeur Zafy Albert membre du parti UNDD, ils se mobilisent pour se manifester soit sur un lieu fixe, soit dans les rues qui étaient terminées par des grèves d'où la crise politique 1991. Il faudrait la sauver, la retirer de ce gouffre, c'est la signification du slogan « Fais monter ce peuple » qui constitue le thème principal des manifestations qui vont suivre.

La manifestation du 1^{er} Mai 1991 commençait, plutôt économique et social. On visait surtout à motiver la population antananarivienne. L'opposition axe son effort en vue de motiver la population. Les mouvements 1991, ce sont des mouvements de contestation contre le régime révolutionnaire installé depuis 1975. Ces mouvements ont atteint leur apogée en 1991, mais ils ont existé dès l'installation du régime révolutionnaire. Les dirigeants « socialistes révolutionnaires » sont parvenus facilement à bout de ces contestations jusqu'à 1987. A partir de cette date, l'opposition devient plus sérieuse.

Puis en 1990, les revendications de l'opposition changent d'objectif : les adversaires du régime demandent le changement de la Constitution de 1975. Ils demandent la refonte totale de la constitution dans le sens d'une libéralisation de façon à ajuster le secteur politique au secteur économique libéralisé depuis 1985. L'opposition demande la tenue d'une concertation nationale au cours de laquelle on élaborera une nouvelle constitution.

Et c'est en fonction de cette nouvelle revendication de l'opposition que vont s'organiser les mouvements de contestation qui commenceront le 1^{er} Mai 1991 et se termineront le 31 Octobre 1991. Le régime révolutionnaire voyant dans cette revendication une manœuvre de déstabilisation, refuse de participer aux deux concertations nationales d'Aout et de Décembre 1990 organisées par la FFKM avec la participation de l'opposition et d'autres entités.

Il y avait un affrontement idéologique entre les responsables du régime révolutionnaire et la FFKM, se termine par la victoire de la FFKM.

La FFKM a déblayé la voie pour l'opposition dans sa marche vers le pouvoir

Les Forces Vives ont emboité le pas de la FFKM et utilisera une stratégie efficace pour mobiliser la masse.

Les manifestations et la grève générale qui vont paralyser la vie administrative et économique du pays, ont été rendues possibles grâce aux initiatives prises par la FFKM, tout d'abord en organisant les deux concertations nationales de 1990 et ensuite quand l'Eglise mène une idéologie conséquente contre le pouvoir. D'où les impacts négatifs sur le peuple c'est-à-dire les ménages parce que les Forces Vives ont bien choisi leur cible. En frappant certains secteurs dits « secteurs-clés » qui constituent une

sorte « de poumons pour la vie administrative et la vie économique du pays » elles sont arrivées à paralyser les activités du pays. Les autres secteurs dont l'activité dépend des secteurs-clés sont obligés d'arrêter leurs activités faute de capitaux, d'énergie, de moyens de locomotion, des décisions administratives adéquates.

Alors que les ménages sont les plus victimes parce que les dysfonctionnements des secteurs-clés ont des impacts sur leurs vies quotidiennes car les « secteurs-clés » frappés par la grève sont :

- La fonction publique dont la paralysie a suspendu des décisions administratives concernant l'activité de certaines entreprises entraînant le chômage, le sous-emploi, la perte d'emploi...
- La JIRAMA : (société fournissant l'eau et l'électricité) en grève a perturbé la vie économique du pays en diminuant la quantité d'eau et d'énergie nécessaire à la vie du pays. Le secteur commerce était le plus victime.
- Les banques en grève ont contribué au gel des capitaux, nécessaires à la marche de l'entreprise et au paiement des salaires.
- La Solima (société de distribution de carburants) en grève a perturbé la distribution des carburants et du gaz. Le transport de voyageurs sur route et celui des marchandises étaient totalement ou partiellement paralysé.
- La grève du chemin de fer était aussi causer de difficultés dans les transports des objets manufacturés venant de l'extérieur

Grace à des manipulations psychologiques et psycho-sociologiques sans précédent dans l'histoire de Madagascar, l'opposition a pu venir à bout d'un régime qui semble a priori assis sur des bases solides. La crise était s'amplifie parce que la contestation s'est passée dans l'ensemble d'une manière pacifique à part la marche vers le palais présidentiel le 10 Aout 1991 entraînant le génocide.

2- L'après-socialisme et la troisième République

En 1991, l'opposition à Didier Ratsiraka s'amplifie, des manifestations populaires sont réprimées par l'armée, faisant des nombreuses victimes, il s'est avéré nécessaire de rapprocher les protagonistes. Le premier Ministre Guy Razanamasy a fait adopter la Convention du 31 Octobre 1991. C'est sur la base de cette convention que les autres solutions de crise se fondaient.

Après une brève période transitoire ou le Président Ratsiraka n'assurera qu'une fonction symbolique au profit de Zafy Albert qui dirigera la Haute Autorité de l'Etat, et Albert Zafy, candidat de l'opposition, est élu à la Présidence en 1993.

Il y avait une instauration d'un régime parlementaire, l'Assemblée Nationale élit Me Francisque Ravony, au poste de Premier Ministre, début d'un libéralisme économique et politique sans précédent. La démocratie est devenue le leitmotiv du régime de Zafy, soucieux de se distinguer de son prédécesseur. Il instaure aussi un nouveau style de gouvernement voulant selon lui se rapprocher au contact du « peuple ». Il multiplie les tournées en province et dans les campagnes les plus reculées(le

fameux Mad Raid), délaissant ainsi la capitale où se joue un jeu politique des plus mouvementés. Il s'ensuit une certaine instabilité politique caractérisée par les multiples motions de censure et changements de gouvernements, situation dont le Président Zafy n'a de toute façon pas le pouvoir de maîtriser. Par ailleurs, l'ajustement structurel de l'économie est au point mort, la croissance tant attendue et promise n'est pas au rendez-vous, les dirigeants malgaches s'étant de plus aventurés et égarés dans les financements parallèles. Le torchon a fini par brûler entre Pr Zafy Albert et son Premier Ministre soutenu par les députés de la majorité. Le président a du faire appel à un référendum constitutionnel donnant le pouvoir au président de la République de nommer le Premier ministre afin de destituer Me Francisque Ravony, remplacé par le Dr Emmanuel Rakotovahiny.

Cet amendement de la Constitution sonna quelque peu le glas du parlementarisme, ce qui provoqua une guerre ouverte entre le président et les députés laquelle se solda d'abord par une nouvelle motion de censure du gouvernement et surtout par le vote en Juin 1996 de la motion d'empêchement définitif du président par 93 députés sur 135. Le premier ministre Norbert Ratsirahonana devient chef de l'Etat par intérim en attendant les nouvelles élections. L'Amiral Didier Ratsiraka, rentré quelques mois plus tôt de son exil en France, est réélu au deuxième tour de l'élection présidentielle (contre Zafy). Madagascar connaît une période de stabilité économique jusqu'en 2001 avec 4,3% de croissance moyenne.

En 2001, le maire de la capitale, Marc Ravalomanana arrive en tête de l'élection présidentielle de Décembre 2001. Un second tour est prévu mais celui-ci revendique la victoire dès le premier tour sur la base des résultats publiés par son propre quartier général à Ankorondrano (quartier d'Antananarivo). Ravalomanana dénonce une fraude électorale massive et décide d'accuser ainsi le régime Ratsiraka. Le président Didier Ratsiraka tente de reprendre la main en modifiant les membres de la Haute Cour Constitutionnelle, chargée de proclamer les résultats électoraux à Madagascar. Le candidat Ravalomanana réclame la confrontation des procès verbaux et les procès-verbaux officiels. Le régime refuse une telle méthode jugée « illégale » mais exhorte les opposants au second tour.

En 2002, sous la pression de la rue, Marc Ravalomanana s'autoproclame Président de la république le 21 Février 2002 au stade de Mahamasina et nomme plus tard Me Jacques Sylla, « Premier Ministre ». La capitale étant acquise à la cause de l'ancien Maire, Didier Ratsiraka décide de délocaliser le siège du gouvernement à Toamasina son fief et principal port de l'île situé dans l'Est. Le régime érige des barrages routiers pour paralyser et asphyxier la capitale, ce qui finit par paralyser le pays. A l'invitation de l'Union Africaine et du président du Abdoulaye Wade, les deux parties protagonistes se réunissent à Dakar et signent des accords en Avril 2002 qui prévoit notamment un nouveau décompte des voix, l'organisation d'un référendum (à la place d'un second tour) si la majorité absolue n'était pas obtenue et l'instauration d'un gouvernement d'union nationale dirigé par Marc Ravalomanana. Ces accords ne seront pas respectés par les deux parties qui camperont sur leur position une fois rentrés au pays. Ravalomanana ne relâche pas la pression et finit par obtenir l'annulation de la nomination de la nouvelle Haute Cour Constitutionnelle en raison d'un vice de

forme, la Cour précédente, reconduite dans ses fonctions, se charge de procéder à la publication des résultats des élections.

En Mai 2002, Marc Ravalomanana est déclaré vainqueur dès le premier tour avec plus de 51% des voix. Il est investi dans ses fonctions de président de la République une semaine plus tard. Il confirme Jacques Sylla au poste de Premier Ministre. Il décide de faire appel aux réservistes de l'armée pour lancer des expéditions contre les troupes fidèles à Didier Ratsiraka et pour « libérer » les provinces des barrages. Les deux camps s'affrontent désormais militairement.

En Juillet 2002, Toamasina, la dernière province où le camp Ratsiraka s'est retranché est tombé entre les mains de Ravalomanana, Didier Ratsiraka prend la fuite avec ses fidèles à bord d'un avion à destination de la France. Les pays occidentaux, les Etats-Unis en tête, et la France en dernier, reconnaissant la victoire de Ravalomanana. Cependant, l'Union Africaine, l'ONU et les bailleurs de fonds ne reconnaissent le régime de Marc Ravalomanana qu'en Janvier 2003, suite aux élections législatives remportés par son parti.

A la fin de son premier mandat, le Président Marc Ravalomanana élabore sa vision « Madagascar Naturellement » et met en œuvre le MAP (Madagascar Action Plan), un nouveau programme de développement pour 5 ans.

En Décembre 2006, le Président Marc Ravalomanana est réélu pour un second mandat de 5 ans, avec comme principal objectif la réalité.

En Avril 2007, Marc Ravalomanana fait modifier par voie référendaire la Constitution dans un sens qui renforce les pouvoirs présidentiels en permettant les ordonnances « en cas d'urgence et de catastrophe ». Cette révision introduit en outre l'anglais comme troisième langue officielle, modifie la structure administrative en remplaçant les six provinces autonomes par 22 régions et supprime le caractère laïc de l'Etat malgache.

L'opposition voit dans cette révision des risques de dérive autocratique tandis que l'Eglise Catholique malgache critique sévèrement l'organisation du référendum, et pointe « le pouvoir exorbitant » accordé au président. Les épiscopales autorités catholiques ne craignent que le président Ravalomanana, qui est vice-président de la puissante Eglise réforme de Madagascar, interfère directement dans les activités religieuses.

Au fil des années, les partis d'opposition accusent le régime de paralyser les entreprises locales comme la Savonnerie tropicale, la société le Quartz. Le gouvernement ne serait pas neutre vis-à-vis des diverses concurrences entre entreprises, qui devraient ne compter que sur elles-mêmes pour assurer leur gestion. Marc Ravalomanana est également pointé du doigt par l'opposition pour avoir « éliminé » les entrepreneurs performants, accaparé leurs affaires pour se placer lui-même dans tous les acteurs économiques bénéficiaires¹⁷.

¹⁷ www.histoiremadagascar.net.mg

Le problème principal est que des luttes intestines incessantes conjuguées à l'âge de la majorité des élites négligeant leur succession ont creusé un vide politique et amène un cruel défaut d'émulation.

Le processus électoral est également fortement décrié par les opposants, qui voudraient lui apporter de fortes améliorations afin d'éviter les troubles lors de chaque élection présidentielle.

2.1- Vie de ménage face à la crise 2002

Cette crise, issue d'une contestation des résultats des élections et qui s'est entre autres manifestée par un blocage des voies de communication et des grèves, a été durement ressentie par la population et a entraîné une nette détérioration du bien-être général.

Le secteur éducation était le plus touché par la crise, il y avait des effets négatifs surtout sur l'enseignement primaire.

2.1.1- Le secteur éducation

Il y avait une baisse du taux de réussite au Certificat de fin de cycle primaire, principalement en conséquence de la crise. On voit à travers le taux de réussite à l'examen du CEPE une baisse de 13 points de pourcentage entre le taux de réussite en 2000-2001 et celui de 2001-2002. Le taux diminue de 19 points pour les écoles publiques rurales, de 9 points pour les écoles privées et de 31 points pour les écoles publiques urbaines. Ces dernières semblent être celles qui ont connu le plus grand revers : l'interruption des cours plus longue pour elles lors de la période de grève générale du premier semestre 2002 pourrait en être une des causes.

Un des constats sur les impacts de la crise a concerné la difficulté croissante, les ménages n'arrivent plus à subvenir aux dépenses d'éducation. Par la suite, le taux d'absentéisme et le taux d'abandon ont augmenté, de même que les taux de réussite ont diminué.

Le taux d'inscription a connu une baisse, effectivement il y avait un changement l'effectif à cause du manque ou insuffisance ou pas d'enseignants, les parents ont l'incapacité de payer le frais de scolarisation et d'acheter les fournitures. Ils étaient dans l'incapacité de subvenir à l'alimentation des enfants et ces derniers devaient travailler en aidant leurs parents.

Ainsi, l'insuffisance d'enseignants et de salles de classe a entraîné un remodelage des horaires et de l'organisation des cours. Le volume horaire a été réduit dans certains cas pour pouvoir dispenser des cours à tous les inscrits. L'instauration de plus de classes multigrades a été une des manifestations des nouvelles mesures adoptées.

Cependant, les interventions gouvernementales dans le secteur social semblent avoir atténué certains des impacts au niveau de la population : la proportion de la population qui peut payer les dépenses de scolarisation semble ne pas avoir diminué post crise. Grâce aux interventions de l'Etat, les baisses prévues du nombre de scolarisés – en tant qu'impacts de la crise - dans les écoles primaires ont été évitées.

2.1.2- Les impacts socio-économiques de la crise politique 2002

La crise politique qui secoue Madagascar depuis le premier tour des élections présidentielles du 16 décembre 2001 a des conséquences socio-économiques importantes sur ce pays qui est déjà l'un des plus pauvres du monde. L'indice de Développement Humain (IDH) classait Madagascar à la 135ème place sur 162 pays considérés¹⁸. Suite à la crise politique, les perturbations du fonctionnement de l'administration publique et des entreprises ont occasionné de graves impacts sur l'économie de Madagascar qui avait pourtant présenté depuis cinq années consécutives une stabilité économique et une croissance positive (6,7% en 2001).

Sur le plan global, si la crise s'arrêtait début juin, le taux de croissance attendu pour l'année 2002 était de -9,6%, alors que les projections d'avant la crise indiquaient une croissance de +6,5%. La pauvreté, dont le taux devait descendre à 65,3%, remontera à 73,2%, ce qui correspond au taux de 1997 et annule donc toutes les avancées permises par la croissance économique dans le domaine de la lutte contre la pauvreté.

Le secteur tertiaire était vraisemblablement le secteur le plus touché par la crise économique, dans la mesure où il connaîtra selon les estimations du PNUD une décroissance de -15,9%¹⁹. Les barrages mis en place par les partisans d'un des deux protagonistes sur plusieurs routes nationales, à commencer par celle qui relie la Capitale Antananarivo à Toamasina, principal port du pays, ont gravement nui au commerce, mais également au secteur des transports qui représente 10% du PIB de Madagascar. La distribution de carburant sur le territoire était également désorganisée, favorisant un marché noir sur lequel l'essence s'achète au quintuple de sa valeur. Le tourisme quant à lui était devenu un secteur sinistré, victime des problèmes économiques et de l'image de "pays en difficulté" présentait maintenant par Madagascar. Plusieurs pays recommandent à leurs ressortissants de ne pas s'y rendre sauf pour raisons professionnelles impératives.

Le secteur secondaire était également très touché, avec une baisse de près de -13% à cause principalement des industries qui n'ont plus été en mesure de fonctionner dès le mois de mars²⁰. En effet, les barrages mis sur certaines routes nationales par les partisans d'un des deux protagonistes d'une part ont empêché ces industries de s'approvisionner en matières premières, et d'autre part les mêmes barrages les ont empêchées d'écouler leur production. Les impacts sont encore plus graves pour les entreprises qui exportent, à commencer par les entreprises de la Zone Franche Industrielle qui

¹⁸ Edition 2001 du Rapport mondial pour le développement humain

¹⁹ Rapport du PNUD sur l'impact de la crise politique sur l'économie de Madagascar 2003

²⁰ Rapport du PNUD sur l'impact de la crise politique sur l'économie de Madagascar 2003

connaîtront une décroissance de -22%. En effet, la présence des barrages les empêchent d'en voyer leurs produits vers le port de Toamasina.

Pour toutes ces raisons, de nombreuses entreprises ont été obligées de licencier ou de mettre leur personnel en chômage technique partiel ou complet. Ce sont les ménages qui ont beaucoup souffert à cause de la perte d'emploi, le chômage, l'inflation, et la dégradation de niveau de vie. Rien que pour les entreprises de la zone franche, 70.000 emplois directs sont concernés par ces situations extrêmes. Ce chiffre ne prend pas en compte les autres entreprises industrielles ou commerciales, mais également les ménages dont le revenu est ainsi touché. Par contre, il apparaît que le secteur agricole n'est pas encore touché aussi gravement que les autres, mis à part l'écoulement des produits vivriers affecté à la fois par les barrages, mais également par la baisse du revenu des ménages qui achètent moins. Cependant, une prolongation de la crise au-delà du début du mois de juin, période du début de la saison agricole, aurait des répercussions importantes sur le secteur primaire et sur les conditions de vie déjà précaires des ménages ruraux.

Il démontre donc clairement que les finances de l'Etat étaient exsangues. Les recettes fiscales ont accusé une perte de 450 milliards de FMG (66 millions d'USD) de janvier à avril 2002²¹. Cette somme représente quatre mois de salaire des fonctionnaires, qui ont cependant pu être payés sans discontinuité, au détriment d'autres engagements de l'Etat. Les principales explications de ce manque à gagner sont le dysfonctionnement des recettes douanières dont 90% sont normalement réalisés à Antananarivo et Toamasina, mais également l'incapacité des entreprises à payer les diverses taxes.

Dans le meilleur des cas, une fin de la crise dès le début du mois de juin suivie de la mise en place très rapide d'un plan de relance économique permettrait de ramener la croissance à +6%. Ces mesures prendraient par exemple la forme de subventions, de crédits d'impôts, d'effacement de dettes fiscales ou de prêts bonifiés qui permettront de sauver les entreprises en panne de trésorerie. Toutefois, la reconquête du marché touristique, le redémarrage des activités de la zone franche et le contrôle du Franc Malgache pour empêcher sa dérive doivent aussi figurer parmi les priorités.

Section 2 : Aperçu sur la crise 2009

1- Origine et manifestation

En Aout 2008, le régime Ravalomanana mène un bras de fer intense avec la commune urbaine d'Antananarivo dirigé par le maire révolté de la capitale Andry Rajoelina. Depuis l'accession de ce dernier à ce poste, se sont succédé la confiscation des recettes de la commune par le trésor, le retrait à la commune de la gestion de la gare routière d'Ampasapito, le retrait de la gestion de

²¹ Rapport PNUD 2002

l'assainissement de la capitale ; nous avons constaté d'autre part l'absence de travaux sérieux de la part de la mairie et dégradation flagrante de la ville.

En Juillet 2008, le président malgache cède une licence d'exploitation de 1,3 million d'hectares de terres la moitié des terres arables malgaches, pour une durée de quatre-vingt-dix-neuf ans à la multinationale Sud-Coréenne Daewoo Logistics dans le but d'approvisionner la Corée du Sud notamment en maïs. L'information est dévoilée en Novembre suite à la publication dans *le Financial time* relayé par d'autres médias du monde et sème la panique du peuple dans la capitale ainsi que la colère et la peur de l'envahisseur contribuant à porter au pouvoir Andry Rajoelina qui dénonce l'accord comme anticonstitutionnel en Mars 2009.

En Décembre 2008, le ministre de la communication de Marc Ravalomanana ferme la TV Viva du maire d'Antananarivo parce que Andry Rajoelina ayant diffusé un reportage sur l'ancien président Ratsiraka (considéré acte interdit par les lois sur les médias et n'ayant pas eu l'autorisation du ministère de la télécommunication). S'en suivent protestations et manifestations²².

En Janvier 2009 de violentes émeutes secouent la capitale, les partisans du maire de la ville multiplient rassemblements et manifestations.

Le 26 Janvier 2009, Andry Rajoelina amène ses partisans dans les rues de la capitale, pillages, incendies, vols et saccages sont commis par ses supporters. Les partisans du mouvement orange s'en prennent à la télévision publique, la radio nationale et ciblent les biens du Président Ravalomanana. Plusieurs commerces sont par ailleurs mis à sac et incendiés. Le 31 Janvier 2009, Andry Rajoelina s'autoproclame « en charge » de la République de Madagascar.

Le 07 Février 2009, Andry Rajoelina désigne sur la place du 13 Mai son Premier Ministre « Monja Roindefo » et lui donne le Palais d'Etat d'Ambatsirohitra. Ce dernier guide le mouvement orange pour prendre le palais. Les forces de l'ordre ont quadrillé les alentours du palais (zone rouge). Une délégation du mouvement orange, conduite par le Général Dolin, entame des pourparlers avec les responsables du palais. Les gardes leur déclarent que le palais ne pouvait être envahi et qu'ils devraient tirer si jamais la foule forçait l'entrée. La délégation revenant vers la foule que les gardes allaient tirer mais un dirigeant du mouvement invité la foule à venir et celle-ci se rue sur le palais, la garde présidentielle ouvre le feu, tuant 28 manifestants et en blessant 212 autres.

En Mars 2009, Andry Rajoelina, poursuivi par la justice après sa tentative de coup d'Etat, se réfugie à l'Ambassade de France le 06 Mars .

Le 16 Mars 2009, dans la soirée, les militaires mutins prennent de force le Palais d'Ambatsirohitra, usant de blindé et de lance rocket.

En 17 Mars 2009, Andry Rajoelina avec quelques mutins font un putsch militaire. Même l'allié de Andry Rajoelina, la France condamne ce putsch, quelques militaires mutins pro-Rajoelina manifestent et envahissent le palais présidentiel d'Antananarivo, Marc Ravalomanana, voulant éviter

²² Madagascar 2002 : Genèse et silence d'une crise

une guerre civile, a voulu transférer une partie de son pouvoir à un directoire militaire. Quelques heures auparavant, le chef des mutins, Andry Rajoelina, était entré de force dans les bureaux de la présidence au centre.

Le pays est dirigé pendant quelques heures par le vice-amiral Hippolyte Ramaroson, doyen du directoire militaire. Ce dernier est contraint de transmettre le pouvoir à Andry Rajoelina autoproclamé président de la Haute Autorité de la Transition (HAT), en attendant la tenue de nouvelles élections qu'il annonce dans les vingt-quatre mois à venir, il prête serment le 21 Mars 2009.

En retour, le 23 Mars 2009, plusieurs milliers de personnes, se rassemblent dans le centre de la capitale malgache pour dénoncer la prise de pouvoir illégale de Andry Rajoelina et réclamer le retour du président Marc Ravalomanana en l'appelant affectueusement « dadanay ». Cette manifestation est violemment réprimé par l'armée de Mr Andry Rajoelina .

Début Avril, les assises nationales sous la présidence de la Haute Autorité (HAT) fixent la tenue d'un référendum constitutionnel en Septembre 2009, des élections législatives en mars 2010 et une élection présidentielle en l'absence des représentants du TIM tenant des assises séparées tandis que des tentatives de conciliation diplomatique sont engagées. Auparavant, le premier ministre par intérim du régime de transition dirigé par Andry Rajoelina, Le Général Charles Rabemananjara, transfère son pouvoir à Roindefo Monja.

Le 14 Avril, Marc Ravalomanana en exil au Swaziland nomme à son tour un Premier Ministre légal, Manandafy Rakotonirina, et revient sur sa démission présidentielle du 17 Avril. Cette nomination, est aussitôt dénoncée par le pouvoir en place et le ministre de la justice de la HAT lance un mandat d'arrêt contre le président déchu et son ministre des finances. L'ONU et les officiels étrangers sont ballottés. Le lendemain, la HAT nomme 11 nouveaux ministres qui rejoignent le gouvernement le 31 Mars. Mercredi 29 Avril, arrestation du Premier Ministre désigné de l'ex-président en réunion politique avec une tête du parti TEZA.

Mai 2009, Le président de l'Union Africaine affrète un avion spécial pour le président de la HAT, pour un séjour non officiel de concertation, de 3 jours en Lybie. Des représentants de l'UA, de la SADC, de l'OIF et de l'ONU organisent à l'hôtel Carlton de la capitale une table de négociation avec les quatre principaux partis politiques malgaches actuels.

Marc Ravalomanana s'est exilé en Afrique du Sud et accuse le gouvernement français de se comporter en colonisateur inassouvi²³.

A partir de cette époque, le groupe International de contact, le SADC, les observateurs indépendants, et la société civile essaient de faire négocier les protagonistes, proposent l'application des différents accords (Maputo, Addis Abeba, Gaborone, Sandtown, feuille de route) jusqu'à l'heure actuelle, nous n'avons pas encore trouvé une solution pour sortir à cette crise vu la non reconnaissance internationale et l'extrême pauvreté.

²³ *Madagascar dans la tourmente*, analyses socioéconomiques de la crise 2009

2- Les raisons de la persistance de la crise

Une des raisons de la crise actuelle est une aspiration profonde de la population malgache à une société plus juste, plus équitable où le développement ne serait pas l'exclusivité de quelques élites.

La prise de pouvoir par l'équipe actuelle est un coup d'État perpétré avec l'aide d'une minorité armée et l'appui d'une frange de la population. Pour cette raison, il est normal que les autres franges de la population contestent sa légitimité.

L'introduction du concept de 4 mouvances est une construction intellectuelle qui ne correspond en rien à l'aspiration profonde de la population dans la mesure où aucun des leaders ne jouit aujourd'hui d'un réel soutien populaire.

La gestion de la conférence nationale par l'introduction des associations constituées dans le débat politique, a permis une ouverture de la discussion, mais en même temps a complètement déstructuré le système de prise de décision. Il en résulte une impossibilité d'obtention d'une solution dans la mesure où n'importe qui peut se permettre de bloquer la situation.

Il existe une incommensurabilité entre :

- Les aspirations populaires pour un monde plus équitable ;
- Les velléités de pouvoir (maintien) des acteurs politiques nationaux ;
- les modèles démocratiques que proposent les observateurs extérieurs ou certains théoriciens de la démocratie (locaux ou internationaux).

2.1- Des acteurs politiques locaux

Il existe un point commun à tous les acteurs politiques à Madagascar : l'envie de gouverner et de rester au pouvoir prime sur toutes les autres considérations et les autres notions valeurs.

Or il s'agit justement du côté humain que tout dirigeant doit savoir dépasser pour agir dans l'intérêt de la nation.

2.1-1. Andry Rajoelina et son équipe.

Ce sont les actuels détenteurs du pouvoir. Après trois années d'exercice, leurs velléités d'y rester quelques années de plus sont de plus en plus évidentes, et d'ailleurs, le PHAT a clairement exprimé dans ROI qu'il n'avait pas l'intention de tenir sa parole sur sa non candidature pour la prochaine élection présidentielle.

Malgré les discours tenus lors des mouvements populaires concernant la nécessité d'une plus grande équité, d'un plus grand contrôle sur les excès du pouvoir exécutif et d'une façon générale d'un monde plus démocratique, le pouvoir actuel, à l'instar de ses prédécesseurs n'a pas pu s'empêcher de verser dans les mêmes erreurs pour se maintenir vaille que vaille au pouvoir.

Les divers « blocages » que subissent des acteurs comme Rajaonarivelo Pierrot, Tantely Andrianarivo semblent supposer que les détenteurs du pouvoir actuel essayent déjà d'éliminer de la course à la magistrature suprême, des concurrents potentiels.

Ce pouvoir est pourtant plus qu'éphémère et fragile dans la mesure où :

- son mode d'acquisition est contestable d'où la contestation permanente de sa légitimité ;
- Les moyens financiers dont ils disposent pour gouverner sont très limités ;
- Les acteurs des premières heures, qui se trouvent aujourd'hui écartés, se mettent à contester et à dénoncer leurs associés qui se maintiennent encore au pouvoir.
- Le pouvoir n'a apporté aucun élément de réponse significatif concernant les aspirations de la population pour une plus grande équité et un exercice plus démocratique du pouvoir.

2.1-2. Marc Ravalomanana et son équipe.

Certains analysent le blocage actuel comme étant la capacité de Ravalomanana à contester le pouvoir actuel et son aptitude à influencer la communauté internationale et en particulier la SADEC.

Cette capacité supposée ne peut cependant être utilisée éternellement dans la mesure où c'est toute la population malgache qui devient l'otage de la situation et par conséquent sa pérennité est impossible à maintenir.

L'adhésion de la frange Raharinaivo à la stratégie du PHAT et de son équipe a considérablement fragilisé le TIM.

De par sa supposée capacité financière, l'ancien président est toujours fortement craint par le pouvoir actuel, que ce soit pour un éventuel coup d'État pour une reprise du pouvoir par la force, ou une pour une concurrence par voie électorale.

2.1-3. La mouvance Ratsiraka et Zafy.

Comme il a été dit précédemment, ces deux structures sont des créations synthétiques dans la mesure où elles n'ont ni base populaire, ni fondement idéologique, ni raison d'existence autre, que l'opportunité contextuelle actuelle. Si l'idée pouvait avoir un sens et une légitimité intellectuelle au départ, l'épreuve du temps et des faits a démontré le contraire. L'effritement de la mouvance Zafy et l'incapacité de Ratsiraka à influencer de quelques manières que ce soit sur la situation réelle de la nation en sont des preuves irréfutables.

2.1-4. Les nano-acteurs politiques.

Aujourd'hui une association de 8 personnes, créée de toute pièce pour participer à la résolution de crise, a l'importance d'un parti politique. Elles ne sont en fait que des prétextes pour assoir des pseudo-acceptations populaires par ceux qui n'ont pas eu le consentement des électeurs.

Si on peut comprendre la légitimité de ces nano structures politiques à se faire entendre, il est irresponsable de considérer (bien que ce soit le cas aujourd'hui) leurs revendications, qui sont inversement proportionnelles à leur importance, dans la mesure où ils ne représentent que leurs velléités de pouvoir. L'échec de l'ESCOPEL est aujourd'hui dû en grande partie à cette prolifération d'ambitions personnelles qui n'a qu'une finalité : obtenir une part du gâteau.

2.1-5. Les organismes d'intermédiation.

Si pour diverses raisons, beaucoup critiquent les organismes d'intermédiation comme le CNOSC, le SEFAFI, ... ainsi que tous ceux qui proposent des solutions, il faut leur reconnaître aux moins deux choses :

- Ils ont le mérite de faire l'effort d'une analyse de la situation et d'exister de par eux-mêmes ;
- Ils sortent le débat des méandres des collusions des acteurs politiques en communiquant publiquement.

2.2- Acteurs politique international

Qu'il s'agisse des pays étrangers ou des organisations supra-nationales (ONU, SADEC, OIF,...), ils sont tous actuellement vus par la population malgache comme étant des acteurs indésirables qui s'immiscent indument dans un problème relevant de la souveraineté nationale : la vie politique malgache.

Ils détiennent cependant une clé pour sortir de la crise : la capacité financière.

La question consiste alors à savoir comment l'utiliser le plus équitablement et surtout le plus rationnellement possible pour répondre à l'aspiration populaire d'un monde plus juste.

3- Les points de blocage

Il existe plusieurs points de blocage dans les tentatives précédentes :

- L'introduction du concept de 4 mouvances et surtout l'introduction des mouvances Zafy et Ratsiraka qui ne sont que des constructions comme nous l'avons évoqué précédemment. Si initialement la création de forces antagonistes pouvait amener les autres à amoindrir leur position, il s'est avéré très rapidement que les ambitions des leaders politiques n'ont pas diminué d'un iota et par conséquent on n'a non seulement pas pu obtenir les résultats escomptés, mais en plus, les divergences n'ont fait qu'augmenté.
- Le concept de participation inclusive et consensuelle est inapplicable dans une situation où toutes les positions sont injustes et critiquables. Il est en effet impossible de trouver une

situation juste entre deux situations injustes. Il est par conséquent normal que chaque camp (surtout ceux de Rajoelina et de Ravalomanana) campe sur leur position, dans la mesure où la position adverse est au moins aussi contestable que la leur.

- À moyen terme (unité annuelle) la situation actuelle arrange les deux principaux protagonistes : le camp Rajoelina peut s'organiser pour légitimer sa prise de pouvoir par l'organisation d'une « élection taillée sur mesure » ; quant au camp Ravalomanana, le temps joue en sa faveur dans la mesure où les détenteurs du pouvoir actuel ne semblent pouvoir apporter aucun élément de réponses aux aspirations populaires profondes. Ils attendent alors que les événements de 2009 se reproduisent pour les mêmes raisons avec les mêmes effets.
- La considération de toutes les organisations comme étant des représentants du peuple est une ineptie. Tous le monde le savait, mais comme il s'agissait d'une proposition qui arrangeait les participants aux débats politiques pour se partager entre eux le pouvoir pendant la transition, tout le monde a acquiescé. Aujourd'hui, la capacité de n'importe qui à tout bloquer fait perdurer la transition mais n'apporte aucun élément de réponse à la crise.

3.1- Les avancements

- La communauté internationale aujourd'hui semble avoir compris que les démarches précédentes sont infructueuses et par conséquent, il faut aller de l'avant dans la mesure où les difficultés quotidiennes de la population ne se résorbent pas et cela augmente le risque d'une autre crise sociale comme c'est le cas dans tout le Maghreb.
- L'organisation du référendum, bien que contestée par tout le monde montre la persévérance de l'équipe de la HAT de Rajoelina à aller vers la légitimation au forceps de leur prise de pouvoir.

Il est aujourd'hui évident que nous faisons face à deux problématiques majeures :

- Tous ceux qui arrivent au pouvoir ont la volonté d'y rester vaille que vaille et n'ont nullement l'intention de mettre en place ni les systèmes de contrôle de l'exécutif ni des institutions ayant les contre-pouvoirs réels, qu'ils réclament à cor et cri quand ils sont dans l'opposition.
- Si le blocage actuel est dû à des antagonismes personnels, la résolution de la crise par une recherche de satisfaction entre les deux protagonistes n'apporterait aucune solution à la raison profonde de la crise : les aspirations profondes de la population. Une telle solution serait alors éphémère (comme celles des crises précédentes) et amènerait inéluctablement vers une prochaine crise sociale plus proche et plus violente.

CHAPITRE IV: MESAVENTURES DE MENAGES A PARTIR DE 2009

Début 2009, Madagascar est entré dans une crise politique profonde. Les effets de cette crise sur les populations et la filière de bois de rose sont très conjugués. Il montre que la crise a eu des effets négatifs significatifs aussi bien sur les ménages que sur les filières de production.

Section 1- La conséquence plus marquante de la crise 2009

1- Au niveau national

1.1- L'explosion de l'exploitation illégale de bois de rose

Le 30 juillet 2010, l'UNESCO déclarant les forêts de la région Atsinanana « patrimoine mondial en péril ». L'inscription sur cette liste de ce qui est considéré comme des joyaux des forêts humides de Madagascar est le résultat d'un processus d'exploitation illégale des bois précieux dans ces forêts et plus particulièrement dans les parcs nationaux de Masoala et Marojejy. Cette exploitation illégale s'est développée en toute impunité durant l'année 2009. La crise politique a largement favorisé ce phénomène, car les acteurs en jeu brassent des sommes qui favorisent grandement la corruption dans une période où l'Etat de droit est quasiment absent.

Les troubles publics liés à la crise politique qui ont débuté le 26 janvier 2009 ont de fait constitué un contexte favorable à l'exploitation illégale de bois précieux. La disparition généralisée d'autorités reconnues et la « relâche » même dans les rangs des forces de l'ordre du rôle qui leur incombe provoque le sentiment que rien ne sera sanctionné. Ainsi, le dépôt de bois des Eaux et Forêts d'Antalaha, où sont entreposés les bois illégaux saisis, est attaqué et dévalisé le 26 janvier par la « mafia » du bois²⁴. Les parcs de Masoala et de Marojejy sont investis par les bûcherons avec l'aide des trafiquants. Ceux qui s'y opposent sont menacés. Le 8 février 2009, les trafiquants dispersent par des tirs d'armes automatiques, la population venue protestée contre le chargement de billes de bois de rose en provenance du parc Marojejy. Le directeur du parc est menacé. Le parc est alors fermé au public. Une véritable ruée vers le *bolabola* (les rondins de bois précieux) a lieu. Les habitants des alentours des parcs y participent eux aussi.

Si l'absence d'autorité a joué indéniablement un rôle dans l'exploitation illégale de bois précieux, le contexte juridique a constitué un véritable signal « d'autorisation ». Deux arrêts interministériels ont autorisé temporairement durant l'année, l'exportation de bois précieux. L'exploitation a alors pris une ampleur considérable, profitant à quelques personnes principalement. Il a fallu attendre la mi-année 2010 pour qu'un décret du Premier Ministre Camille Vital prenne position clairement contre l'exploitation et l'exportation de bois précieux.

²⁴ Débois R, La fièvre de l'or rouge saigne la forêt malgache, Univers Maoré, 2009, p.8-15

1.2 Une exploitation massive

L'exploitation illégale s'est concentrée sur des zones spécifiques que se sont les aires protégées de la région Sava et proche : Marojejy, Masoala, Anjanaharibe Sud, Makira et Mananara Avaratra. De nombreux témoignages rapportent en effet que les bois proviennent en grande majorité de ces aires protégées.

Suite aux exploitations massives et persistantes dans les parcs nationaux (notamment Masoala, Marojejy et Mananara-Nord) depuis le début de la crise politiques, une mission d'investigation conjointe de deux ONG internationales, Global Wintness et Environmental Investigation Agency (EIA) initiée par Madagascar National Parks (MNP) et avec l'accord du Ministre de L'Environnement et des Forêts, Mr Mariot Rakotovao (Mission d'« Investigation trafic de bois précieux à Madagascar » en aout 2009, effectuée par Global Witness et Environmental Investigation Agency (EIA) a été lancée pour évaluer la situation.

Il est bien sur très difficile de fournir des chiffres précis sur l'exploitation illégale de bois précieux durant cette période. Les données de la Direction général de l'environnement indiquent que 543 containers de bois de rose, soit environ 10 596 tonnes, ont été exportés dans le cadre de l'arrêté du 21 septembre 2009²⁵.

Notons un fait étrange : l'arrêté du 21 septembre stipulait qu'il autorisait 13 opérateurs à exporter chacun 25 containers de bois précieux ; ce qui devrait donc faire un total de 325 containers et non 543. Cette différence dans les résultats est le reflet à la fois du peu de fiabilité des informations qui circulent sur ce sujet et du laxisme du gouvernement qui fournit des autorisations ne correspondant pas aux mesures législatives qu'il a prises). Mais il ne s'agit là que d'une faible partie des exportations qui se sont réalisées. Randriamalala et Liu estiment qu'au moins 1187 containers de bois précieux ont été exportés entre le début de l'année 2009 et la mi-année 2010²⁶. Leur évaluation paraît la plus faible dans la mesure où elle repose sur une longue enquête. En complétant cette évaluation par des informations plus récentes parues dans la presse. Ballet et al. (2010) estiment qu'au moins 1202 containers ont été exportés du début de l'année 2009 à juillet 2010²¹. Par ailleurs, selon Razafindramiadana (2010) 1500 containers non encore exportés mais servant de stockage ont été recensés²⁷. Les containers exportés pourraient représenter environ 39 500 tonnes de bois précieux²⁸ (Ballet et al. 2010).

Entre 2000 et 2005, la quantité moyenne de bois précieux officiellement exportée était de 1204m³ /an (Rahaga.2006), soit environ 1228 tonnes. Les quantités exportées en 2009-2010 sont donc

²⁵ Information parue dans *l'Express de Madagascar* du vendredi 30 juillet 2010, p.3

²⁶ Randriamalala et Liu, Rosewood of Madagascar: Between democracy and conservation. *Madagascar Conservation and Development* p.5 2010 a

²⁷ Razafindramiadana L., Un lot de bois de rose à vendre, *L'Express de Madagascar*, mai 2010, p.12

²⁸ Ballet et Al, L'exportation de bois précieux « illégaux » de Madagascar, 2010, p.15-24

plus de 30 fois celles exportées de 2000 à 2005²⁹. Et ces chiffres ne fournissent qu'une estimation basse des exportations.

En supposant que le taux de transformation moyen soit de 60% - choix justifié par le fait que les produits exportés sont principalement constitués de grumes – la quantité exploitée correspond à un volume sur pied de 64 540m³ environ.

En utilisant les résultats de l'inventaire d'aménagement effectué par le projet Jari Ala/IRG/USAID et la DREEFT Sava dans le cadre de la mise en place du site KoloAla Antalaha (sites de gestion forestière durable), en 2009, faisant état d'une densité de 3,85m³/ha pour les espèces de bois de rose et d'ébène d'un diamètre supérieur à 30cm, on obtient un équivalent surface correspondant à un prélèvement de la totalité de bois précieux exploitable sur 16 760 ha. Ce chiffre ne représente évidemment qu'une surface globale. Les principales localités sont connues mais il n'existe pas d'estimations fiables sur les superficies réellement touchées par les coupes illicites dans et/ou hors des aires protégées. Etant donné que l'exploitation, la première transformation et une partie du transport se font à la main, il est difficile de prédire le rayon d'action et de déplacement des bûcherons. Par ailleurs, cet équivalent surface doit lui-même être pris avec précaution dans la mesure où il se fonde sur une densité supposée de 3,75pieds/ha ou un volume sur pied de 3,85m³/ha. A titre illustratif, un essai de comptage des coupes illicites effectué par l'équipe du Parc National de Masoala, mentionné par Rakotondramanga, fait état de 5 souches de bois de rose à l'hectare. Ce qui présume un fort écrémage dans certaines zones où l'exploitation se fait de manière intensive³⁰.

Enfin, il faut souligner que ces résultats ne concernent que les exportations estimées. D'une part, elles sont inférieures aux exportations qui ont réellement dans l'illégalité, puisqu'une partie n'a pas pu être connue, et peut être une partie conséquente. D'autre part, ces exportations ne sont que la partie emblématique de l'exploitation des bois précieux. Les coupes sont donc certainement beaucoup plus importantes.

Randriamalala et Liu indiquent que les douanes chinoises ont recensé officiellement 1000 tonnes de bois de rose importées dans le pays en 2008. Mais ils soulignent que le tonnage effectif exporté par Madagascar cette même année serait de 14 000 tonnes et que la Chine est le principal importateur (plus 90% des exportations de bois précieux de Madagascar iraient vers ce pays). Un tel constat indique donc qu'un facteur 10 entre la réalité et les chiffres officiels pourrait exister !

²⁹ Rahaga, Contribution à l'évaluation de la production de biens du secteur forestier à l'économie nationale, 2006, p 45

³⁰ Rakotondramanana F.S, Etude de la filière bois de rose, 2002, p 12

2- Au niveau international

2.1-La suspension des accords, des aides financières et aides humanitaires

2.1.1 suspension de l'accord de l'AGOA

Les conséquences de la longue crise politique à Madagascar commencent à se faire sentir. En effet les Etats-Unis ont suspendu l'application de l'accord AGOA (African Growth and Opportunity Act), le 23 décembre 2009, qui permet à certains produits africains d'aller sur le marché américain sans taxes douanières. La filière du textile est durement frappée par la situation. Avec cette suspension, l'île de Madagascar n'est plus concurrentielle. Des milliers d'emplois, dans les zones franches textiles, qui travaillaient en majorité pour le marché américain, sont touchés.

En 2009, les exportations textile-habillement de Madagascar vers les Etats-Unis ont atteint une valeur de 212 millions de dollars, en baisse de 24% par rapport à l'année précédente. Ce fort fléchissement qui prolongeait une tendance baissière déjà constatée précédemment se transforme en véritable effondrement en 2010. En fin février, les exportations malgaches vers le marché américain étaient en baisse de 49 % par rapport à fin février 2009.

Les commandes disparaissent, et très vite, ce sont les usines qui sont fermées. Exemple en périphérie d'Antananarivo, où Radha Fashion a mis ses 850 employés au chômage technique.

En réalité, cette exclusion du bénéfice de l'AGOA conduit en pratique à interdire aux producteurs malgaches d'exporter leurs vêtements vers les Etats-Unis avec, comme conséquence directe, la fermeture de nombreuses entreprises dont la perte d'emploi et le chômage technique, des milliers de licenciements et le départ définitif d'investisseurs asiatiques qui s'étaient installés dans la Grande Ile pour entrer librement sur le marché américain.

En 2009, les exportations textile-habillement de Madagascar ont certes chuté, de 8 %, pour tomber à 227 millions d'euros. Mais cette baisse est comparable à celle de l'ensemble des importations européennes textile-habillement de 2009: - 6,9 %. Le secteur malgache résiste donc relativement bien. Pour autant, ses performances demeurent très médiocres eu égard aux formidables potentialités compétitives de Madagascar.

Fort heureusement, de l'avis de Jean-François Limantour président du Cercle Euro-méditerranéen des Dirigeants Textile-Habillement (CEDITH), la situation des exportateurs malgaches vers l'Union européenne est bien meilleure.

En clair, Madagascar peut légitimement ambitionner d'exporter annuellement pour un milliard d'euros vers l'Union européenne!

En 2009, les exportations malgaches de textile et d'habillement vers l'U.E ont été principalement concentrées sur le marché français.

Les deux autres marchés significatifs ont été en 2009: l'Allemagne pour 18 % ; et la Grande-Bretagne pour 13 %.

Les autres marchés européens sur lesquels interviennent les exportateurs malgaches sont l'Espagne (7 %), l'Italie (6 %), la Belgique (4 %) et les Pays-Bas (2 96).

2.1.2 Madagascar suspendu de la SADC

La Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) a qualifié d'« *inacceptable* » le changement de régime à Madagascar, à l'occasion de son sommet au Swaziland. Les leaders politiques de cette région ont décidé de suspendre Madagascar de l'organisation «*jusqu'au retour à l'ordre constitutionnel*» dans ce pays.

Le roi du Swaziland, Mswati III, a déclaré qu'Andry Rajoelina s'est emparé du pouvoir en dépit de la Constitution malgache. Par conséquent, a-t-il ajouté, de facto le régime de Rajoelina est inacceptable, car il viole tous les préceptes de la SADC, dont le Swaziland assume la présidence tournante de la troïka politique-sécurité-défense.

Même si les commentateurs, ici en Afrique du Sud, ne manquent pas de souligner que Mswati III, le dernier monarque absolu de l'Afrique subsaharienne, est mal placé pour donner des leçons de démocratie. L'Afrique australe confirme, néanmoins, l'isolement diplomatique de l'ex-maire d'Antananarivo.

La SADC, à l'instar de l'Union africaine, devait décider à l'issue du sommet, de suspendre Madagascar de ses instances. L'organisation pourrait par ailleurs assortir cette mesure de sanctions contre le régime de Rajoelina. Une journée que devrait donc savourer le rival de «TGV» Rajoelina, le président démissionnaire malgache.

D'autant plus que Marc Ravalomanana s'est vu accorder le privilège de s'adresser aux chefs d'Etat de la SADC, comme s'il était encore aux manettes de la Grande Ile. Il leur a livré son impression des événements récents à Madagascar.

Le jeudi 10 septembre 2009, Madagascar demeure suspendu. Le 29e Sommet de la SADC qui s'est tenue à Kinshasa s'est achevé le mardi 8 septembre. Par rapport à la crise malgache, il a décidé de maintenir la mesure qu'il a prise depuis le mois de mars dernier, c'est-à-dire que Madagascar n'a pas été exclu mais est susceptible de retrouver sa place au sein de la SADC, du moment qu'il rentre dans les rangs des pays dont les dirigeants sont élus démocratiquement et/ou reconnus comme respectueux de la démocratie. Donc Madagascar ne peut siéger ni participer aux réunions de la SADC car il demeure suspendu des activités de la communauté régionale.

Dans son discours d'ouverture du sommet le nouveau président en exercice de la SADC, le chef de l'Etat congolais Joseph Kabila s'était déclaré ravi de l'instauration du dialogue entre les protagonistes de la crise grâce aux médiations conduites par Joachim Chissano. Il avait souhaité un rapide succès au processus de Maputo mais entre temps, est intervenue la décision de la mouvance Andry Rajoelina de former un nouveau gouvernement qui n'a pas obtenu l'adhésion des autres mouvances politiques ; un nouveau gouvernement, en maintenant le choix de Monja Roindefo comme Premier ministre.

Aussi la SADC réitère son appel au respect des accords conclus et signés par les chefs des mouvances à Maputo, tout en indiquant qu'elle est toujours disposée à accompagner les parties à trouver une solution pacifique rapide à la crise.

Les chefs d'Etats et de gouvernements de la SADC se sont aussi penchés sur le cas du Zimbabwe et sur d'autres sujets. Ainsi ont été examinés les questions liées au changement climatique, la mise en place d'une zone de libre échange pour favoriser « la fluidité du commerce » dans la région, le « déficit énergétique » et « l'impact de la crise financière internationale » au sein des pays membres de l'union.

Créée en 1979, la SADC compte les pays membres suivants : Afrique du Sud, Angola, Lesotho, Malawi, Botswana, Ile Maurice, Seychelles, Mozambique, Namibie, RDC, Tanzanie, Swaziland, Zambie, Zimbabwe et Madagascar (suspendu depuis mars 2009).

2.1.3 Obligation de réorientation des activités pour 2010-2011 de PNUD

Face à la persistance de la crise politique malgache et la non-reconnaissance de la communauté internationale du régime de fait, les activités de renforcement de capacité institutionnelle et les activités requérant des décisions politiques et dépendant des facteurs institutionnels comme les révisions des cadres juridiques ont été suspendus. PNUD Madagascar a dû réorienter ses activités afin de pouvoir soutenir les populations les plus vulnérables. En 2010 a été élaboré le programme « Droits, Devoirs et Cohésion Sociale » qui recouvrera les aspects des droits et du secteur « Gouvernance » traités depuis par le PNUD en attendant la reprise normale des activités. Les projets « Appui à la protection et à la promotion des droits humains » et « Promotion de l'éducation civique à l'école » ont intégré ce programme depuis juin 2010.

L'objectif principal est de voir comment créer des conditions favorables à la tranquillité de l'esprit pour que la population puisse vaquer sereinement à ses activités.

Bien que n'ayant été opérationnel qu'en Août 2010, le Programme Droits, Devoirs et Cohésion Sociale a pu lancer les cinq études qui constituent la première phase de mise en œuvre du programme. Il s'agit d'une part de produire des connaissances (faire un état des lieux des violations des droits humains, des actes d'incivisme, des violences/insécurité conflits et de l'état des OSC) et d'autre part d'élaborer et développer des outils d'aide à la décision et aux orientation des actions (stratégies et plans d'actions) de réduction des problèmes ainsi identifiés et de renforcement des acteurs clés, défenseurs des droits et sensibilisateurs à l'éducation citoyenne.

En matière de droits humains, les cliniques juridiques mises en place ont permis aux populations d'améliorer la connaissance de leurs droits et de mieux les exercer ou les défendre. Le programme dispose également d'une meilleure connaissance des problèmes de droits qui se pose dans les localités ciblées ; ceci permettra de formuler des stratégies précises pour adresser ces problèmes. Les déterminants de conflits sont également identifiés et devraient permettre la mise en place de

programmes sensibles aux conflits, selon le principe « Do not harm ». En matière de civisme, le partenariat avec l'OEMC a permis d'appuyer l'introduction du civisme dans les curricula scolaires.

2.1.4 Une suspension des financements de certains bailleurs

Plusieurs financeurs ont interrompu leurs financements, qui concernaient directement la microfinance malgache :

- MCA (Millennium Challenge Account) a suspendu ses engagements auprès des IMF (notamment en appui à la finance rurale, en partenariat avec OTIV et CECAM),
- Le projet AGEPMF de la Banque mondiale a connu une suspension. Il a repris en 2010, mais est en cours d'achèvement, avant la mise en place d'un nouveau projet PASEF.

En revanche, la multiplication par 3 en deux ans des garanties ARIZ de l'AFD a facilité la mise en relation entre IMF et banques, permettant par exemple à CECAM de palier en partie l'interruption d'une ligne de financement MCA.

L'interruption des programmes MCA a touché OTIV Tana, qui recevait un appui de MCA sur les filières géranium / oignons / maïs / pomme de terre dans les régions d'Antsirabe et Ambositra. MCA devait assurer un appui technique, et avait accordé une ligne de crédit à OTIV pour l'octroi de prêts aux producteurs de la filière. La ligne de crédit représentait un montant important pour l'IMF (équivalent à près de 8% de l'encours). Après le départ de MCA, privés d'appui technique, les producteurs auraient assez massivement refusé de payer, et OTIV Tana a connu des difficultés d'impayés sur ces zones.

Section 2 : Sur le plan social

1- Education et la scolarisation

L'éducation joue un rôle très important dans le développement du pays. De ce fait, Madagascar a engagé depuis 2003 une vaste réforme de l'éducation fondamentale visant à améliorer l'éducation des enfants aussi bien en termes de quantité de qualité. Toutefois, face à la crise qui a secoué le pays depuis plusieurs mois, les budgets nationaux sont de plus en plus compressés et le financement de l'éducation est particulièrement vulnérable. Les enfants sont les premiers à subir les conséquences de la crise surtout les enfants dans les écoles publiques. Pour commencer, ce tableau montre une baisse du taux d'inscription depuis la crise.

Au cours du premier semestre 2009, les effets de la crise sur le système éducatif ont été dans un premier temps ressentis sur l'administration de l'éducation. En effet, conformément à la Loi des Finances Rectificative promulguée après l'avènement de la crise, seulement 64,25% du budget annuel initial a pu être dépensé au niveau de chaque Direction Régionale de l'Education Nationale. Des restrictions ont par conséquent affecté certains types de dépenses, en particulier les lignes budgétaires

afférentes aux coûts variables comme les cérémonies et visites officielles, les frais de déplacements et indemnités de missions intérieurs. En revanche, les paiements des salaires des enseignants fonctionnaires et des subventions des maitres FRAM s'est déroulé normalement.

Dans un second temps, la crise a également induit une incertitude sur le déroulement de l'année scolaire à venir, de sorte que de nombreux projets ont été abandonnés ou mis en suspens. Les projets de mise en place d'écoles mères ont dus être interrompus. Dans ce cadre de la réforme tous les enfants ayant réussi au CEPE devraient être admis en 6^{ème} « réforme » au niveau des écoles mères. Ces dernières devraient être plus accessibles aux élèves et auraient permis de ne pas recourir à des sélections à l'entrée en 6^{ème}. Cependant, dans le contexte actuel, les Centres d'Enseignement Général ne vont pas suffire à accueillir tous les enfants ayant réussi au CEPE et le recours aux sélections s'avère plausible quant à l'entrée au niveau II. De plus, l'accès aux Centres d'Enseignement Général sera difficile en raison de l'éloignement pour certains élèves. Actuellement, la création d'écoles mères a été remplacée par la mise en place de nouveaux Centres d'Enseignements Général à l'échelle de certaines communes. Certes, les infrastructures seront renforcées mais le problème d'éloignement pourra encore persister. En effet, dans certains cas, les écoles mères auraient consisté à créer de nouvelles salles de classe au niveau des établissements scolaires déjà existants, publics ou privés mais qui offraient une facilité d'accès des enfants à l'école.

Par ailleurs, sur le plan pédagogique, l'Etat a opté pour la sélection d'enseignants semi-spécialisés en vue d'une facilitation de la mise en œuvre du nouveau curriculum préconisé dans le cadre de la réforme éducative. La première promotion a pris ses fonctions en 2008-2009 et a travaillé au niveau des écoles ayant fait l'objet de la mise en œuvre de la réforme. En ce moment, la seconde promotion a également achevé la formation alors que le basculement vers le curriculum réformé a été suspendu. En conséquence, suite à la suspension de la réforme, les enseignants semi-spécialisés ont été affectés au niveau de Centres d'Enseignement Général avec un programme scolaire classique.

Enfin, les perturbations ont été observées au niveau établissements scolaires publiques et privés. Généralement, les émeutes et les manifestations populaires au cours du premier trimestre ont provoqué une suspension des cours, qu'il s'agisse d'écoles privées ou publiques. Une grève de certaines écoles a même été observée pendant 3 semaines au mois de février, induisant une fermeture des écoles pour 1 à 2 jours par semaine. Cependant aucune réduction générale du volume horaire n'a été observée. Le calendrier scolaire a seulement été légèrement décalé et les examens ont tous pu se tenir.

En vue d'appréhender les impacts de la crise sur la scolarité, une question a été adressée aux ménages pour cerner leurs perceptions sur le déroulement de l'année scolaire au cours du premier semestre. De ce point de vue, les retombées de la crise sur l'éducation paraissent relativement modérées si l'on réfère à la proportion des ménages ayant déclaré avoir constaté des bouleversements de l'année scolaire. Alors les principaux impacts de la crise sur l'éducation sont :

- ✓ L'absence scolaire
- ✓ Contraintes financières : obstacle pour l'accès des enfants à l'école
- ✓ Changement de type d'école fréquentée
- ✓ Retrait des enfants accusant un retard dans la scolarité
- ✓ Déscolarisation des enfants accentuée à partir de l'âge de 15 ans
- ✓ Baisse de l'inscription de l'ensemble des enfants âgés de 6 à 17 ans en 2010-2011.

Pour mieux expliquer ce tableau nous montre presque les problèmes d'accès à l'éducation

2- La santé

Comme pour l'éducation l'impact de la crise sur l'accès aux prestations de soins est analysé d'abord par ses effets sur le fonctionnement du secteur de la santé, puis par la perception des ménages des effets de la crise et enfin par les comportements d'ajustement des ménages face à cette situation.

2.1- Effets de la crise sur le fonctionnement du secteur de la santé

Concernant le secteur de la santé, les effets majeurs de la crise ont également porté sur des restrictions budgétaires. D'abord, à l'échelle des districts, le Programme d'appui aux districts sanitaires, instauré avec l'aide de la Banque mondiale via le crédit CRESAN a été suspendu. Cet appui financier est généralement destiné à la mise en œuvre du plan de développement des districts en assurant certains besoins de fonctionnement (indemnités des superviseurs, fournitures, de bureau, salaires du personnel d'appui...)

Par ailleurs les restrictions budgétaires ont affecté les manifestations destinées à promouvoir la santé publique.

Entre autres, pour le cas de la Semaine de la Santé de la mère et de l'enfant, des objectifs sont visés au niveau de chaque fokontany par rapport à ses habitants avant début de la campagne, notamment en termes de couverture vaccinale des enfants ou des mères enceintes, de recours au planning familial, des consultations prénatales, de la distribution de vermifuge ou de vitamine A aux campagnes en avril 2009, les résultats ont légèrement reculé dans la totalité des régions par rapport aux campagnes antérieures. La diminution du budget alloué n'a pas permis de rémunérer les mobilisateurs chargés de la sensibilisation et de la communication au niveau des fokontany ; une situation qui n'a pas manqué de se répercuter sur la tenue et l'étendue des sensibilisations. En guise d'illustration, pour le cas de quelques fokontany, en matière de distribution de vitamine A, l'atteinte des objectifs au niveau des enfants de 6 à 11 mois s'est chiffrée à 95% en octobre 2008 et a chuté à 78,45% en avril 2009 ; et chez les enfants de 12 à 59 mois, elle a été de 95% en octobre 2008 contre seulement 81,39% lors de la dernière édition.

Cependant, l'approvisionnement en médicaments et en vaccins n'a généralement pas été perturbé, qui a connu un léger retard de livraison. Néanmoins, le ravitaillement en kits accouchement et en kits OC (Opération Césarienne) a été suspendu pour la plupart des régions. Pour certaines, il n'y avait plus de stocks tandis que pour d'autres, la disponibilité était très limitée. De même, en matière de planning familial, certaines formations sanitaires ont fait l'objet d'une rupture de stocks de contraceptifs injectables, en raison de la suspension des approvisionnements. Nous notons une forte morbidité, notamment chez les enfants de moins de cinq ans et la plupart de CSB II à Madagascar sont fermés.

2.2- Perceptions des ménages sur l'accès à la santé

Les ménages ont également été amenés à évoquer leurs perceptions sur l'évolution de l'accès aux soins. Ils ont paru relativement peu nombreux à avoir constaté des répercussions néfastes de la crise concernant l'accès aux soins. 1 ménage sur 4 ayant eu de telles perceptions, sachant qu'il s'agit d'un site qui manque fortement de personnel paramédical, certains ménages se sont plaints du non-respect des heures de travail.

Si l'accès aux soins n'a pas semblé particulièrement problématique pour les ménages, en revanche, dans la plupart des cas, la hausse des prix des médicaments a été identifiée comme un effet majeur de la crise.

3- Une insécurité urbaine croissante

Indépendamment du contexte de crise politique d'actes d'insécurité est si forte à Madagascar que les situations d'insécurité constituent un handicap pour le développement socio-économique. Ces actes d'insécurité n'épargnent aucun milieu ou région. Dans la ville d'Antananarivo, la recrudescence de l'insécurité appréhendée à travers l'intensification des petits vols menés par les pickpockets dans les rues, des actes de banditisme, des cambriolages, des braquages de voiture 4x4 par des groupes de bandits, des vols, voire éventuellement des actes de kidnapping et des meurtres, a sensiblement affecté la sérénité des populations urbaines. La dégradation des conditions de vie constitue, dans un premier temps, une explication à un tel phénomène. Mais une relative dispersion d'armes ainsi qu'une certaine détérioration de la mentalité ont aussi été ressenties.

Dans toutes les périphéries de la ville d'Antananarivo ou dans les campagnes, les vols de culture sur pieds prévalent partout, à tel point que les paysans y sont habitués. Mais les vols de bovidés menés par les *dahalo* (groupes de malfaiteurs qui agissent au niveau des villages en vue de s'accaparer essentiellement le cheptel bovin) constituent le principal acte d'insécurité qui afflige les populations rurales.

4- L'insécurité alimentaire

L'insécurité alimentaire reste un fléau à combattre dans la ville d'Antananarivo : bien que la sécurité alimentaire se soit stabilisée autour de 65%, près du quart des ménages (24,3%) se trouvent

toujours dans une situation d'insécurité alimentaire sévère. Néanmoins, sa sévérité s'est atténuée par rapport à celle d'en mai 2010 où la proportion des ménages en insécurité alimentaire était de 29,3%. De plus, les ménages en insécurité modérée est passée de 5,6% à 11,1%. L'apparition sur le marché des PPN à des prix subventionnés (TSENA MORA) et la disponibilité des aliments (légumes) sur le marché juste avant la période de l'enquête ont probablement contribué à l'amélioration de l'accessibilité des ménages aux aliments, et par ricochet, du niveau de sécurité alimentaire des ménages. Les ménages les plus pauvres sont surtout ceux qui ont pu profiter de ces situations.

5- Etat de droit et justice

Environ des ménages ont déclaré avoir des enfants qui en sont victimes (principales sous forme de privations fréquentes, de châtements corporels et d'abandon par les parents). Les problèmes rapportés relatifs aux violences faite aux femmes demeurent d'une importance assez élevée et nécessitent des actions spécifiques afin de préserver leurs droits : la violence conjugale (cité par 56,2% des ménages), le harcèlement psychologique et le problème de viol fait aux femmes sont parmi les formes les plus graves de violence faite aux femmes mentionnés par les ménages.

Enfin, les enquêtes indiquent une violation du droit des personnes par rapport à leur liberté de circulation et de vivre en sécurité. On a noté une hausse du sentiment d'insécurité des ménages depuis la crise. Le pourcentage des ménages ayant déclaré ne pas se sentir en sécurité est passé de la moitié depuis mai 2010 à 60,7% en novembre 2010. De plus, des ménages ont été victimes d'acte de violence, de vandalisme ou de vol par des groupes/individus isolés. Par ailleurs, quart des ménages ne jouissent pas de leurs droits d'informations, soit parce qu'ils n'y ont pas accès fautes de moyen, soit parce qu'ils ne s'y intéressent plus vu le rôle parfois non approprié (provocateur) joué par les média dans la diffusion des informations.

5.1- La vulnérabilité des jeunes de 15 à 24 ans

Les conditions actuelles sont peu favorables pour le développement et l'épanouissement des jeunes de 15 à 24 ans. L'entrée précoce des jeunes dans l'activité économique, leur difficulté d'insertion dans le marché de travail et l'abandon scolaire assez élevé dans ce groupe de population constituent des facteurs qui risqueraient de compromettre leur développement personnel. De plus, très peu des enquêtés pensent qu'il y a suffisamment d'espaces de loisirs et d'espaces publics qui sont à la disposition de ces jeunes. Si les sports restent le passe-temps favoris des jeunes, un peu plus du quart des répondants ont cité les activités nécessitant de l'argent tels que le casino, le combat de coq, etc. au deuxième rang des divertissements des jeunes quand ils ont du temps libre, type d'activité qui peut s'avérer préjudiciable et constituer une entrave à leur développement et à leur épanouissement.

En effet, il est reconnu que les endroits qu'ils fréquentent pour ce genre d'activités et pendant les moments où ils les exercent sont propices pour les tentations relatives à la prise de différents types de stupéfiants (l'alcool, la drogue et le tabac). Ces derniers ont d'ailleurs été évoqués par une grande

partie des répondants parmi les principales menaces à la santé des jeunes aussi bien des filles que des garçons.

Aussi, environ deux répondants sur cinq ont jugé que les jeunes s'engagent peu ou pas du tout dans la société. De plus, environ le quart des enquêtés déclarent qu'ils ne sont pas du tout optimistes quant à l'avenir des jeunes.

6- Besoins prioritaires des ménages

Quelle que soit la période considérée, les trois principaux besoins exprimés restent les mêmes que ceux qu'ils ont toujours cités. Dans l'immédiat, il s'agit, par ordre d'importance, du travail, de la fin de la crise et de l'alimentation

Pour le long terme, les principaux souhaits manifestés par les ménages concernent l'habitat, le travail et l'éducation des enfants.

En ce qui concerne l'évolution de la situation des ménages, on note toutefois des opinions plus négatives des ménages.

7- La vulnérabilité des ménages dirigés par les femmes

Les ménages dirigés par une femme représentent presque le quart de l'ensemble des ménages. Ils sont majoritairement monoparentaux. Les femmes chefs de ménage sont relativement âgées (49,1 ans en moyenne). Environ la moitié d'entre elles ne sont pas occupées au moment de l'enquête, dépendant en grande partie d'autres personnes pour subvenir aux besoins de leurs ménages. Celles qui travaillent sont en majorité dans le commerce, et les reste dans services personnels/domestiques et dans l'artisanat. Leurs ménages présentent une plus grande vulnérabilité par rapport aux ménages dirigés par un homme en termes de revenu et de scolarisation des enfants. Près de la moitié des ménages dirigés par une femme vivent avec un revenu mensuel inférieur à 100.000 Ariary alors que le pourcentage correspondant est de 27,4% pour les ménages dirigés par un homme.

Section 3 : Sur le plan économique

1- Faillite des entreprises et perte d'emploi

Le Bureau international du travail (BIT) à Madagascar estime que des dizaines de milliers d'emplois ont été perdus dans la Grande Ile depuis le début de la crise politique dans ce pays. Et des dizaines de milliers d'autres risquent encore d'être supprimés si le pays ne retourne pas vite à l'ordre constitutionnel. Plus de 20 000 personnes se trouvent au chômage et vivent des journées de galère. Certaines ont dû avoir recours à l'informel selon une journaliste Fanja Saholiarisoa. Pour le moment, ils comptent plus de 25 000 chômeurs dans la capitale, des victimes directes de la crise, souligne José Randrianasolo, secrétaire général de la Confédération générale des syndicats des travailleurs de Madagascar

Alors que les zones franches n'ont enregistré que très peu de perte d'emplois, les autres secteurs, en particulier celui des bâtiments et travaux publics, ainsi que ceux du commerce et du tourisme, ont connu plus de 200.000 emplois supprimés, selon le représentant résident du BIT, Christian Ntsay, lors de la célébration de la semaine des Nations Unies le 23 octobre 2010. John Hargreaves, vice-président du Groupement des entreprises franches et partenaires (GEFP), explique que le textile a plus souffert de la crise financière internationale que de la crise politique malgache. L'avenir du secteur textile dans les zones franches est loin d'être brillant, selon Hargreaves.

«La suspension de l'Africa Growth Opportunity Act (AGOA) constitue toujours une épée de Damoclès» sur le secteur textile, prévient Hargreaves. Depuis le changement anticonstitutionnel de régime dans la Grande Ile, en mars 2009, le partenariat économique avec les Etats-Unis a été remis en cause. Et faute de gouvernement démocratiquement élu, Madagascar est exclu de la liste des pays bénéficiaires de cette facilitation fiscale accordée par les Etats-Unis aux exportations africaines³¹.

Actuellement, «35.000 à 100.000 emplois sont supprimés»³², ajoute Ntsay du BIT.

Afin de sauver leur secteur, les employeurs et les travailleurs des zones franches tentent de convaincre le gouvernement américain de maintenir Madagascar dans la liste des pays bénéficiaires de l'AGOA. Les négociations avec les autorités américaines ont eu lieu l'octobre 2009, aux Etats-Unis, mais celles-ci n'ont pas encore permis de connaître les intentions des Américains. «Les Américains attendent une solution à la crise politique».

Dans le court terme, la mise en place d'une transition consensuelle et inclusive devrait déjà permettre de sauver les dizaines de milliers d'emplois dépendant de l'AGOA. La conclusion d'un accord sur le nom d'un Premier ministre de consensus a déjà constitué «une évolution qui permet beaucoup d'espoir sur le maintien de Madagascar dans les pays AGOA»³³, a déclaré l'ambassadeur des Etats-Unis.

Mais, l'ensemble du gouvernement d'union nationale ayant du mal à se former, le comité des travailleurs et les employeurs veulent continuer à exercer un lobbying auprès des hommes politiques pour que ces derniers trouvent très vite un terrain d'entente.

Pour sa part, l'économiste Eric Mandrara regrette que l'économie malgache soit aussi dépendante de l'étranger. «Si le secteur BTP (bâtiments et travaux publics) a dû supprimer des milliers d'emplois directs et indirects, c'est parce que les financements des grands travaux ont été suspendus, notamment par l'Union européenne», souligne-t-il.

Déplorant «une économie en manque d'initiative et très peu, voire pas du tout, dynamique», Mandrara suggère «une concertation nationale pour réfléchir à la manière de mobiliser les forces du pays». Il ajoute : «Nous nous contentons de chercher des solutions politiques alors que le problème de

³¹ Annonce de John Hargreaves, Vice-président du GEFP sur le journal quotidien *Midi Madagascar*, 2010

³² Ntsay un statisticien du BIT

³³ Une déclaration de l'Ambassadeur des Etats –Unis, 2010

fond est un appel de développement économique qui ne veut pas venir»³⁴. Aussi propose-t-il de mettre l'accent sur l'investissement avec l'appui des banques locales et non sur la dépendance à l'égard des capitaux étrangers.

L'organisation patronale, le Groupement des entreprises de Madagascar (GEM), partage le point de vue de Mandrara, du moins concernant la nécessité d'une vaste réflexion nationale pour trouver le chemin économique adéquat au pays. «Il faut que le gouvernement définisse, avec le secteur privé, une politique économique»³⁵, a indiqué Noro Andriamamonjison, vice-présidente du GEM.

Mais à court terme, elle réclame «un coup de pouce de l'Etat, dont, entre autres, des mesures fiscales incitatives» afin de relancer au plus vite l'économie.

2- L'exportation

L'exportation de Madagascar sur les principaux produits vers les neuf principaux pays partenaires et le reste du monde, a connu une baisse pendant la crise politique par rapport aux années précédentes, a indiqué l'Institut national des statistiques (Instat) malgache.

Si la moyenne de la valeur FOB (Free On Board), ou les marchandises achetées sans les différents frais, pour un trimestre était de 536 milliards d'Ariary, soit environ 268 millions de dollars américains en 2009, lors du premier trimestre de cette année, cette valeur est de 410 milliards d'Ariary soit 205 millions de dollars. En 2008, la valeur FOB était de 713 milliards d'Ariary en un trimestre.

Sur les chiffres du premier trimestre de 2009, le textile et ses produits dérivés ont atteint un poids de 5,5 tonnes d'exportation, alors que lors du premier trimestre de cette année, l'exportation était seulement de 3,4 millions de tonnes, alors qu'elle a atteint de 6,8 millions de tonnes pendant la même période en 2008.

Après le textile, les crevettes occupent le deuxième produit le plus exporté de la grande île avec 2.112.000 tonnes la moyenne du poids en un trimestre lors de la saison 2009 alors que lors du premier trimestre de cette année, Madagascar n'a exporté que 733.400 tonnes si c'était à 2.514.000 tonnes pendant la même période en 2008.

Parmi les principaux pays dont la France, les Etats-Unis, l'Allemagne et la Chine, qui importent les produits de Madagascar, la France reste le premier pays à écouler sur son marché les produits de la grande île avec 1.239 milliards d'Ariary de valeur FOB en 2008 et 673 milliards d'Ariary seulement en 2009, le premier trimestre de cette année n'est qu'à 152 milliards d'Ariary.

3- Le secteur tourisme touché

Le tourisme est la deuxième source de devises étrangères de Madagascar avec des effets socio-économiques déjà perceptibles. Les français arrivent en premier lieu pour la destination à Madagascar. Le tourisme, deuxième source de devises étrangères de Madagascar, a été touché en premier lieu par la

³⁴ Observation et proposition d'un économiste Eric Mandrara concernant la situation économique actuelle

³⁵ Annonce de Noro Andriamamonjison, vice-présidente du GEM

crise politique qui perdure dans ce pays de l'Océan Indien depuis plus de deux ans, avec des effets socio-économiques déjà perceptibles et tangibles.

Mais suite à la crise politique de 2009 le secteur tourisme est touché. En effet des annulations des réservations se confirment amenant la fermeture provisoire de certains établissements hôteliers.

D'après une publication faite par ONTM (Office Nationale du Tourisme), on constate un taux d'annulations proche de 100% pour le premier trimestre 2009 et un taux d'occupation inférieur à 10% au niveau des hôteliers, contre 30% à 40% enregistré pendant la même période en 2008 (source ONTM)

Au niveau de tour-opérateurs, une mise en stand by des confirmations de circuit a été observée, jetant ainsi une ombre sur la perspective de toute l'année.

Devant les violences qui ont touché le pays depuis le 26 janvier 2009, l'Association des tour-opérateurs français (CETO), qui regroupe plus de 70 tour-opérateurs français, a recommandé le 7 février la suspension des départs pour Madagascar, avant de prolonger la suspension à plusieurs reprises pour la porter jusqu'au dimanche 8 mars.

Sur le plan de l'emploi, dont le tourisme est un important secteur pourvoyeur, la Fédération des hôteliers et restaurateurs de Madagascar (FHORM) a fait état d'un chômage technique d'au moins 50% des effectifs toutes filières confondues.

En outre, des dégâts collatéraux seraient visibles sur les activités des transporteurs routiers, des artisans, des agriculteurs et des pêcheurs, dont les bénéfices sont liés au développement du tourisme local, selon la même source.

A moyen terme, tant que l'instabilité est perceptible, le changement de destination se profilera pour les touristes ayant projeté de visiter Madagascar pour l'année 2009, a indiqué un opérateur économique spécialisé en tourisme.

« Pour amener Madagascar sur une voie de développement viable, il faut refuser l'incertitude, l'instabilité et déstabilisation de la Grande Île »³⁶ a souligné cet opérateur.

La saison touristique 2009 n'est pourtant pas entièrement enterrée. Malgré la crise, on constate une reprise assez timide et des actions de promotion. Normalement, le pays devrait accueillir quelque 150 000 touristes cette année, d'après le ministre du gouvernement de Transition, Irène Andréas. L'année dernière, Madagascar a cependant franchi le cap des 300.000 touristes étrangers.³⁷

Durant le premier deuxième semestre 2009, malgré les différentes consignes des voyagistes de ne pas se rendre dans la Grande Ile, des touristes étrangers ont bravé quand même l'interdit. Leur arrivée au niveau des frontières a pourtant connu une baisse de plus 40% par rapport à la même période de l'année dernière.

³⁶ www.french.xinhuanet.com/french/.../content_829683.htm

³⁷ Instat

Un des principaux pourvoyeurs de devises à Madagascar, le tourisme a été fragilisé par la crise économique qui a suivi une crise politique. Malgré tout, les efforts pour la mise en place d'infrastructures d'accueil sont maintenus, Madagascar devrait disposer de 500 chambres supplémentaires.

Malgré tout, le ministère et l'Office Nationale du Tourisme ne renoncent pas à promouvoir le secteur.

4- Sur le marché du travail

La crise politique amorcée à la fin de l'année 2008 a stoppé ce cycle de croissance et entraîné une nette dégradation du marché du travail dans la capitale. En 2009, selon les estimations retenues par le gouvernement pour établir la loi de finances 2010, la croissance a été ramenée à 0,6 %. L'emploi a pourtant continué à se développer à un rythme proche de celui de la population potentiellement active (ici retenue comme étant la population de 10 ans et plus). Le taux d'activité des 10 ans et plus est ainsi resté sensiblement le même que les années précédentes (60,4 % en 2010).

Le taux de chômage, pourtant structurellement faible à Antananarivo, est passé de 5,2 % au premier trimestre 2006 (niveau stable par rapport à 2004) à 6,8 % au premier trimestre 2010, ce qui correspond à une augmentation de plus de 30 % et de près de 20 000 chômeurs. Cet accroissement important du nombre de chômeurs tient à un double phénomène. Il traduit d'une part la difficulté plus grande des jeunes diplômés à s'insérer sur le marché du travail. Les primo-demandeurs (chômeurs cherchant un premier emploi) sont en effet passés d'environ 10 000 en 2006 à près de 20 000 en 2010. Il est aussi la conséquence d'une augmentation des licenciements opérés par le secteur privé formel : 60 % des chômeurs anciennement occupés ont en effet déclarés être à la recherche d'un emploi à la suite d'un licenciement contre 53 % en 2006. Or ces licenciés proviennent en majorité des grandes sociétés privées (49 % des cas) et de la zone franche (36 % des cas), une part très supérieure à ce que ces deux secteurs représentent en termes d'emplois.

La crise politique, le chômage et les sous-emplois entraînent une informalisation massive de l'économie et l'essor du secteur informel s'accompagne aussi d'une dégradation brutale du pouvoir d'achat des revenus et d'un nouveau creusement des inégalités. Ce tableau explique l'évolution du nombre de chômeurs et du taux de chômage de 2001 à 2010.

Tableau n°02: Evolution du nombre de chômeurs et du taux de chômage de 2001 à 2010

Année	Taux de chômage (%)	Nombre de chômeurs
2001	4,4	25 000
2002	7,5	43 000
2004	5,2	34 000
2006	5,2	35 000
2010	6,8	54 000

Source : *Enquêtes 1-2-3, phase « Emploi », 2010-2010 INSTAT/DIAL*

La situation d'aujourd'hui a eu pour conséquence un appauvrissement continu de la population. Plus de deux tiers des Malgaches vivent aujourd'hui sous le seuil de pauvreté. Il y a dix ans, ils étaient un peu moins de la moitié. L'écart de revenu entre Maurice et Madagascar, par exemple, est passé de 2,7 en 1980 à plus de 15 en 2008, estime la Banque mondiale. Cet écart s'est certainement creusé depuis. Tout les ménages sont très vulnérables surtout les ménages dirigés par les femmes. Pour une meilleure compréhension nous allons étudier la caractéristique de la population urbaine et analyser les résultats.

CHAPITRE V : DEVENIR DES MENAGES

Les membres de ménage de la ville d'Antananarivo représentent la population faisant objet de notre étude. En fait, ils sont tous victimes de la crise sociopolitique, ils ont leurs problèmes et leurs observations et interprétations, réponses face à cette crise. Pour en savoir davantage, il nous est utile de passer à un bref aperçu sur les caractéristiques de la population urbaine. Les diverses caractéristiques que l'on va étudier sont le sexe, le niveau d'instruction, le statut matrimonial du chef de ménage, les ménages, les membres de ménage, la taille de ménage, âge du chef de ménage le niveau de revenu de ménage.

Section 1 : Population étudiée

1- Caractéristiques des ménages enquêtés

Par la suite de notre descente sur terrain, l'occasion nous a permis de constater que, les membres de ménage peuvent être classés par catégorie. Ils peuvent se répartir par catégorie. Tout d'abords, le tableau suivant va montrer la répartition du sexe du chef de ménages.

Tableau n° 03: Répartition des ménages selon le sexe du Chef de Ménage (CM)

CARACTERISTIQUES	SEXE DU CHEF DE MENAGE					
	Masculin		Féminin		Ensemble	
	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif
SEXE DU CHEF DE MENAGE						
Masculin	100	50	0.0	0	76,7	50
Féminin	0.0	0	100	16	23,3	16
Ensemble	100	50	100	16	100,0	66

Source : enquêtes personnelles 2011

D'une manière générale, les données statistiques présentées par le tableau montrent que le sexe masculin occupe la majorité des ménages enquêtés, mais près du quart d'entres eux sont dirigé par une femme. En effet, il s'agit de la vulnérabilité des ménages parce que les femmes chefs de ménages sont majoritairement des veuves, divorcées, séparées. De plus, près du quart d'entres elles sont inactives et des actives inoccupées, pouvant jouer ainsi la vulnérabilité de leurs ménages respectifs.

Tableau n° 04: caractéristiques par catégorie des ménages

CARACTERISTIQUES	Catégorie des Fokontany				
	IAS (Insécurité Alimentaire Sévère)	IAM (Insécurité Alimentaire Modéré)	A Risque	SA (Sécurité Alimentaire)	Total
PAR SEXE					
Masculin	82 ,4%	88%	89%	59%	77 ,9%
Féminin	17,6%	12%	11%	41%	23,1%

Source : enquêtes personnelles 2011

Dans l'échantillon, quart des chefs de ménage étaient constitués par des femmes. Les femmes chef de ménage sont plus élevées dans les ménages des fokontany en Sécurité Alimentaire et en Insécurité Alimentaire Sévère. Ce tableau confirme les caractéristiques de catégorie par fokontany.

Un problème d'insécurité alimentaire toujours élevé malgré une atténuation de sa sévérité : près du quart des ménages (24,3%) se trouvent toujours dans une situation d'insécurité alimentaire sévère. Néanmoins, sa sévérité s'est atténuée par rapport à celle d'en mai 2010 où la proportion des ménages en insécurité alimentaire était de 29,3%. L'apparition sur le marché des PPN à des prix subventionnés et la disponibilité des aliments (légumes) sur le marché, qui ont plus profité aux ménages les plus pauvres, a probablement contribué à l'amélioration de cette situation. Par contre, la sécurité alimentaire s'est stabilisée autour de 65%.

Tableau n° 05: Répartition des ménages selon le groupe d'âge du CM

CARACTERISTIQUES	SEXE DU CHEF DE MENAGE					
	Masculin		Féminin		Ensemble	
	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif
GROUPE D'AGE DU CHEF DE MENAGE						
15-24ans	5,2	2,6	5,0	0,8	5,2	3,5
25-34ans	26,6	13,3	9,5	1,52	22,6	15
35-54ans	2,4	26,2	49,8	7,9	51,8	34
55ans et plus	15,8	7,9	35,7	5,7	20,4	13,5
Ensemble	100	50	100	16	100	66

Source : enquêtes personnelles 2011

Le tableau montre que la catégorie d'âge entre 25 et 54 ans occupe la majorité des chefs de ménage dans la ville d'Antananarivo, il s'agit d'une phase d'âge qui marque la force de travailler et

des populations jeunes productives en pleine expansion mais faute de la pauvreté et la persistance de la crise, l'insuffisance ou le manque d'emploi, ils sont restés des actifs inoccupés ou deviennent chômeurs. Quant à la catégorie d'âge, l'âge moyen de 49,1 ans, les femmes chefs de ménage sont relativement plus âgées que leurs homologues hommes (41,8 ans). Les femmes chefs de ménage occupées se trouvent majoritairement parmi les commerçants (36%), les personnes travaillant pour des services personnels/domestiques (29%) ou les artisans (11%). Leurs ménages sont en moyenne de plus petite taille que ceux dirigés par un homme.

Une perte d'emploi des hommes âgés de 15-49 ans qui s'est faite de manière progressive depuis le début de la crise : une baisse significative des hommes de ce groupe d'âge qui ont déclaré travailler au moment de l'enquête a été enregistrée en novembre 2010, passant de 71,8% en novembre 2008 à 64,6% en novembre 2010, alors qu'il se situait encore à 69,7% en mai 2010. Par contre, la perte d'emploi des femmes a été déjà remarquée en mai 2010, et aucune amélioration de leur situation après cette perte d'emploi n'a été enregistrée en novembre 2010 ;

Tableau n° 06: Répartition des ménages selon le statut matrimonial

CARACTERISTIQUES	SEXE DU CHEF DE MENAGE					
	Masculin		Féminin		Ensemble	
	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif
STATUT MATRIMONIAL DU CHEF DE MENAGE						
Célibataire	4,9	2,4	11,3	1,8	6,4	4,2
Marié légalement	63,2	31,6	6,6	1,0	50,1	32,6
Marié coutumièrement	26,0	13	4,8	0,7	21,1	13,7
En union libre	2,9	1,45	0,0	0,0	2,2	1,45
Veuf-divorcé-séparé	3,0	1,5	77,2	12,3	20,3	13,8
Ensemble	100	50	100	16	100	66

Source : enquêtes personnelles 2011

Près d'un quart des ménages (23,3%) sont dirigés par une femme. L'entrée des femmes dans la direction des ménages s'effectue majoritairement par veuvage/divorce/séparation (77,2%). Néanmoins, les femmes mariées prennent la direction des ménages en cas d'absence du mari dans le ménage (39,6% des cas ici), ou simplement par émancipation (femme plus instruite et/ou plus âgée que le mari (37,5% des cas des femmes dont le mari est occupé) ou bien mari ayant un emploi

précaire). Pour les femmes célibataires chefs de ménages (11,3%), les résultats montrent que leur statut de chef de ménage résulte tout simplement de l'absence d'un homme adulte dans le ménage.

Tableau n° 07: Répartition des ménages selon la taille du ménage

CARACTERISTIQUES	SEXE DU CHEF DE MENAGE					
	Masculin		Féminin		Ensemble	
	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif
TAILLE DU MENAGE						
1	3,1	15,5	14,1	2,25	5,1	3,3
2	8,9	4,45	18,3	2,92	11,1	7,32
3	16,7	8,35	23,4	3,74	18,3	12
4	24,7	12,35	12,2	1,95	21,8	14,3
5	20,7	10,45	11,9	1,90	18,8	12,4
6	13,9	6,95	9,3	1,48	12,8	8,4
7	5,1	0,6	3,8	0,6	4,8	3,16
8	2,3	1,15	0,8	0,12	1,9	1,25
9 ou plus	4,4	2,2	6,2	0,9	4,8	3,1
Ensemble	100	50	100	16	100	66

Source : enquêtes personnelles 2011

La taille moyenne des ménages est à 4,4 personnes par ménage, les ménages de la capitale ne sont pas de très grande taille. Les ménages à taille élevée (plus de 7 personnes) représentent 11,5% de l'ensemble.

Pour résumer les caractéristiques des ménages enquêtés, ce tableau montre la taille moyenne des ménages enquêtés, âge moyen des chefs des ménages, par sexe du chef de ménage.

Tableau n° 08: Résumé de la caractéristique des ménages enquêtés

caractéristiques	Sexe du chef de ménage		
	homme	femme	ensemble
Taille moyenne	4,6	3,8	4,4
Age moyen	41,7	49,1	43,4
effectif	50	11	66

Source : enquêtes personnelles 2011

2- Caractéristiques des membres des ménages

Tableau n° 09: Répartition des individus dans les ménages enquêtés selon le groupe d'âge, le niveau d'instruction, le statut matrimonial et le statut de résidence des membres des individus, par sexe.

Caractéristiques	SEXE					
	Masculin		Féminin		Ensemble	
SEXE	%	effectif	%	effectif	%	Effectif
Masculin	100.0	143	0.0	0	49,3	143
Féminin	0.0	0	100.0	147	50,7	147
Ensemble	100.0	143	100.0	147	100.0	289
GROUPE D'ÂGE						
< 6 ans	10,9	15,5	12,3	18	11,6	27,1
6-10 ans	12,7	18,1	12,7	18,5	12,7	36,6
11-14 ans	11,4	16,3	9,0	13	10,2	29,3
15-17 ans	8,8	12,5	7,5	11	8,1	23,5
18-24 ans	15,7	22,5	12,8	18,5	14,2	41
25- 34 ans	14,2	20,3	14,9	21,5	14,5	41,8
35-54 ans	20,2	28,8	23,2	34	21,7	62,8
55ans et plus	6,0	8,5	7,8	11,4	6,9	19,9
Ensemble	100	143	100.0	147	100	289
NIVEAU D'INSTRUCTION DES 15 ANS ET PLUS						
Aucune instruction/Préscolaire	1,9	2,7	4	6	3	8,7
Primaire incomplet	13	19	17,9	26,3	15,4	46,3
Primaire complet	14,6	20,8	13	19	13,7	39,8
Secondaire incomplet	41,6	59,2	42	61,7	41,8	120
Secondaire complet	14,4	20,5	12	17,6	13,4	38,1
Supérieur	13,3	18,9	10,8	15,8	12	35,7
Ensemble	100,0	143	100	147	100	289
STATUT MATRIMONIALE DES 12 ANS ET PLUS						
Célibataire	47,7	68	35,6	52,3	41,6	121
Marié légalement	33,8	48	31,9	46,8	32,9	94,8
Marié coutumièrement	14,7	20,9	15	22	14,4	43
En union libre	1,6	2,28	1,6	2,3	1,6	4,5
Veuf/Divorcé/Séparé	2,1	2,9	15,9	23,3	9,1	26,2
Ensemble	100	143	100	147	100	289

Source : enquêtes personnelles 2011

Les ménages enquêtés sont composés de 289 individus repartis de façon quasi-équitable selon le sexe (50,7% de femmes et 49,3% d'hommes). Ils sont âgés en moyenne de 24,9 ans des enfants en âge de scolarisation (6 à 17 ans) représentent un peu moins de tiers (31%) des membres des ménages. Les jeunes de 15 à 24 ans, quant à eux, constituent environ 23% de l'ensemble de ces individus.

D'une manière générale, la population de la capitale a un niveau d'instruction relativement élevé. En effet, le quart des personnes âgées de 15 ans ou plus (25,4%) ont au moins achevé le cycle secondaire. Une proportion faible, mais non négligeable de cette population (3%) n'a jamais été à l'école.

Enfin, près de la moitié des individus âgés de 12 ans et plus sont en union (légalement ou non), environ deux individus sur cinq ont un statut de célibataire.

3- La caractéristique de source de revenu des ménages enquêtés

Le nombre moyen de source de revenu est de 1,7 [1,6 1,8] au niveau des ménages enquêtés. La moitié des ménages enquêtés ont 2 sources de revenu, 40% en ont une seule et 10% ont 3 sources de revenu.

Les ménages qui ont comme première source d'activité être salarié du privé sont les plus représentés dans l'échantillon. Ils sont suivis par les ménages à emploi indépendant. 16% des ménages exercent dans le secteur informel.

Tableau n° 10: Caractéristiques des classes de revenu

Classe de source de revenu	1 ^{ère} source de revenu	2 ^{ème} source de revenu	3 ^{ème} source de revenu	% de ménage
1	Travail agricole, vente de bétail ou de produits animaux	Travail agricole, vente de bétail ou de produits animaux	Emploi indépendant	10,6%
2	Fonctionnaire	Salarié privé Secteur informel	Secteur informel	7,9%
3	Salarié privé	Salarié privé, petit commerçant	Salaire privé	24,5%
4	Travail manuel non qualifié	Autres	Pension, indemnité gouvernementale	5,8%
5	Emploi indépendant	Salarié privé	—	18,8%
6	Vente de culture de rente, pension, indemnité gouvernementale	Emploi indépendant, vente de culture de rente	Autres	16,7%
7	Secteur informel	Secteur informel	—	15,8%

Source : INSTAT

Selon l'appréciation des ménages, 77% des ménages ont affirmé qu'il y avait un changement en nombre des sources de revenu depuis Janvier 2009. Cependant, une différence significative est notée entre les catégories de fokontany, les ménages issus des catégories en Insécurité Alimentaire Sévère et en Insécurité Alimentaire Modérée ont affirmé qu'il y avait une augmentation en nombre tandis que ceux A risque et en Sécurité Alimentaire ont rapporté qu'il y en avait une diminution. Par ailleurs, 84% de la totalité des ménages ont répondu qu'il y avait un changement dans le niveau de revenu avec 98% dans le sens de la diminution.

Une persistance de la précarité des ménages mais dont l'intensité semble avoir reculé : le pourcentage des ménages à faible revenu (<100.000 Ariary) reste élevé bien qu'elle ait diminué un peu par rapport à celui qui a été enregistré en mai 2010, soit 32,6%. En outre, avec une réduction de 33% des ménages ayant un revenu élevé (> 500.000 Ariary) entre mai et novembre 2010, la baisse de revenu s'est fait beaucoup plus sentir au niveau des ménages les plus aisés ;

Section 2 : Analyse des résultats

Nous venons de montrer les caractéristiques de la population étudiée afin de connaître ses situations et leurs sources de revenu. La connaissance des conditions de vie de la population urbaine,

nous est indispensable pour pouvoir étudier leurs problèmes et les facteurs explicatifs de ces difficultés face à la pauvreté et la crise politique persistée.

1- Analyse sur le plan social

1.1- Education

Nous notons une baisse de l'inscription de l'ensemble des enfants âgés de 6 à 17 ans en 2010/2011, 84% ont été inscrits à l'école pour l'année scolaire 2010/2011, nous notons une baisse significative du taux d'inscription entre les années scolaires 2009/2010 et 2010/2011, le taux correspondant étant de 87 % pour l'année scolaire 2009/2010.

Un grand effort déployé par les ménages pour assurer, autant que possible, la scolarisation des enfants, notamment les enfants en bas âge. Cet effort est particulièrement remarquable pour les ménages les plus pauvres qui ont engagé des dépenses en éducation 3,5 fois plus élevées que celles qu'ils ont effectuées en mai 2010 (contre 2 fois plus pour les ménages les plus aisés) et pour lesquels le taux d'inscription des enfants âgés de 6 à 10 ans a augmenté de 20 points par rapport à celui enregistré en mai 2010.

Les résultats expliquent que les disparités selon les caractéristiques des ménages existent toujours et confirment une plus grande vulnérabilité en matière d'éducation des enfants issus des ménages à revenu faible et de taille élevée, une situation similaire à celle qui a été observée en mai 2010. Le taux d'inscription le plus faible (66,2)% est enregistré dans les ménages très pauvres.

Par ailleurs, une différence significative du taux d'inscription selon le sexe du chef de ménage apparaît, alors que ceci n'était pas le cas en mai. Les enfants issus d'un ménage dirigé par une femme ont cette fois-ci 14% moins de chance d'être inscrits à l'école que ceux vivant dans un ménage dirigés par un homme. La détérioration des conditions de vie des ménages dirigés par une femme a eu une répercussion sur la scolarisation de leurs enfants et cela risquerait de s'accroître au fur et à mesure que la crise perdure. Pour mieux comprendre il faut voir le problème d'accès des enfants à l'éducation.

Concernant la déscolarisation des enfants accentués à partir de l'âge de 15 ans une baisse du taux d'inscription des enfants âgés de 11 à 14 ans entre les deux années scolaires 2009/2010 et 2010/2011 a été observée, mais cette baisse ne s'avère pas statistiquement significative. Par contre, le taux d'inscription des enfants âgés de 15 à 17 ans, qui est le plus faible (58,7%), a diminué significativement, il est de 0,86 fois moins élevé que celui qui a été enregistré pour l'année scolaire 2009/2010 (soit une baisse de près de 10 points).

La déscolarisation concerne surtout les enfants vivant dans les ménages les plus vulnérables. Une fois de plus, les enfants issus des ménages de taille élevée, à revenu faible et dirigés par une femme en sont les plus victimes. Dans les ménages composés de plus de 7 personnes, seule la moitié des enfants âgés de 15-17 ans (50,3%) sont inscrits à l'école pour l'année scolaire 2010-2011 alors que presque les deux tiers (65,8%) l'ont été en 2009/2010. Pour les ménages dirigés par une femme, le

pourcentage des enfants de cette tranche d'âge inscrits passait de 67,1% en 2009/2010 à 41,8% en 2010/2011, soit une baisse de 25 points.

Ces résultats traduisent ainsi un effort considérable de la part des ménages pour scolariser les enfants en bas âge, quel que soit le niveau de revenu. Par contre, les ménages, notamment ceux qui sont les plus vulnérables, se trouvent obligés de déscolariser leurs enfants à partir de 15 ans lorsqu'ils sont confrontés à des problèmes financiers, ce sous-groupe de population étant une main d'œuvre potentielle pouvant aider à surmonter les difficultés socio-économiques au niveau des ménages.

Face aux difficultés financières auxquelles les ménages sont confrontés, quelques ménages ont opté de changer le type d'école à fréquenter par leurs enfants pour essayer de réduire les dépenses scolaires qui sont beaucoup plus élevées dans le secteur éducatif privé afin de maintenir leur scolarisation.

Au vu des résultats, seuls 3,8% des enfants ont été déclarés absents à l'école, une valeur qui demeure identique à celle d'en mai 2010 jusqu'à maintenant. En dehors de la maladie et de deuil familial, le manque d'argent figure parmi les trois principales raisons d'absence des enfants à l'école.

En conclusion, face aux difficultés engendrées auxquelles les ménages sont confrontés dans le contexte de la crise, les stratégies adoptées par les ménages valorisent toujours l'éducation des enfants. Elles consistent à :

- ✓ assurer la scolarisation des enfants en bas âge (6 à 10 ans) ;
- ✓ opter pour le changement de type d'école fréquentée par les enfants afin de réduire les dépenses liées à leur scolarisation ;
- ✓ retirer de l'école, en cas de nécessité, les enfants qui accusent un retard dans la scolarisation.

Par ailleurs, les données révèlent une très faible proportion de ménages (1,4%) qui adoptent « ne plus envoyer les enfants à l'école » comme stratégie d'adaptation à la crise.

Aussi, pour atteindre l'objectif de la scolarisation de tous les enfants scolarisables (âgés de 6 à 17 ans), les actions devront se concentrer beaucoup plus sur les enfants marginalisés, à savoir les enfants plus âgés (15 à 17 ans) et ceux issus des couches les plus défavorisées (vivant dans les ménages de taille élevée, dirigés par une femme et les plus pauvres).

1.2- Santé

Nous notons une forte morbidité, notamment chez les enfants moins de cinq ans. Plus du quart des enfants (25,5%) de moins de cinq ans dans les ménages ont été déclarés malades au moment de l'enquête. Pour les personnes âgées de 5 ans et plus, le niveau de morbidité est de 9%.

Pourtant, il convient de préciser que les résultats sur le niveau de morbidité ne sont pas strictement comparables à ceux enregistrés en mai 2010, la morbidité étant fortement dépendante de la période de référence et de la période de l'enquête. La différence observée serait beaucoup plus liée à la saisonnalité de la morbidité.

Suite aux changements climatiques actuels, la période de l'enquête correspond à une période de forte fluctuation climatique, à l'origine des maladies grippales, de fièvre, de toux etc. Aussi, la grippe constitue la principale cause de maladie citée par les enquêtés quel que soit l'âge des malades, alors qu'en mai, il s'agissait du paludisme.

La diarrhée, qui constitue l'un des principaux problèmes sanitaires pour les enfants de moins de cinq ans dans les pays en développement, occupe le quatrième rang et touche environ 15% d'entre eux. Une proportion qui n'est pas du tout à négliger, vu le risque élevé de mortalité que cela pourrait causer si la maladie n'est pas correctement traitée.

La morbidité chez les enfants de moins de cinq ans est la plus élevée dans les ménages les plus pauvres et dans les ménages à taille faible.

Face à la crise les comportements sanitaire adéquats des ménages sont, en cas de maladie, la consultation médicale est seulement pour les enfants moins de cinq ans et pour les plus de 5 ans c'est l'automédication.

Le recours aux soins médicaux au cours d'un épisode de maladie est d'une manière générale relativement important. Plus des deux tiers des malades (67,7%) ont été emmenés en consultation médicale. Il reste toujours plus élevé pour les enfants de moins de cinq ans. En effet, presque 85% des enfants de moins de cinq ans ont fait l'objet d'une consultation médicale lorsqu'ils étaient malade.

Les ménages ont dans la majorité des cas tendance à recourir aux soins médicaux en cas de maladie des enfants de moins de cinq ans, quel que soit leur niveau de revenu. Le pourcentage d'enfants emmenés en consultation médicale varie de 78% pour les ménages dont le revenu est compris entre 100.000 Ariary et 300.000 Ariary à 100% pour les ménages les plus pauvres et plus riches.

Par contre, on observe des comportements différentiels en matière de soins selon le niveau de revenu des ménages pour les malades âgés de plus de cinq ans. Ayant des moyens limités, les ménages très pauvres privilégient les soins des enfants en bas âge en cas de maladie, et seuls les deux cinquièmes des malades ayant plus de cinq ans ont fait l'objet de consultation médicale. Toutefois, les riches se comportent également de la même manière que les pauvres en matière de recours aux soins, mais pour des raisons différentes (plutôt essentiellement quand ils estiment que les maladies sont moins graves).

Le manque d'argent et la perte d'emploi constituent est la principale raison évoquée de non consultation médicale, quel que soit l'âge des malades. Pour les enfants de moins de cinq ans, le manque de temps et l'automédication viennent en deuxième et troisième positions. Il convient toutefois de noter que la pratique de l'automédication n'a été mentionnée nullement par les ménages pour justifier le non recours aux soins en mai 2010. Par contre, pour les personnes âgées de plus de cinq ans, l'automédication et le caractère jugé bénin de la maladie viennent après la raison économique pour justifier le non recours aux soins.

1.3- Etat de droit et justice

Madagascar ne reste pas indifférent sur les droits de l'homme et de ce fait, figure parmi les pays qui ont ratifié, entre autres, les Conventions relatives à l'élimination de toutes formes de discrimination raciale, aux Droits de l'enfant et de la femme, et à la lutte contre la torture. Plusieurs actions ont été entreprises en vue d'atteindre les objectifs que le pays s'est fixé dans ce domaine. La violation de Droit de l'homme règne depuis la crise politique.

Une émergence de trois groupes vulnérables : les jeunes de 15-24 ans, les hommes âgés de 35-54 ans et les femmes qui sont les chefs de ménages. La faible qualification des jeunes de 15-24 ans engendrée par une déscolarisation assez importante de leur groupe ainsi que leur manque d'expérience rendent difficile leur intégration professionnelle. De plus, les jeunes garçons dépourvus d'emploi sont de plus en plus découragés pour chercher du travail. Il en est de même pour les hommes âgés de 35-54 ans. Leur situation risquerait de s'empirer, en l'absence de mesure adéquate qui chercherait à leur procurer un travail utile ou des formations spécifiques à leur portée. Toutefois, cette situation se répercuterait sur le développement économique de la capitale en particulier et du pays en général.

Par ailleurs, il a été noté une plus grande vulnérabilité des ménages dirigés par une femme, aussi bien en termes de revenu que de scolarisation des enfants. Près de la moitié des ménages dirigés par une femme (49,8%) ont un revenu mensuel de moins de 100.000 Ariary, alors que cette proportion est de 27,4% pour les ménages dirigés par un homme. De plus, non seulement, l'inscription des enfants en âge de scolarisation (6 à 17 ans) est l'une des plus faible au niveau de leurs ménages, mais ces derniers sont également les plus touchés par l'abandon scolaire de ces enfants (10% contre 6% pour les ménages dirigés par un homme).

1.3-1. Droit de l'enfant

En dépit de l'existence des différentes lois relatives au droit de l'enfant, leur application effective reste problématique. Le rapport relatif à la mise en œuvre à Madagascar du plan d'action pour un monde digne des enfants + 5 (2007) a fait état d'un net progrès dans le domaine de la protection des enfants contre toutes les formes de maltraitance, de délaissement, d'exploitation et de violence. Néanmoins, les résultats ont révélé que le problème d'agression /violence à l'égard des enfants existe toujours à Antananarivo, bien que les chiffres ne semblent pas alarmants. En novembre 2010, 4% des ménages ont déclaré avoir des enfants victimes d'une ou une autre forme d'agression/violence et 1,2% d'entre eux ont fait l'objet d'un départ d'un ou plusieurs enfants de moins de 18 ans pour aller vivre ailleurs.

L'agression/violence faite aux enfants rapportées par les ménages se présente sous forme de privations fréquentes (64%), de châtiments corporels (11,1%) et d'abandon par les parents (7,5%).

Une fois de plus, aucun cas d'exploitation sexuelle n'a été mentionné par les ménages, mais cela ne signifie aucunement que le phénomène n'existe pas. L'enquête périodique auprès des ménages

(2005) par exemple, a pu répertorier différentes formes de travail infantile dont l'exploitation sexuelle des enfants.

1.3-2 Droit de la femme

Les lois existantes protègent les femmes contre le proxénétisme, le viol, les coups et les blessures. Cependant, les peines prévues par les textes sont rarement et faiblement appliquées et pas suffisamment dissuasives pour éradiquer le phénomène.

Au vu des résultats, les ménages enquêtés ont cette fois-ci rapporté moins de violence faite aux femmes qu'en mai 2010, quelle que soit la forme considérée. Un peu plus de la moitié des ménages (56,2%) ont cité la violence conjugale comme l'une des formes de violence la plus fréquente faite aux femmes de leur entourage, alors que cette proportion était de 76% en mai 2010. Vient ensuite le harcèlement psychologique, cité par 28,5% des ménages (35,9% en mai 2010). Environ 13% des ménages ont mentionné le problème de viol fait aux femmes.

Toutefois, il est à noter que les réponses des enquêtés permettent d'identifier les formes de violence existantes et non de mesurer leurs prévalences respectives. En outre, dans bien de cas, par méconnaissance des textes en vigueur ou à cause des tabous qui entourent la violence conjugale et familiale, les victimes n'osent pas en parler ou porter plainte. Aussi, est-il erroné de conclure de façon affirmative une atténuation de la violence faite aux femmes, au vu des baisses enregistrées dans les différentes formes de violence rapportés par les enquêtés.

En résumé, les problèmes rapportés demeurent d'une importance assez élevée et nécessitent des actions spécifiques afin de préserver les droits des femmes.

1.3-2. Droit des personnes et des ménages

Enfin, les résultats indiquent une violation du droit des personnes par rapport à leur liberté de circulation et de vivre en paix. On a noté une hausse de 19,7% du sentiment d'insécurité rapportés par les ménages entre mai et novembre. Le pourcentage des ménages qui ont déclaré ne pas se sentir en sécurité est passé de 50,7% en mai 2010 à 60,7% en novembre 2010. De plus, 6% des ménages ont été victimes d'acte de violence, de vandalisme ou de vol par des groupes/individus isolés.

Par ailleurs, le droit du public de connaître les faits et les opinions, et donc de son droit à l'information constitue l'une des libertés fondamentales de tout être humain. Or, 7,4% des ménages ne jouissent pas de leur droit dans ce domaine, soit parce qu'ils n'ont pas accès à l'information fautes de moyen (2,9%), soit parce qu'ils ne s'y intéressent plus vu le rôle parfois non approprié joué par les médias dans la diffusion des informations (4,5%). En effet, interrogés sur leurs opinions concernant les rôles joués par les médias dans le contexte actuel de la crise, presque la moitié des répondants (45,6%) qualifient certains d'entre eux de provocateurs. La neutralité tant attendue des médias ne semble plus respectée et seul le quart des ménages trouve qu'ils jouent le rôle d'éducateur.

1.4- Jeunes 15-24 ans

A rappeler que les questions relatives aux jeunes âgés de 15-24 ans concernent les opinions des enquêtés sur les conditions de développement et d'épanouissement des jeunes.

Les enquêtés ont confirmé le manque d'espaces de loisirs et d'espaces publics nécessaires pour le développement et l'épanouissement des jeunes. Seuls 13% des enquêtés pensent qu'il y a suffisamment d'espaces de loisirs et d'espaces publics qui sont à la disposition des jeunes tananariviens. On n'enregistre que très peu de variations des opinions à ce sujet, selon les caractéristiques des répondants. Même au niveau des jeunes âgés de 15-24 ans (19%), qui sont les personnes directement concernées par la question, seulement près de un cinquième d'entre eux estiment qu'ils ont accès à ces espaces.

Par rapport aux activités réalisées par les jeunes pour occuper leurs temps libres, les répondants ont confirmé que les sports restent le passe-temps favoris des jeunes. Toutefois, un peu plus du quart (26%) des répondants ont cité les activités nécessitant de l'argent tels que le casino, le combat de coq, etc. au deuxième rang des divertissements des jeunes quand ils ont du temps libre. Pourtant, il convient de noter que s'il n'y a pas de suivis rapprochés des jeunes, ce type d'activité pourrait être préjudiciable et constituer une entrave à leur développement et à leur épanouissement.

En effet, il est reconnu que les endroits qu'ils fréquentent pour ce genre d'activités et pendant les moments où ils les exercent sont propices pour les tentations relatives à la prise de différents types de stupéfiants (l'alcool, la drogue et le tabac). Ces derniers ont d'ailleurs été évoqués par une grande partie des répondants comme les trois principales menaces à la santé des jeunes garçons (cités respectivement par 80%, 60% et 54% des répondants).

Pour les jeunes filles de 15-24 ans, en dehors des grossesses précoces qui ont été cités par presque la moitié des répondants (47,9%) comme la principale menace à leur santé, la prise de tabac émerge également parmi les dangers prééminents liés à la santé de ces jeunes, avec l'alcool. En effet, plus du tiers des enquêtés les ont évoqués au deuxième et troisième rang des menaces à la santé des jeunes filles de 15-24 ans.

Vu les résultats, les conditions actuelles demeurent peu favorables pour le développement et l'épanouissement des jeunes. De plus, l'entrée précoce des jeunes dans l'activité économique, leur difficulté d'insertion dans le marché de travail et l'abandon scolaire assez élevé dans ce groupe de population constituent des facteurs qui risqueraient de compromettre leur épanouissement professionnel et personnel. Or, ces jeunes constituent des acteurs potentiels de développement économique du pays.

Aussi, n'est-il pas étonnant d'entendre environ deux répondants sur cinq (41%) qui ont jugé que les jeunes s'engagent peu ou pas du tout dans la société. De plus, environ le quart des enquêtés (24,5%) déclarent qu'ils ne sont pas du tout optimistes quant à l'avenir des jeunes.

Les jeunes de 15-24 ans interrogés sont néanmoins beaucoup plus optimistes quant à leur avenir par rapport aux répondants des autres groupes d'âges, montrant ainsi leur volonté d'améliorer leurs conditions de vie dans le futur. De même, ceux qui sont les plus instruits ont, cette fois-ci, des opinions plus positives que les autres sur l'avenir des jeunes, espérant un effort de la part d'eux pour se développer davantage malgré les conditions qui prévalent autour.

1.5- Besoins prioritaires des ménages

Dans l'immédiat, les trois principaux besoins exprimés restent les mêmes. Il s'agit, par ordre d'importance, du travail (cités par 52% des ménages), de la fin de la crise (40,8%) et de l'alimentation (36%).

Pour le long terme, on note une proportion beaucoup plus élevée des ménages qui aspirent à un meilleur habitat (67,6% contre 54,5% en mai 2010). Les principaux souhaits exprimés par les ménages, en dehors de l'habitat, concernent le travail et l'éducation des enfants (cités respectivement par plus du quart des ménages, 28,8% et 26%).

En ce qui concerne l'évolution de la situation des ménages, on note des opinions plus négatives des ménages. L'optimisme des ménages a baissé et s'est traduit par un recul de près de 12 points de la proportion des ménages qui espèrent une amélioration de leur situation (passant de 39,9% à 27,5%) et un dédoublement de celle des ménages qui pensent que leur situation n'évoluera pas.

1.6- Profil des femmes chefs de ménages et vulnérabilité de leurs ménages

Les résultats qui ont été présentés dans les parties précédentes ont permis de révéler une particularité qui mérite d'être soulignée pour les ménages dirigés par une femme : ils sont assez nombreux et présentent une plus grande vulnérabilité par rapport aux autres ménages.

La présente partie essaie de résumer les profils des femmes qui ont le statut de chef de ménage et de mettre en exergue les points de vulnérabilité de leurs ménages, afin d'identifier plus clairement les stratégies qui visent à améliorer leur situation.

Il paraît, avant tout, utile de rappeler que les ménages dirigés par une femme représentent presque le quart de l'ensemble des ménages (23,3%).

Les ménages dirigés par une femme sont majoritairement monoparentaux (92,1%). La majorité d'entre elles ont, en effet, un statut de veuve, divorcée ou séparée (77,2%). Pour les femmes mariées, leur statut de chef de ménage résulte dans près de 40% des cas de l'absence du mari dans le ménage. Enfin, les célibataires parmi les femmes chefs de ménage (11,3%) le deviennent en l'absence d'un homme adulte dans le ménage. Par contre, les 60% des femmes mariées qui se déclarent chefs de ménages prennent la direction de ménage simplement par émancipation (soit elles sont plus instruites

et/ou plus âgées que leurs maris (37,5% des cas des femmes dont le mari est occupé), soit parce que le statut d'activité de ces derniers sont très précaires).

De par leur statut matrimonial en général, les femmes chefs de ménage sont relativement âgées, avec un âge moyen de 49,1 ans contre 41,7 ans pour les homologues de sexe masculin. Environ 30% d'entre elles ne sont pas occupées au moment de l'enquête, dépendant en grande partie d'autres personnes pour subvenir aux besoins de leurs ménages. Les femmes chefs de ménages parmi celles qui travaillent sont en majorité dans le commerce (36%), dans services personnels/domestiques (29%) et dans l'artisanat

Ces ménages, présentent deux points essentiels de vulnérabilité :

- Vulnérables en termes de revenu : près de la moitié (49,8%) de leurs ménages ont un revenu mensuel < 100.000 Ariary, soit 1,8 fois plus nombreux que ceux dirigés par un homme qui ont le même niveau de revenu. Leur vulnérabilité est d'autant plus importante par rapport à celle des hommes si on compare à celle qui a été enregistrée en mai 2010.
- Vulnérables en termes de scolarisation des enfants : le taux d'inscription des enfants âgés de 6 à 17 ans est l'un des plus faible et il est 0,86 fois plus faible que celui enregistré dans les ménages dirigés par un homme. De plus, 10% de leurs ménages sont touchés par un abandon scolaire des enfants de 6 à 17 ans (contre 6% pour les ménages dirigés par un homme)

Toutefois, malgré leur faible revenu, le sens de responsabilité acquis par les femmes par rapport au rôle social qui leur est dévolu, leurs ménages sont aussi vulnérables que ceux des ménages dirigés par les hommes en matière de morbidité et de sécurité alimentaire. A cet effet, on n'observe aucune différence significative du niveau de sécurité alimentaire et du taux de morbidité avec celui des ménages dirigés par un homme.

2- Analyse sur le plan économique

2.1- Sur le marché du travail, l'emploi et le chômage

Cette dégradation du marché du travail se traduit ainsi mécaniquement par une baisse sensible de l'ancienneté moyenne dans le chômage (de 23 mois à 11 mois), qui ne doit pas être interprétée comme un signe positif, bien au contraire. La baisse de l'ancienneté moyenne confirme le caractère brutal de l'augmentation du chômage : 54 % des chômeurs sont au chômage depuis moins de un an contre 40 % en 2006. Le chômage n'est cependant pas un indicateur suffisant des tensions sur le marché du travail urbain dans un pays en développement. En effet, dans la mesure où le niveau de pauvreté y est élevé et où le travail constitue la seule source de revenu possible, le chômage est souvent un « luxe » que seuls les moins démunis peuvent se permettre. Pour tous les autres, l'exercice d'une activité, fut elle sous payée, est une obligation.

On distingue ainsi usuellement deux autres facettes du sous-emploi, qui sont le sous-emploi lié à la durée du travail et les situations d'emplois inadéquats. La première est définie comme l'ensemble des personnes travaillant moins de 35 heures par semaine à leur corps défendant : 12,1 % des actifs

sont dans ce cas en 2010, une proportion inférieure de un point à celle de 2006. La seconde caractérise les emplois à temps plein dont la rémunération horaire est inférieure au salaire minimum en vigueur. Paradoxalement en effet, des horaires de travail très élevés peuvent parfois être signe de sous-emploi lorsque cette charge de travail est rendue nécessaire par une rémunération du travail excessivement faible. Or, mesurée par rapport au SMIG horaire de 2001 en Ariary constants, la proportion d'emplois inadéquats passe de 47,3 % en 2006 à 51,5 % en 2010, soit une dégradation de plus de 4 points.

En additionnant les trois mesures du sous-emploi (chômage, sous-emploi lié à la durée du travail et situations d'emplois inadéquats), le sous-emploi global passe de 65,9 % à 70,4 %, ce qui témoigne de l'ampleur de la crise de l'emploi.

L'augmentation des effectifs employés, en dépit de la crise, est essentiellement à mettre à l'actif du secteur informel qui a créé plus de 116 000 emplois sur cette période. Il représente ainsi 65,1 % des emplois en 2010, un poids jamais encore atteint auparavant. Même lors de la crise sévère de 2002, l'informel ne représentait que 59,8 % des emplois malgré les fermetures généralisées d'entreprises. Comparé à 2001, le secteur informel a vu sa part augmenter de 12 points de pourcentage, recolonisant ainsi des pans entiers du marché du travail.

A l'inverse, le secteur privé formel a connu une baisse de 4 % de ses effectifs, du fait d'une compression massive des emplois dans la zone franche (-16 000 emplois). La zone franche malgache, qui avait constitué un modèle de réussite économique au cours des années 1990, et qui avait péniblement réussi à récupérer du choc sévère de la crise de 2002, est aujourd'hui en danger de disparition. Elle ne représente plus que 4,8 % des emplois, soit une régression brutale. Le recul de l'emploi dans le secteur privé formel a aussi été accompagné d'un changement de structure, le secteur industriel moderne voyant son poids dans l'emploi se réduire très nettement. Si 44,8 % des actifs du secteur formel travaillaient en 2006 dans l'industrie, seuls 38,2 % sont effect dans ce cas en 2010.

Le secteur public (administration+entreprises publiques) a, maintenu voire même légèrement augmenté ses effectifs entre 2006 et 2010. Cependant la faiblesse des recrutements se traduit par la poursuite du déclin régulier de sa part dans l'emploi total depuis le début des années 2000 : 11,2 % en 2002, 10,5 % en 2004, 8,8 % en 2006, 7,8 % en 2010.

D'après les résultats, les travailleurs ont connu, d'une façon générale en 2010, une nouvelle perte de leur pouvoir d'achat, puisque, en termes réels, la rémunération mensuelle moyenne du travail a diminué de 3,8 % par an entre 2006 et 2010. Entre 2006 et 2010, la pouvoir d'achat moyen du travail s'est ainsi compressé de près de 15 %.

Ce résultat moyen n'est malheureusement qu'une mesure à minima de la chute réelle subie cette année par rapport à l'année dernière. En effet, les années postérieures à l'enquête 2006 ont été des années fastes du point de vue macroéconomique. Ainsi, en supposant que la croissance du PIB observée entre 2005 et 2008 se soit intégralement répercutée sur les revenus du travail, la baisse de

pouvoir d'achat entre le premier trimestre 2009 et le premier trimestre 2010 pourrait être supérieure à 30 %.

A l'exception des entreprises de la zone franche pour lesquelles l'augmentation du niveau moyen de revenu s'explique en bonne partie par le licenciement massif de travailleurs faiblement rémunérés (les plus fragiles), cette nouvelle baisse de pouvoir d'achat touche tous les secteurs institutionnels. Ce sont cependant les salariés des entreprises publiques (1,1 % des actifs occupés) qui ont connu la plus forte baisse (6,1 % par an, soit 22 % de baisse cumulée entre 2006 et 2010) suivis par ceux du secteur informel qui ont connu une baisse de 4,1 % par an.

Les mécanismes de la forte baisse des rémunérations informelles sont bien connus. Du côté de l'offre, on observe une entrée massive de travailleurs licenciés par le secteur formel ou de nouveaux entrants sur le marché du travail. De l'autre côté, la demande adressée aux biens et services informels pâtit de la chute de la demande globale, notamment de celle en provenance des travailleurs du secteur formel, qui s'approvisionnent massivement dans le secteur informel. Dans ce contexte, le seul effet positif vient du report partiel d'une partie de la consommation des ménages du secteur formel vers le secteur informel, moins cher ; mais cet effet est limité. Cette compression des rémunérations touche aussi plus fortement les bas revenus, accélérant la tendance, observée dans la période précédente, au creusement des inégalités. Entre 2006 et 2010, le revenu réel médian a ainsi baissé de 6,2 % par an. Ce creusement des inégalités est essentiellement la marque de l'appauvrissement des travailleurs du secteur formel par rapport à ceux des autres secteurs institutionnels et du gonflement des effectifs de ce secteur structurellement moins rémunérateur.

2.2- Sur l'exportation

Les résultats montrent qu'il y a une baisse significative sur l'exportation à Madagascar qui entraînant une grande perte sur l'économie malgache.

En réalité, cette exclusion du bénéfice de l'AGOA conduit en pratique à interdire aux producteurs malgaches d'exporter leurs vêtements vers les Etats-Unis avec, comme conséquence directe, la fermeture de nombreuses entreprises, des milliers de licenciements et le départ définitif d'investisseurs asiatiques qui s'étaient installés dans la Grande Ile pour entrer librement sur le marché américain.

En 2009, les exportations textile-habillement de Madagascar ont certes chuté, de 8 %, pour tomber à 227 millions d'euros. Mais cette baisse est comparable à celle de l'ensemble des importations européennes textile-habillement de 2009: - 6,9 %. Le secteur malgache résiste donc relativement bien. Pour autant, ses performances demeurent très médiocres eu égard aux formidables potentialités compétitives de Madagascar.

Après le textile, la filière vanille n'a pas été épargnée cette chute parce que la crise politique correspond aussi à une crise économique sur l'ensemble des produits à vocation commerciale. Ils ont tous vu leur prix s'effondrer : agrumes, bananes, miel, fibres naturelles, café. Comme dans la région d'exportateur Antalaha, le prix de la vanille a connu une baisse rarement observée depuis trois

campagnes. Ainsi, à Lohanantsanabe le prix au producteur est passé de 5000 Ariary/kg en 2008 à 3000 Ariary/kg en 2009. A Ampohibe, il est passé de 3500 Ariary/kg en 2008 à 2000 Ariary/kg en 2009. Bien sur la baisse observée peut être attribuée à plusieurs facteurs.

En premier lieu, le contexte international, avec la concurrence croissante d'autres pays producteurs, est l'élément clé de la crise de la vanille à Madagascar. Le prix moyen de la vanille sur le marché international peine à dépasser les 20 dollars au kg en 2009. Il est ainsi tombé au même niveau que dix ans auparavant, en 1999. Pour pouvoir continuer à vendre, les exportateurs sont dans une certaine mesure contraints de répercuter le niveau de prix à l'export sur le prix d'achat local, ce qui n'écarte évidemment pas les risques d'exagération et d'opportunisme de certains opérateurs pour justifier un achat au moindre coût auprès des producteurs.

En second lieu, les troubles politiques à Madagascar ont eu des répercussions non négligeables sur le comportement d'achat des clients internationaux. Ceux-ci ont préféré s'approvisionner ailleurs face à l'incertitude engendrée par le contexte de crise. L'instabilité politique a constitué un facteur défavorable dans la négociation commerciale entre les exportateurs malgaches et les importateurs.

En troisième lieu, la vanille a pâti de la ruée vers la filière bois de rose. Certains opérateurs de la filière vanille, en particulier des exportateurs et des collecteurs, disposant d'un capital suffisant, se sont tournés vers la filière bois de rose, plus lucrative face aux difficultés rencontrées dans la filière vanille. La répercussion sur le prix payé aux producteurs a alors été sensible avec la baisse de la demande des collecteurs et des exportateurs.

La conjonction des trois des trois facteurs, chute du prix au niveau international, instabilité politique et désengagement de certains opérateurs et l'insuffisance de capital des exportateurs à cause de la filière bois de rose a alors plongé la filière dans une crise profonde qui est parmi les bases de l'économie malgache.

2.3- Sur le secteur tourisme

En tant que secteur qui est la deuxième source de devises étrangères de Madagascar, le tourisme est aussi un secteur qui lutte contre la pauvreté (Pro Poor Tourism- PPT), le tourisme est une industrie à la croissance la plus rapide au monde, contribue énormément à la création d'emplois à Madagascar. Plus de 17 000 personnes dans le pays sont présentement employés dans le tourisme et les occupations liées au tourisme. Dans la lutte contre la pauvreté, l'industrie touristique joue un rôle décisif en créant très vite de nombreux emplois en employant beaucoup de jeunes qui souvent cherchent un travail saisonnier ou temporaire mais aussi la possibilité d'une occupation durable. Faute de la crise politique persistante et le non reconnaissance internationale les acteurs touristiques traversent une période très difficile.

Le Ministère a pour rôle de définir la politique générale de l'Etat dans le secteur tourisme, il détermine les stratégies globales à appliquer et veille au respect des réglementations et loi en vigueur pour la bonne marche du secteur. Avant la crise, la politique du tourisme à Madagascar a été définie dans l'engagement N°6 défi N°8 du MAP. Depuis le 17 Mars 2009 avec l'avènement du régime

transitoire dirigé par le Président de la HAT, le ministère du tourisme existe. Ceci démontre la volonté du régime de continuer à promouvoir le tourisme à Madagascar. Toutefois la politique qu'il va mener n'est pas encore bien déterminée. Ainsi on ne sait pas si le Ministère va poursuivre les stratégies définies dans le MAP ou s'il va présenter une autre politique pour développer le tourisme à Madagascar.

En plus, les agences de voyages et tours opérateurs sont les plus victimes face à cette crise, ce sont les partenaires directs des touristes qui ont recours à leurs services. Leur tâche est de s'occuper du transport, réservation, hébergement, restauration, visite guidée des touristes. Leur activité dépend de la venue des clients qui viennent à Madagascar. La crise politique qui a commencé en janvier 2009 et qui n'est pas encore terminée jusqu'à présent a une influence sur les activités de ces acteurs.

La raison qui freine le développement du secteur tourisme aussi concerne les différents représentations diplomatiques du pays à l'étranger, leur rôle est de faire connaître Madagascar à l'étranger afin d'attirer les investisseurs du secteur et les touristes à choisir Madagascar comme destination touristique. Après l'accession de Andry Rajoelina à la tête du pays, la communauté internationale ne reconnaît pas encore son régime. La plupart des Ambassades et Consulats Malgaches à l'étranger reste encore ceux qui nommés par l'ancien régime de Marc Ravalomanana. Ainsi, ils ne reconnaissent pas le régime transitoire de Andry Rajoelina comme leur chef et en conséquences refuse d'exécuter des directives du Président de la Haute Autorité de l'Etat. Ainsi, la politique de promotion de la destination Madagascar ne se poursuit plus à l'étranger. Cette situation risque de nuire au tourisme.

Enfin, l'ONTM a pour mission de promouvoir la destination Madagascar en adoptant une politique basée sur la nature, la culture et l'environnement social. Elle travaille en partenariat avec le secteur privé. L'office valorise également l'image du pays auprès du marché international à travers divers salons et autres expositions à l'étranger. Si les bureaux de l'office restent ouverts par contre la réalisation de ses missions connaît quelques difficultés en raison de l'instabilité politique et de l'insuffisance du financement.

Conclusion partielle

Depuis décembre 2008, Madagascar est entré dans une crise politique profonde qui affecte l'ensemble de l'île. Des analyses ont été menées afin d'essayer d'appréhender l'impact que la crise pourrait avoir sur la situation socio-économique des ménages urbains. Toutefois, les analyses se sont avérées assez difficiles, les résultats ne semblent pas avoir pu démontrer clairement les effets que certains craignaient. Toutefois, cela ne veut pas dire que la crise reste sans aucun effet. Il y a des dynamiques très complexes à l'œuvre au sein des ménages pour s'ajuster au jour le jour à ses effets comme la perte d'emploi, le manque de subvention de l'Etat pour l'éducation et qui nécessitent pour leur compréhension des études encore plus approfondies, comme les études qualitatives.

PARTIE III : APPROCHE
PROSPECTIVE

Au vu des résultats ressortis à travers cette étude, nous voyons que la crise politique qui secoue Madagascar depuis le mois de décembre 2008, a engendré une crise socio-économique énorme. Elle a frappé fortement les différents économiques dans tout le territoire de Madagascar. Les ménages urbains sont très pauvres, les malgaches souffrent énormément. Après avoir des analyses et des résultats, nous avons formulé quelques recommandations qui pourront servir pour trouver des stratégies efficaces pouvant répondre aux besoins de la population malgache dans le contexte de la crise politique.

CHAPITRE VI : RECOMMANDATIONS

Depuis 51 années de l'indépendance, Madagascar vit toujours dans la pauvreté à cause de la crise politique cyclique et persistante, la mauvaise gouvernance, la corruption, la non transparence, la violation de droits de l'homme, le problème de l'éducation et le programme scolaire...apporter un changement et participer au développement n'est pas un travail facile à faire. Car cela nécessite la participation de tout chacun. Lors de notre descente sur terrain, certains problèmes se présentent comme un facteur de blocage du développement au sein des ménages urbains. Ainsi, afin de pouvoir les résoudre, nous souhaiterons nous adresser à l'Etat Malgache, aux différents Ministères responsables, les acteurs politiques, les responsables médiatique, ainsi que la population malgache pour qu'ils prennent compte des suggestions que nous supposons être réalisable

Section 1 : Au niveau des acteurs politiques

La résolution de la crise actuelle doit dépasser les acteurs politiques pour les raisons qui ont été évoquées précédemment mais surtout, parce qu'en trois ans de tentatives, ils n'ont abouti à rien. Elle doit par conséquent provenir d'un système exogène à la lutte politique pour le pouvoir. Pour répondre à l'équité des gouvernances futures.

Les trois propositions suivantes sont inséparables si on veut un monde politique plus équitable et plus juste.

1- Une CENI entièrement indépendante.

Il faut que les élections deviennent incontestables. Pour cela, il faut améliorer la CENI pour y inclure les représentants de tous les partis politiques, nous soulignons que ce ne sont pas les partis politiques opportunistes d'aujourd'hui mais ce sont les vrais partis politiques, les ONG nationaux ou les observateurs indépendants qui observent la vie politique, des organismes (ONG ou institutions) internationaux, les représentants d'une justice libre et les représentants des intellectuels.

Pour sortir de la crise, les instances internationales doivent financer cette commission, mais à terme le financement de son fonctionnement doit être inclus dans la loi de finance et ne doit souffrir d'aucune influence possible de la part de l'exécutif.

L'objectif est d'organiser des élections libres et transparentes mais surtout, mettre en place un système qui ne pourra plus jamais être remis en cause.

2- Rendre réellement indépendante la justice

Il s'agit d'un des points fondamentaux pour mettre en place l'équilibre des pouvoirs. Si l'exercice peut sembler long et difficile, il faut prendre la décision de le faire maintenant que le pouvoir exécutif est encore affaibli. Et il faut que cette décision ne puisse faire l'objet d'aucun retour en arrière.

La mise en œuvre de ce chantier sera alors remise à des personnalités malgaches dont les compétences juridiques sont incontestables et ils pourront faire appels à toutes les ressources nationales et internationales disponibles si nécessaires.

En contre partie, tous les politiciens sans exception (y compris ceux qui sont au pouvoir aujourd'hui) sont pardonnés de toutes leurs erreurs précédentes (quel que soit le nom qu'on donne à ce pardon : amnistie,). Mais pour cela, il faut que les personnes reconnaissent auprès d'une commission les « erreurs » commises. Autrement, la justice indépendante pourra toujours s'appliquer ultérieurement sur les crimes non avoués.

Il est évident que si tout le monde est pardonné, tout le monde doit pouvoir rentrer au pays et tout le monde doit pouvoir se présenter aux prochaines élections.

3- Réformer les partis politiques

Aujourd'hui une association de quelques individus peut se targuer d'être un interlocuteur politique. Il faut mettre un terme à cette ineptie et donner ses lettres de noblesses aux vrais acteurs politiques. Pour cela, il faut dépasser la barrière initiale du financement et mettre en place le financement des partis politiques par les finances publiques à l'instar de ce qui se fait en occident.

L'objectif est de mettre initialement toutes les idées et tendances majeures sur le même piédestal en terme de moyen financier mais cela implique aussi de limiter et vérifier strictement les autres sources de financements.

Le montant du financement doit être conséquent (en milliards d'Ariary) pour que l'intérêt soit réel.

En contre partie, les parties doivent exister et avoir un nombre minimum d'adhérents qui serait vérifié par un organisme indépendant comme la CENI par rapprochement avec la liste électorale par exemple. Pour réduire à 2 ou 3 le nombre de partis, un nombre d'adhérents minimal de 400.000 sur plan national serait fixé arbitrairement afin d'éliminer les opportunistes et les collusions politiques de l'espace publique et d'obliger les politiciens à gérer leurs coalitions à l'intérieur de leur organisation.

On détourne également ainsi la guerre de pouvoir pour la transition vers un vrai effort de terrain de la part des politiciens qui ambitionnent réellement de représenter le peuple et ses aspirations.

Par la suite, le financement proportionnel au nombre de voix obtenu me semble sensé dans la mesure où les adhérents doivent voter pour leur parti.

3.1- Comment faire ?

Réunir un nombre conséquent d'organisations sociales malgaches (patronats, religieux, observateurs politiques,...) et les représentants des forces de l'ordre pour constater l'échec de la négociation politique depuis trois ans.

Déclarer que la nation n'est pas l'exclusivité des politiciens et par conséquent ils doivent reconnaître leurs incapacités à résoudre le problème actuel et accepter cette voie alternative.

Faire la proposition (qu'on peut améliorer, amender, modifier) avec l'aval de la communauté internationale et y inclure une proposition de mise en œuvre immédiate avec un rendez vous électoral dans les plus brefs délais.

Le gouvernement restera inchangé jusqu'aux élections sauf concernant l'abolition du ministère de la justice et la constitution d'une CENI entièrement indépendante.

Section 2 : Au niveau des différents Ministères concernés et les responsables

D'après les résultats, les enfants, les femmes sont les plus concernés de la crise politique, donc les ménages dirigés par les femmes sont les plus victimes. Les ménages et/ou les individus présentent des niveaux de précarité variables dans les différents domaines de la vie, à savoir les ressources, l'emploi, l'éducation, la santé, etc.

1- Sur le plan social

Au vu des résultats ressortis à travers cette étude, nous avons formulé quelques recommandations qui pourront servir pour trouver des stratégies efficaces pouvant répondre aux besoins de la population malgache dans le contexte de la crise politique :

- ❖ Pour atteindre l'objectif de la scolarisation de tous les enfants scolarisables (âgés de 6 à 17 ans), les actions devront se concentrer beaucoup plus sur les enfants marginalisés, à savoir les enfants plus âgés (15 à 17 ans) et ceux issus des couches les plus défavorisées (vivant dans les ménages de taille élevée, dirigés par une femme et les plus pauvres).
- ❖ Face à l'évolution grandissante des enfants en bas âges inscrits à l'école et donc un risque de déséquilibre entre l'offre et la demande d'éducation, il y a lieu de prendre des mesures d'accompagnement adéquates dans le système éducatif. Celles-ci devraient viser à la possibilité d'accueillir dans des conditions favorables les élèves nouvellement inscrits, et d'assurer un enseignement de qualité à tous les élèves.
- ❖ Pour réduire la vulnérabilité des ménages en terme de sécurité alimentaire, il serait nécessaire d'assurer, de façon continue, la disponibilité des PPN, à des prix abordables qui pourront profiter les ménages les plus pauvres.
- ❖ La création d'emplois et des logements sociaux subventionnés, au bénéfice de ceux qui sont les plus défavorisés sont d'une importance cruciale, l'habitat et le travail étant toujours été cités parmi les besoins prioritaires des ménages, que ce soit dans l'immédiat ou pour le long terme. Pour l'emploi, les jeunes de 15-24 ans et les hommes de 35-54 ans mériteraient une attention particulière.

- ❖ Les femmes chefs de ménages sont un groupe qui mériteraient une attention particulière, vu la plus grande vulnérabilité de leurs ménages. Des programmes de transfert monétaire pour ce groupe pourraient être explorés.

L'éducation et la formation sont les meilleurs moyens pour une croissance économique et pour combattre la pauvreté dans un pays. On ne peut pas parler un développement tant la population ne son pas instruits, c'est a partir de l'éducation et formation que nous pouvons former les citoyens alors il faut améliorer l'ensemble de système éducatif. Toutefois, il s'agit essentiellement de diagnostiquer les principaux problèmes qui freinent le développement de l'éducation pour contribuer a la recherche de solutions appropriées a ces difficultés. Pour ce faire nous avons quelques recommandations pour le système éducatif.

Il faut alors une stratégie de développement a moyen terme du secteur de l'éducation, et améliorer l'ensemble de système dans l'enseignement primaire, secondaire, technique et professionnel et l'enseignement supérieur.

1.1- Une stratégie de développement à moyen terme du secteur de l'éducation

Une stratégie de développement a moyen terme du secteur éducatif peut être articulée autour des objectifs d'efficacité et d'équité.

La notion d'efficacité renvoie a la cohérence entre d'une part les priorités qui sont accordées aux différents sous secteurs, et d'autre part les conditions économiques actuelles et futures du pays. La notion d'équité se réfère aux disparités qui existent en matière d'accès aux services éducatifs entre des groupes de population, et à la répartition des ressources publiques entre ces mêmes groupes. Les analyses montrent que l'efficacité et l'équité du système éducatif malgache pourraient être amélioré a moyen terme au travers d'une stratégie visant notamment à :

- Universaliser un enseignement de base de qualité raisonnable, et développer les autres types de formation en fonction des besoins du marché du travail.

Une telle stratégie s'intègre pleinement dans le plan de réduction de la pauvreté du gouvernement qui s'appuie lui-même :

- sur des objectifs de croissance économique soutenue.
- sur l'association des populations défavorisées à ce processus de croissance, en donnant a celles-ci toutes les chances de contribuer au développement économique et donc de sortir de la pauvreté.

L'économie malgache est une économie duale dans laquelle cohabite un secteur agricole et informel important, et un secteur moderne peu développé.

- Dans le secteur moderne, les investissements dans l'enseignement technique et professionnel et dans l'enseignement supérieur sont tout à fait essentiels. Cependant, ces investissements doivent être à la mesure de la capacité d'absorption du marché du travail. L'expérience international montre sans ambiguïté que la croissance et le développement du secteur

moderne dépendent avant tout des politiques macro -économiques qui sont mises en œuvres. Si tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, un déficit de main d'œuvre qualifiée peut bien évidemment compromettre la croissance, mais il conduit inévitablement les plus formés au chômage et au sous emploi accroît leur insatisfaction et leur frustration et ceci au prix d'un gaspillage des ressources publiques. Afin de minimiser ces effets, il conviendrait donc de lier la croissance de l'enseignement supérieur, aux besoins du marché du travail.

- Dans les secteurs agricole et informel où les activités sont très diversifiées, toutes les observations s'accordent pour souligner que l'enseignement de base est l'investissement en capital humain le plus effectif. Il améliore la productivité des actifs du secteur agricole et du secteur traditionnel et a un impact tout à fait significatif dans d'autres domaines, comme la santé ; de plus, il contribue à augmenter l'égalité des chances. Dans des pays comme Madagascar, l'éducation de base est de loin l'investissement qui est le plus rentable tant d'un point de vue économique que social.

1.2- Enseignement primaire

Dans la situation actuelle à Madagascar, l'enseignement primaire reste la priorité parce que la performance du système éducatif est particulièrement faible à ce niveau d'études. Les taux de survie sont peu élevés principalement parmi les enfants issus des familles pauvres ; les redoublements sont bien trop fréquents et les niveaux d'apprentissage restent encore faibles. Beaucoup de ces problèmes trouvent une explication dans une gestion peu cohérente du processus d'allocation des enseignants aux écoles, une mauvaise organisation du temps, et une gestion peu efficace du processus pédagogique dans les écoles et dans les classes. Alors les principaux défis que doit relever l'enseignement primaire sont les suivants :

- Améliorer la rétention des élèves à l'école et réduire les redoublements
- Rendre plus cohérente l'allocation des enseignants aux écoles et plus rationnelle l'utilisation de leur temps.
- Améliorer les apprentissages des élèves en fournissant les moyens nécessaires, mais surtout en gérant mieux le processus pédagogique dans les écoles et les classes.

1.3- L'enseignement secondaire

Au cours de la décennie 90 premiers cycles de l'enseignement secondaire général ont très peu augmenté alors que ceux du deuxième cycle ont diminué. Dans le même temps, le secteur privé s'est développé de façon importante ; en effet, entre 1990 et 1998, le nombre d'élèves inscrits dans des établissements publics s'est réduit de 12% dans le premier cycle et de 26% dans le second cycle. A la fin des années 90, le secteur privé scolarisait respectivement 45 et 49% des effectifs du premier et du second cycle. D'après l'étude sectorielle, deux questions sont importantes pour l'avenir de l'enseignement secondaire, à savoir :

- Comment intégrer l'expansion de ce niveau d'éducation dans la stratégie d'ensemble de développement du système éducatif ?
- Comment rationaliser la production de services éducatifs d'un système qui, dans l'avenir encore, comptera un grand nombre d'établissements de petite taille ? En tant que producteur direct de ces services, les principaux défis que doit relever le gouvernement sont les suivants :
 - Augmenter modérément les effectifs du premier cycle de l'enseignement secondaire et mettre davantage l'accent sur l'amélioration de la qualité du second cycle que sur son développement.
 - Tirer partie des économies d'échelle et faire un meilleur usage de la polyvalence des enseignants afin de mieux gérer des coûts unitaires de production trop élevés.

1.4-L'enseignement technique et professionnel

Des réformes de grande ampleur, mais sans doute trop axées sur les structures de gestion du système, ont été mises en œuvre récemment. Mais malgré celles-ci, des progrès très importants restent encore à faire pour augmenter la performance interne d'un secteur dont l'évolution est indissociable des besoins de qualification futurs du marché du travail. D'après l'étude de secteur, le système public d'enseignement technique et professionnel devrait relever, entre autres, le défi suivant :

- Rationaliser la production des services éducatifs à un coût raisonnable pour satisfaire les besoins du marché du travail

1.4-1. Les besoins de formation

L'enseignement technique et professionnel occupe une place relativement modeste dans le système éducatif malgache ; en effet ce secteur accueille aujourd'hui moins de 10% des effectifs d'élèves inscrits dans l'enseignement secondaire. Compte tenu du contexte macro-économique dans lequel se trouve Madagascar, la taille de ce secteur ne devrait sans doute pas croître de façon très importante à moyen terme. Par contre, le secteur devrait s'attacher à combler une partie des déficits de qualification des jeunes générations d'actifs qui sont importants, et qui n'ont *pas* cessé d'augmenter sous le coup de la faible performance du système d'enseignement primaire au cours des années passées. Compte tenu de la variété des besoins à satisfaire, ces activités de requalification devraient reposer sur des structures souples, et s'effectuer dans un cadre qui mettrait en concurrence les secteurs public et privé de formation sur la base de critères et de mécanismes de financement transparents. Par ailleurs, des évaluations périodiques des résultats, ainsi que d'autres mesures destinées à encourager la responsabilité financière, devraient être mises en place afin de s'assurer de l'utilisation à bon escient des fonds engagés.

1.5- L'enseignement supérieur

Des réformes importantes ont été mises en place au cours des années 90. Elles ont profondément changé la distribution des dépenses publiques d'éducation, la part réservée à l'enseignement supérieur étant passée de 32% au début des années 90, à environ 14% à partir de l'an 2000.

Ces réformes se sont traduites en particulier par une diversification accrue de l'institution, qui est sans doute un des ses atouts majeurs, et par une plus grande maîtrise des effectifs d'étudiants et des dépenses sociales. Cependant, les efforts réalisés jusqu'à présent ne doivent pas occulter les besoins de réformes visant à améliorer l'efficacité à la fois interne et externe du système.

Les principaux défis que devrait relever le secteur sont les suivants :

- Rationaliser la structure du système pour améliorer la qualité et répondre aux besoins du marché du travail
- Améliorer la gestion du personnel, en particulier celle des heures complémentaires et des Personnels Administratifs et Techniques (PAT)

1.6- Acquisitions scolaires et pauvreté

Si l'on veut cibler particulièrement les pauvres et donc joindre les deux objectifs d'une éducation de qualité et d'une réduction de la pauvreté, il faut d'abord se poser la question : pourquoi les pauvres, ont-ils souvent de plus mauvais résultats que leurs camarades de classe plus aisés? Il paraît que ce n'est pas le manque de moyens financiers en tant que tel qui entraîne ce résultat. Cependant, sans un minimum de ressources, certains outils favorables à l'apprentissage, notamment les livres et d'autres médias, ne peuvent pas être achetés. De plus, la pauvreté est souvent accompagnée de malnutrition et de problèmes de santé qui rendent difficiles la scolarisation régulière et les apprentissages des enfants. Par ailleurs, dans un milieu pauvre, le contexte familial est souvent défavorable aux acquisitions des enfants: les parents sont souvent eux-mêmes analphabètes et les enfants manquent de temps, d'espace et de calme pour faire les devoirs etc.

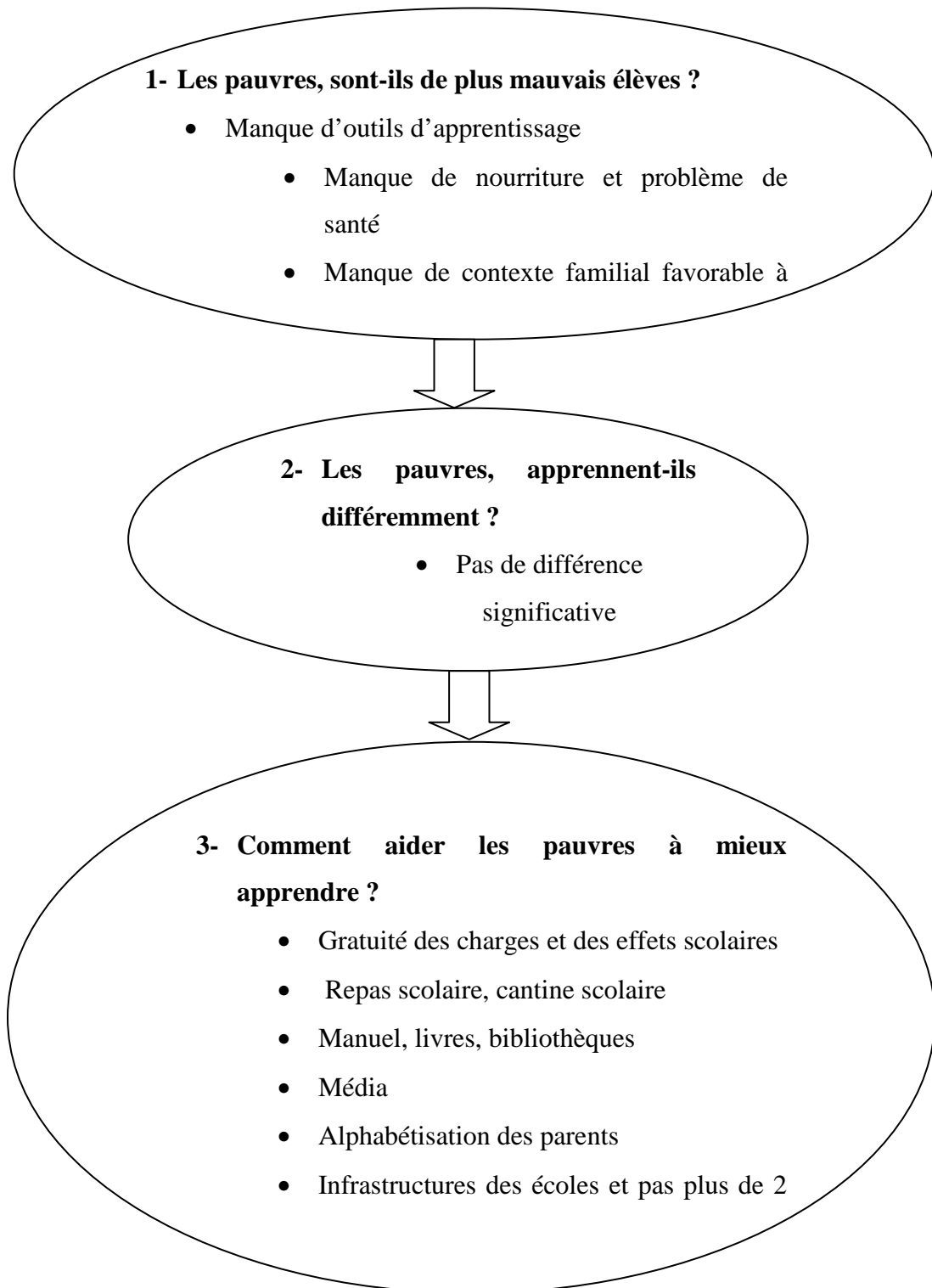
A partir de ce constat, on peut se demander si l'apprentissage des pauvres est plus sensible par rapport à certaines variables que l'apprentissage d'autres enfants. Par exemple, on pourrait supposer que les pauvres, eux, profiteraient d'un petit nombre d'élèves dans la classe parce qu'ils ont un besoin particulier d'être encadrés et suivis individuellement. Cependant les données ne supportent pas ce genre d'hypothèse et il semble qu'il n'y ait pas de différence significative entre l'apprentissage des enfants d'un milieu pauvre et d'un milieu aisé, mis à part les problèmes discutés plus haut.

Quelles sont donc les mesures appropriées pour aider les enfants pauvres à mieux apprendre ?

Ce sont des mesures qui répondent aux problèmes particuliers des pauvres: Dotation en outils pédagogiques, des kits scolaires, alimentation régulière et équilibrée et enrichissement culturel de leur

environnement familial. Concernant les outils pédagogiques, on se retrouve encore une fois avec la recommandation prioritaire de donner accès aux livres. Cette mesure n'est donc pas seulement efficace pour tous les enfants, elle s'avère aussi particulièrement importante pour réduire le désavantage des enfants pauvres. La disponibilité d'autres médias, on l'a déjà vu, est plus coûteuse à réaliser et moins bénéfique en termes d'apprentissage. L'efficacité de l'alphabétisation des parents dépend du contexte. Cependant une autre mesure très bénéfique pour les élèves ressortissant d'un milieu pauvre est l'introduction de repas scolaires. Comme les coûts d'une cantine scolaire et d'un déjeuner complet pour tous les enfants ne sont pas négligeables, on peut également considérer des mesures intermédiaires comme une distribution de lait ou d'autres petites collations riches en vitamines et en minéraux. Par ailleurs il peut être envisagé de limiter la distribution gratuite aux familles les plus démunies. Tout effort dans cette direction est susceptible non seulement d'améliorer les performances scolaires des élèves concernés, mais aussi d'augmenter le taux de scolarisation chez les enfants pauvres et de réduire sensiblement leur taux de déperdition.

Ce résumé nous permet d'apprécier concernant les acquisitions scolaires et pauvreté.

Figure n° 2 : Acquisitions scolaires et pauvreté

2- Sur le plan économique

2.1- Sur le marché du travail et la problématique de l'emploi

Nous voyons que la crise politique a des conséquences directes sur le marché du travail et sur l'emploi, il faut d'abord résoudre les problèmes politiques, entraînant la fermeture des entreprises, l'accroissement du taux de chômage, les sous-emplois... et après il faut améliorer et mesurer le développement humain qui est un moyen pour évoluer le marché du travail. Le concept de développement humain vise à placer l'homme au centre du développement.

Le secteur des micro-entreprises est un instrument potentiel de développement humain à Madagascar. De par son effet de taille, ce secteur occupe une place importante dans la création de richesses du pays (générant 41,5% des richesses créées par le secteur privé hors secteur primaire), richesses qui seraient distribués sous toutes les formes de rémunération du travail. Par ailleurs, avec des coûts de production restreints par rapport aux autres types d'entreprise, dans les micro-entreprises, une unité de valeur ajoutée peut être générée par 1,47 unité de chiffres d'affaires contre 1,63 unité chez les petites et moyennes entreprises et 2,51 unités chez les grandes entreprises. Dans le secteur de l'emploi formel, il s'avère que les micro-entreprises occupent une place importante dans la création d'emploi et dans la réduction du taux de pauvreté, plus que les grandes entreprises.

Si l'on s'en tient aux statistiques au cours des trois dernières années, les micro-entreprises ont pu offrir un emploi permanent à 77 728 personnes, contre 70 149 pour les grandes entreprises. Et dans l'ensemble, elles ont pu offrir 413 446 emplois directs sur 753 353 (en 2007), soit plus d'un actif concerné sur deux. Ainsi, agir sur les micro-entreprises à travers diverses politiques socio-économiques revient ainsi à cibler une frange de population importante dans le secteur privé, et en particulier s'il s'agit de politiques amenant à améliorer le développement humain à Madagascar.

Une autre potentialité des micro-entreprises dans le développement humain est aussi palpable de par son effet taille. Si le secteur privé formel se dénombre à 211 315 entreprises (en 2007), 96,3% sont catégorisées dans les micro-entreprises. Le secteur des micro-entreprises constituerait ainsi une base fiscale tangible pouvant alimenter de manière significative le compte des ressources collectives. Selon leur utilisation, ces ressources pourraient alors contribuer à l'amélioration du développement humain du pays. L'état comptable des entreprises laisse cependant apparaître un faible apport des micro-entreprises dans la formation des ressources collectives qui sont composées de Taxes indirectes et Versements assimilés, de Charges sociales et (d'Impôts sur les bénéfices. Apporter une amélioration au système fiscal existant en vue d'accroître l'apport des micro-entreprises marquerait alors une plus forte contribution de ces dernières au développement humain à Madagascar. Cette avancée revêtirait toutefois un caractère délicat dans la mesure où elle contraindrait les micro-entreprises à baisser les salaires et traitements versés aux employés, toute chose égale par ailleurs, salaires qui sont déjà à un niveau restreignant le développement humain de cette frange de population.

Cependant, la performance des micro-entreprises est altérée par le bas niveau d'investissements, limitant leur capacité à s'épanouir davantage. En effet, Les modes de financement

des micro-entreprises reflètent leur précarité. La structure des modes de financement utilisés par le secteur des micro-entreprises confirme la précarité des activités de la majeure partie d'entre elles. Leurs investissements restent jusqu'à présent dépendants de leurs fonds propres. De ce fait, les investissements effectués par le secteur affichent un niveau assez faible, pour la grande majorité, comparativement aux autres catégories d'entreprises (PME et grandes entreprises). Toutefois, l'accès aux crédits, bancaire ou des IMF, reflète un niveau de développement des micro-entreprises assez important. Les clients des IMF génèrent plus de chiffre d'affaires que la moyenne du secteur des micro-entreprises. Et le profil des micro-entrepreneurs clients des IMF est majoritairement féminin et plus éduqué que la moyenne. La principale question à ce niveau est donc l'élargissement de la clientèle du secteur financier formel à la majorité des micro-entreprises. Un renforcement de capacité de ces unités s'avère donc nécessaire pour un véritable essor des micro-entreprises et pour renforcer leurs contributions au développement.

De l'avis des micro-entrepreneurs, ce bas niveau d'investissements est également dépendant de l'environnement économique, notamment de la demande intérieure et de la structure du marché. Ces facteurs augmentent leur vulnérabilité aux risques qui entravent tout effort d'investissement. Et à cela s'ajoute leur faible capacité en matière de Marketing Management liée à leur faible niveau d'instruction (55,7% des entrepreneurs sont de niveau primaire, 28,3%, sans instruction).

De telles lacunes justifient la prise en considération d'une série de recommandations relatives au renforcement des capacités des micro-entreprises, à leur financement, à l'environnement des affaires.

En ce qui concerne le financement des entreprises, des études plus poussées aussi bien quantitatives que qualitatives sont plus que nécessaires pour déterminer les comportements de financement des micro entreprises du fait qu'elles affirment avoir besoin de crédit alors qu'elles s'en remettent continuellement aux financements propres. Dans la même perspective, il est suggéré de mettre en place des mécanismes appropriés en vue de fournir des soutiens financiers aux micro-entreprises, d'appuyer le développement des institutions de micro-finances plus favorables aux micro-entreprises et plus accessibles à une frange plus élargie des micro-entreprises qui doit être accompagné par des formations en management . Il est autant nécessaire de susciter l'intérêt des banques primaires sur le financement des micro-entreprises du moins formelles puisque ces dernières affichent déjà un montant assez conséquent de demande crédit et avec leur nombre, ce montant est très élevé en terme de montant total.

Pour ce qui est de l'environnement des affaires, il est fondamental d'élaborer une véritable politique d'appui spécifique à l'endroit de ces entités de petite et très petite taille, pour qu'elles puissent se développer et contribuer pleinement au développement économique et social du pays. Dans cette optique, les mesures suivantes pourraient être envisagées :

- Instaurer des mesures spécifiques pour faciliter la création des micro-entreprises et pour favoriser la formalisation des entités opérant dans le secteur informel.

- Mettre en place des guichets spécifiques aux petites et micro-entreprises
- Adopter des mesures fiscales incitatives pour promouvoir les investissements dans les petites et micro entreprises (à l'image des codes des investissements du début des années 90)
- Elaborer des procédures particulières et simplifiées pour la formalisation d'entreprises du secteur informel (exemples, suppression à titre exceptionnel des droits et taxes à payer durant la période de création et démarrage, réduction au strict minimum des « documents » exigés, etc.)
- Elaborer un programme approprié de développement entrepreneurial, visant en particulier l'émergence et le développement des micro-entreprises et la culture entrepreneuriale du pays : initier la culture de formation, inculquer la culture d'entreprise et la culture de compétition, inciter les micro-entrepreneurs à être plus rigoureux dans leur gestion, adopter la tenue de comptabilité pour les micro-entreprises, intégrer un module de culture d'entreprise dès la classe de primaire.
- Intégrer des mesures accompagnant le développement entrepreneurial : sur le plan administratif et financier.
- Procéder à l'étude d'un système pérenne d'allègement des coûts du crédit aux micro-entreprises (par exemple, taux bonifié) et de mise à disposition de fonds spécifiques aux micro-entreprises
- Mettre sur pied les structures d'appui spécifique aux petites et micro-entreprises pour répondre à leurs besoins d'assistance : dans le style des « business development center ». On peut penser au développement des CGA (ou CSA pour le secteur agricole) vers des prestations intégrées, visant non seulement les besoins de développement de système managérial mais aussi les capacités entrepreneuriales globales de la firme.
- Appuyer les Micro-entreprises à être capables elles-mêmes à faire des prospection des marchés à travers la culture de prospection et de diversification des activités, la mise à disposition des informations sur le marché, la mise en exergue de l'intérêt des associations de producteurs ou de groupement ou de coopérative.
- Appuyer les Micro-entreprises à être capables elles-mêmes à procéder à la diversification et à la prise en compte des branches porteuses à travers : la mise à disposition des informations sur le marché notamment les branches porteuses, à l'incitation à l'orientation des activités vers des branches spécifiques comme l'hôtellerie, l'industrie et les services.
- Accroître le niveau d'éducation et de formation des promoteurs et des travailleurs du secteur des micros entreprises ; à moyen et long terme : continuer la politique d'achèvement scolaire de base de niveau au moins secondaire, mettre en place une politique d'accession des jeunes du milieu urbain secondaire et du milieu rural à la formation supérieure ; à court terme : initier

la culture de formation, sensibiliser sur la nécessité d'une formation de base mais de courte durée.

- Accroître le capital et la productivité des micro-entreprises de par la facilitation à l'accès au financement et au crédit, à l'accès aux grosses commandes, à l'accès aux équipements modernes mais adaptés aux activités des micro-entreprises, à l'accès aux informations sur le marché, mais aussi à l'inculcation de la culture d'accumulation et de l'orientation d'activité de type « industrie industrialisante ».

En dernier lieu, il faut noter que ces recommandations ne concernent que les actions cruciales à mettre en œuvre pour atteindre deux objectifs : rendre les micro-entreprises plus pérennes et en croissance et rendre les micro-entreprises plus créatrices d'emplois. Toutefois, il est utile de mentionner qu'en ce qui concerne la structure d'appui à mettre en place et les intervenants en terme d'appui, des études plus poussées et plus approfondies aussi bien quantitatives et qualitatives sont plus que nécessaires du fait que les micro-entreprises sont très nombreuses, très hétérogènes et très éparpillées. Contrairement au cas des PME et des grandes entreprises, elles sont plus difficiles à cerner et à cibler d'autant plus qu'à l'intérieur des micro-entreprises, il existe aussi des sous segments d'entreprises.

Si les grandes sociétés sont souvent bien desservies par le système bancaire en place, les progrès dans le financement des Petites et Moyennes Entreprises (PME) sont restés beaucoup plus lents. La stratégie nationale de micro-finance répond à l'attente des micro-entrepreneurs mais des actions complémentaires pourraient être développées à travers la mise en place de fonds de garantie et de bonification, la simplification de la réglementation des droits de propriété ou encore le développement de programmes de renforcement des capacités des acteurs du secteur privé.

2.2- Sur le secteur tourisme

Quand on parle de la crise politique, le secteur tourisme est parmi le secteur plus touché à cause de l'insécurité surtout, à part de ce problème politique, il est indéniable de souligner que le secteur tourisme a aussi beaucoup de faiblesse. Il est nécessaire d'apporter des solutions appropriées.

Les faiblesses actuelles peuvent être récapitulées de la façon suivante:

- Il n'existe pas assez d'institutions privées et publiques clairement définies pour l'organisation, la coordination et le contrôle du développement du tourisme et des activités touristiques.
- Application pratique limitée des directives générales du tourisme et des lois gouvernementales existantes (par exemple code du tourisme).
- Les institutions existantes ne sont pas efficaces (Maison du tourisme).
- Mauvaise coordination des activités entre le secteur public, privé et les organismes gouvernementaux.

- Manque d'appui officiel pour les industries du secteur tertiaire en général, et particulièrement le tourisme.

Nous avons quelques recommandations comme les suivantes :

➤ Recommandations pour le cadre législatif

Afin de développer le secteur touristique sur des bases solides, un cadre législatif efficace et pertinent est essentiel. Pour cela, le Ministère du Tourisme devra se faire le champion gouvernemental du secteur du tourisme.

A présent, les lois suivantes sont directement liées au développement du tourisme:

➤ Le Code du Tourisme

Le Code du Tourisme a été développé il y a plusieurs années mais n'a pas encore été appliqué. Pourtant ces lois représentent une bonne base pour le développement du tourisme et le code devrait être utilisé dès que possible. Les modifications nécessaires apparaîtront par la suite.

Recommandations:

- application active du Code du Tourisme existant par le Ministère du Tourisme
- révision des lois à moyen et long terme (après deux et cinq ans) en collaboration avec l'ONTM

➤ Les lois sur la propriété foncière

Il y a peu de temps, l'investissement international dans le tourisme était encore gêné par le bail emphytéotique. Mais depuis septembre 2003, une nouvelle loi favorise l'achat de terrains par les étrangers)

Recommandations:

- appuyer l'introduction la nouvelle loi
- suivre de près ses effets sur les investissements internationaux dans le tourisme et informer les Ministères respectifs

Les taxes suivantes influencent le développement du secteur touristique:

➤ La TVA

Le pourcentage actuel de la TVA ne favorise aucunement le développement du tourisme et devrait donc être modifié.

Recommandations:

- encourager la réduction de la TVA sur tous les services touristiques (15% pour hébergement et services, 5% pour restauration et boissons)

➤ La vignette touristique

La vignette touristique, taxe levée par la Maison du Tourisme, était supposée financer la promotion de la destination Madagascar. Malheureusement, le système a échoué à cause de la crise et de la mauvaise gestion de la Maison du Tourisme.

Dans un certain nombre de pays, y compris la France, l'Autriche et l'Allemagne, le système marche bien. Les visiteurs paient un supplément sous forme de taxe pour chaque nuit d'hôtel. En France, le montant varie entre 0,15 € et 1,07 € par nuit et par personne suivant le type d'hébergement. Avec une bonne gestion, le système pourrait aussi réussir à Madagascar.

Recommandations:

- mise en place d'une taxe touristique par le Ministère du Tourisme
- perception des revenus et suivi par l'ONTM
- utilisation d'un grand pourcentage de la taxe pour des activités promotionnelles pour la ville ou région où la taxe a été prélevée
- développement d'un système d'amendes pour les établissements refusant de déclarer leurs vrais revenus

Il serait aussi possible d'inclure la taxe directement dans le prix du billet d'avion mais ce système n'apporterait aucun bénéfice direct à la région visitée.

Les normes et les lignes directrices suivantes sont importantes pour le développement d'un tourisme durable à Madagascar:

➤ La classification hôtelière

La classification hôtelière permet de séparer les hôtels en différentes catégories d'après un certain nombre de critères. C'est un outil de marketing important qui aidera à améliorer les normes de qualité au niveau national. De plus, il permettra de créer des normes de qualité uniformes dans les catégories respectives et encouragera la transparence du marché. Avec un tel système, les tours opérateurs et les visiteurs sauront ce qu'ils peuvent attendre du service, de la qualité et du prix. Les tarifs devront correspondre au nombre d'étoiles de l'hôtel.

Bien qu'il existe déjà un système de classification hôtelière à Madagascar, ce système est extrêmement compliqué et restrictif et ne correspond pas toujours aux normes internationales, ce qui entraîne la confusion des touristes. Les visiteurs qui choisissent un hôtel quatre étoiles seront déçus si la qualité de l'hébergement ne correspond pas à un quatre étoiles à l'étranger. De plus, la majorité des infrastructures touristiques ne sont même pas classifiées. Ce système pourrait également fonctionner à Madagascar.

Recommandations:

- révision du système de classification hôtelière existant.

- classification systématique de tous les établissements pertinents.

➤ Les standards de l'Ecotourisme

Pour l'instant, aucun standard ne guide le développement durable de l'écotourisme à Madagascar. Pourtant la création de tels standards aiderait énormément au développement de produits adaptés en prenant en compte tous les secteurs du tourisme (tours, hôtels, transport, etc.)

Recommandations:

- création de standards pour les gîtes éco-touristiques et les campings dans les parcs nationaux. Les nouvelles constructions devront respecter les normes environnementales.
- Ces dernières ne devront pas être trop strictes afin de permettre de nouvelles solutions créatives.
- création de standards pour les services touristiques avec une approche écologique (tours, transport, ...)
- développement d'un écolabel attribué aux hôtels et autres services pour une gestion environnementale de haute qualité.
- promotion d'un système d'homologation hôtelière par ISO (International Standards Organisation) ou introduction prochaine de la distinction Green Global dans l'industrie touristique

➤ La concession de licences pour les compagnies touristiques

Dans le passé, le Ministère du Tourisme était très généreux avec la concession de licences touristiques. De ce fait, le nombre de compagnies touristiques existantes est très élevé alors que seule une petite proportion de ces compagnies, offre des services.

Cette situation a donné au secteur, une image confuse et peu professionnelle.

Recommandations :

- Nouvelles licences délivrées uniquement aux compagnies qui pourront prouver un volume d'activités raisonnable.

➤ La concession de licences pour les taxis

Les emplois illégaux sont problématiques dans les secteurs économiques non structurés, particulièrement pour les taxis et location de voitures (un grand nombre de malgaches travaillent au noir en tant que chauffeurs de taxi). L'introduction d'un système permettant d'identifier les voitures autorisées, limitera la croissance de ce secteur. De plus, si seules les voitures autorisées circulent, les problèmes d'assurance en cas d'accident, seront résolus.

Recommandations:

- introduction du système de licences pour les taxis avec contrôles de sécurité réguliers

- système permettant d'identifier les taxis autorisés (badges pour les chauffeurs, plaques d'identification fixes à l'intérieur de la voiture, avec le nom du chauffeur, visible des clients).

3- Sur le plan psychologique

Quelques facteurs psychologiques constituent une influence négative au développement d'un pays (local, communal, régional, national) et entraîne la crise politique qui est cyclique. La plupart de malgache a une tendance de fuir la responsabilité ou il ya le manque de civisme et civilité. En plus les politiciens n'ont pas même un esprit patriotisme, et les intellectuels ne prennent pas leur responsabilité face à la mauvaise pratique politique des politiciens dans ce pays. Et un de grand problème est la fuite de cerveau Malgache.

Cette section sera consacrée sur le changement de mentalité et l'amélioration des relations entre tous les citoyens malgaches.

- **Faire la population malgache de bons citoyens (ECC)**

Après l'éducation et la formation, il faut une éducation civique et citoyenne dans tous les domaines (écoles : enseignement primaire, secondaire, supérieur même dans le domaine du travail dans la famille, les partis politiques, des associations, au sein de gouvernement...)

Il faut que l'école n'est pas seulement un lieu d'instruction, une instruction puisse être civique si elle n'est pas en même temps morale ; instruire ce n'est pas seulement transmettre des informations, c'est étymologiquement outiller les enfants, leur donner des instruments pour l'existence. Telle est la responsabilité de la famille.

C'est à travers de l'Education Civique et Citoyenne que la population malgache devient de bons citoyens, et elle sait les droits et les obligations pour être un citoyen.

3.1- Les droits

On peut distinguer plusieurs types de droits.

- Les droits politiques : c'est le peuple qui a le pouvoir. On parle de souveraineté nationale. Par le vote, il choisit ses représentants à qui il confie les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire. Lors du référendum, il donne directement son avis sur un sujet précis.
- Les droits individuels : il s'agit de tout ce qui concerne les libertés fondamentales : liberté d'aller et venir, d'avoir une vie privée, d'exprimer son opinion...
- Les droits économiques et sociaux : ils sont fondés sur la solidarité et reconnaissent à tous le droit à l'instruction, à la santé et à un revenu minimal.

3.2- Les devoirs

Avoir des droits implique de respecter ceux des autres.

- Le respect d'autrui : la civilité et le civisme sont la base de toute vie en communauté.
- Le respect des biens publics
- L'obéissance à la loi : elle est l'expression de la volonté collective.
- La participation au fonctionnement des institutions démocratiques du pays : payer des impôts, être juré, voter (même si la loi n'oblige pas le citoyen)...

L'essentiel, Etre citoyen, c'est disposer de droits et assumer des devoirs. Il faut faire une place à part aux droits politiques. « Voter est un droit, c'est aussi un devoir civique. »

Etre citoyen, c'est avant tout pouvoir s'exprimer par le vote : la citoyenneté au sens strict dépend donc de la nationalité. Mais être citoyen, c'est aussi participer à la vie de la cité (polis en grec), à la vie politique et à la vie de la société avec un projet : celui de modifier la société, totalement ou en partie.

L'Education Civique et Citoyen (ECC) est une lutte contre la manipulation politique de la part des politiciens envers la population malgache.

Devoirs du citoyen

Le système démocratique implique aussi des *devoirs* :

- participer au processus de désignation des gouvernants ;
- respecter l'issue du scrutin ;
- Obéir aux lois, expression de la volonté générale
- Faire la population malgache, les politiciens être responsable.

Le mot responsable évoque la réponse et son suffixe la capacité ; être responsable signifie « être capable de répondre ». La réponse est toujours un acte second qui suit une question. Elle résout un problème, donne une solution, satisfait un questionneur.

Quand nous sommes médecin, homme politique, père de famille, journaliste, chef d'entreprise, dirigeant syndical...il faut que nous sommes tous « avoir la capacité à répondre de ses actes ». Je suis responsable signifie littéralement je peux répondre.

C'est peut être aujourd'hui le personnage le plus oublié dans la cité, c'est-à-dire, celui qui précisément l'habite et en est par principe l'acteur principal. En son concept, le citoyen est un être rationnel et responsable. Certes, chaque homme est animé de passions, de désirs, de pulsions qui ne permettent pas de toujours augurer des pensées et des actes rationnels de sa part. Mais l'homme n'est pas encore le citoyen. Ce dernier est l'objet d'une pétition de principe, fondatrice de la république. La passivité, l'apathie, l'indifférence par rapport à la chose publique sont contradictoires avec la notion même de citoyen. Certes les cas existent, comme il existe bien des actes immoraux. Mais c'est n'être pas responsable que d'en reporter tout le poids sur l'homme politique ou l'Etat quand soi-même on se désintéresse de leurs actions : nous retrouvons là le symptôme du non-responsable qui se retourne pour

désigner un autre homme ou une autre instance. Le repli sur soi, l'égoïsme ou l'individualisme sont le cimetière de la république.

L'homme politique responsable, ayant un esprit patriotisme.

Tous les horizons, entreprises, médias, médecine ou monde politique émerge la revendication de responsabilité.

Que signifie aujourd'hui ce phénomène ? Est-il un effet de mode ou la volonté d'une nouvelle exigence morale ? La responsabilité peut-elle être le repère dont notre monde instable et incertain semble avoir tant besoin ?

Pour répondre à cette question, il faut débarrasser le mot des ambiguïtés liées à l'idée de culpabilité comme à celle de pouvoir, distinguer ses usages juridiques et moraux, défi essentiel à l'action et à l'engagement envers autrui.

Il est le Temps des responsables, un temps qui est peut-être déjà le notre mais qui doit surtout devenir celui de nos enfants. Encore faut-il que la responsabilité soit le ressort de toute éducation tant dans la famille qu'à l'école.

Que la responsabilité soit désormais la « clef de voûte de tout l'édifice moral », comme disait Kant, il faut le démontrer pour le concept et le montrer pour les pratiques.

D'un côté, démontrer l'insertion de la responsabilité dans un discours de notre temps ; de l'autre, mieux formuler nos responsabilités là où nous sommes ou nous agissons, en les dégagant des usages confus qui les obscurcissent.

Section 3- Les causes de la pauvreté et les voies de sortie de la pauvreté selon HANS

MAIER

1- Les causes de la pauvreté

Les causes de la pauvreté sont essentiellement structurelles : ils nomment d'abord le chômage massif et, si on trouve un emploi, le salaire minimum totalement inadéquat par rapport au minimum vital nécessaire pour faire vivre une famille moyenne. La crise politique a accentué la précarité de l'emploi. Autour de la capitale, plus de 100. 000 employés de la Zone Franche sont en chômage technique et craignent la perte d'emploi. A Diego, faute de touristes, des restaurants doivent renvoyer leurs employés. En deuxième lieu, on signale les dysfonctionnements de l'éducation nationale qui prive une partie importante de la jeunesse de la condition préalable pour l'accès à une formation professionnelle et à un emploi qualifié. Pour le secteur agricole, ce sont mes prix trop bas des produits agricoles et la faiblesse ou l'inexistence de structures d'appui au développement rural, qui font sombrer la majorité rurale dans la pauvreté. Enfin, c'est l'insécurité générale dans le pays qui paralyse les efforts pour sortir de la pauvreté. Il n'y a pas de jours sans attaques armées dans les journaux.

2- Les voies de sortie de la pauvreté

On souligne que la pauvreté peut aussi éveiller des énergies et des stratégies de survie. Lorsque dans les villes le prix de l'huile comestible et de la farine a diminué, le nombre de gargotes offrant des pâtisseries frites a considérablement augmenté. Et il y a des exemples, comme les groupes

de femmes organisées dans le cadre du programme Toko Vato, qui montrent que les pauvres peuvent sortir de leur misère si on arrive à mobiliser leurs propres capacités, leur fierté et la solidarité qui les lie entre eux.

Par ailleurs, il existe toute une gamme de programmes non gouvernementaux qui lutte contre la pauvreté, aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain. Pour ne donner qu'un échantillon, les programmes d'alphabétisation, de promotion de la santé, de soutien d'initiatives d'auto-promotion, les programmes d'amélioration de la productivité agricole et ceux de micro crédits...tous ces programmes contribuent à la diminution de la pauvreté. Mais pour avoir un impact plus politique de leurs actions, notamment par la promotion ciblée d'une société civile : celle-ci devrait émerger du développement communautaire initié par ces Eglises et ONG. Car seule une société civile forte et représentative de la population pourra revendiquer une lutte conséquente contre la pauvreté de la part de l'Etat, par exemple par l'augmentation des budgets pour les secteurs sociaux comme la santé, l'éducation, le travail et la sécurité sociale, et par un suivi conséquent de la réalisation des programmes soutenus.

Section 4 : Perspective d'avenir

Nous venons de proposer des solutions que nous espérons pouvoir résoudre les fonds des problèmes se présentant comme un facteur de blocage de développement urbain et aussi le développement national. Quand les citoyens sont instruits et responsables avec un Etat sans corruption, une bonne gouvernance souhaitable, nous pouvons combattre la pauvreté et notre mentalité change.

1- Inciter au non à la corruption

Madagascar s'est engagé dans la lutte contre la corruption depuis le 2004, Il a concrétisé sa volonté de combattre la corruption par l'adoption d'un instrument juridique à l'échelle mondiale qu'est la Convention des Nations Unies contre la corruption. Il a procédé à la mise en conformité de la législation nationale à ladite Convention.

Un Bureau Indépendant Anti-corruption ou BIANCO a été mis en place en octobre 2004 en application de l'article 18 de la loi n° 2004-030 du 9 septembre 2004 sur la lutte contre la corruption.

La corruption est désormais perçue comme un véritable cancer qui ronge la société, mais surtout, une entreprise illégale à hauts risques passible d'une sanction pénale.

Il faut donc combattre la corruption parce qu'elle engloberait un usage abusif du pouvoir et de l'autorité attachés à la fonction publique ou du pouvoir dont un individu est détenteur en vertu de la situation particulière qu'il occupe dans la vie publique.

Pour réaliser l'objectif de combattre la corruption, il faut :

➤ Des actions de prévention :

Veiller à ce que les procédures et pratiques des systèmes des secteurs public et privé favorisent la probité ;

Conseiller et assister toute personne physique et morale, publique ou privée sur les mesures susceptibles d'éliminer les opportunités de corruption ;

Développer les partenariats avec les différentes cellules anti-corruption en vue de redynamiser le système local d'intégrité.

- Assistance et crédibilisation des concours

Afin de promouvoir la transparence dans le recrutement des agents de l'Etat, il faut que le Bureau Indépendant Anti-corruption contribue avec le code de déontologie de l'Administration et de la bonne conduite des agents de l'Etat à la sécurisation des concours administratifs, et à cet effet, a réussi à consacrer par décret la standardisation de la procédure en la matière.

- Analyse des systèmes et procédures
- Promotion du mouvement éthique par l'accompagnement des différentes entités publiques ou privées dans l'élaboration et l'animation des codes de déontologie, codes de conduite et pactes d'intégrité
- Promotion de la transparence et de la bonne gouvernance dans les services Publics
- Développement du partenariat avec les secteurs

➤ Des actions éducation et Communication

- 1- éduquer et sensibiliser le public sur les dangers que peut engendrer la corruption.
- 2- éduquer et sensibiliser le public à refuser et à dénoncer la corruption
- 3- développer et encourager le soutien du public à la lutte contre la corruption.
- 4- Sensibilisation de masse
- 5- Sensibilisation et mobilisation des agents des secteurs prioritaires
- 6- Information et sensibilisation du public
- 7- Mobilisation communautaire au niveau des régions
- 8- Renforcement des partenariats avec la société civile, les organisations confessionnelles, les médias pour la promotion d'une citoyenneté active, exigeante et réceptive.

2- **Inciter à la bonne gouvernance**

« Le premier objectif de la gouvernance est d'apprendre à vivre ensemble et à gérer pacifiquement la maison commune ; d'y assurer les conditions de la survie, de la paix, de l'épanouissement et de l'équilibre entre l'humanité et la biosphère »³⁸ -*Pierre Calame*

³⁸ Définition de la Bonne gouvernance selon Pierre Calame

« La bonne gouvernance est le chemin le plus sûr pour en finir avec la pauvreté et soutenir le développement ((en) Good governance is the single most important way to end poverty and support development) »³⁹ - *Koffi Annan*

La notion de bonne gouvernance signifie respect et prise en considération de tous les niveaux d'une communauté, de tous les projets de développement ainsi que de tous les aspects symboliques de la population concernée et sa participation active, afin d'assurer les véritables intérêts. Elle doit se manifester, alors, par le respect du Droit humain, la transparence, la promotion du développement participatif et durable.

Nous estimons que la participation des toutes les entités concernées à tous les échelons de développement même les politiciens qui ont la place politique soient propice pour lutter contre l'attitude d'irresponsabilité et pour adopter un processus de développement participatif, viable, fiable et durable.

3- Le leadership

Le leadership est un moyen pour combattre la pauvreté, c'est une stratégie et apprentissage pour un dirigeant.

La capacité de diriger dépend de tous ce qui entoure :

- l'environnement,
- le caractère (il compte beaucoup, les mauvais caractères détruisent beaucoup de chose)
- la connaissance (très importante donc il faut apprendre)

La loi de leadership peut appliquer à tout le monde parce que le leadership n'est pas un club qui appartient à ceux qui sont nés avec, mais nous pouvons apprendre le leadership et devenir un bon leader. Leader veut dire, il y a des personnes derrière nous donc il faut apprendre et exploiter tout ce qui cache en nous, découvrir tout ce qui en nous et développer et déployer notre potentiel ou la capacité dormante et force non utilisée.

Les talents personnels de chaque dirigeant doivent comporter :

- l'intégrité et la moralité
- les talents d'orateur et la capacité à convaincre
- le degré de popularité et le pouvoir de mobilisation
- la capacité à attirer des cadres au sein de son mouvement
- la capacité à séduire le secteur privé
- l'entretien des relations avec les bailleurs de fonds internationaux
- la capacité à travailler efficacement avec les ONG

³⁹ Définition de la Bonne gouvernance selon Koffi Annan

- la volonté d'intégrer la jeunesse dans la vie politique
- la volonté d'intégrer les femmes dans la vie politique
- la capacité à anticiper et à résoudre les problèmes avant qu'ils ne se les posent
- la capacité à négocier
- la capacité à se remettre en cause et à se renouveler

Les leaders politiques doivent être des vrais leaders parce que la capacité de diriger détermine le niveau d'efficacité d'une personne, alors ils doivent obéir ou écouter ses conseillers. Il faut éviter le culte de la personnalité, faut faire preuve d'équité sur le partage de la richesse entre différentes couches sociales du pays et faire la formation de son peuple son cheval de bataille : formé des cadres nationaux pour constituer un potentiel intellectuel.

Les vrais leaders peuvent réussir le taux de chômage qui est le problème majeur du pays pauvre et reculer la corruption.

CHAPITRE VII : ACQUISITIONS PERSONNELLES

Madagascar est à un carrefour de son développement. Malgré les progrès récents, le pays a été plongé dans une profonde crise politique et économique. Actuellement, la population malgache souffre de la pauvreté et de l'insécurité, ce pays nécessite donc des solutions fiables pour s'en sortir. Après des travaux de recherche, en tant que citoyenne et travailleur social, il doit être capable d'émettre des réflexions sur les résultats de son étude, en vue d'y apporter sa propre analyse.

Section 1 : Apport personnel

Des nombreuses opportunités sont acquises par le biais de ce mémoire. Cependant, de nombreuses visions ont percé notre esprit : un souhait de contribuer à un développement national, un désir de participer dans la vie de la nation et sortir du cycle de crises à Madagascar. Ce pays a besoin de travail social, parce que la crise aujourd'hui n'est pas seulement politique, elle devient une crise socio-économique.

Nous avons eu le privilège d'entrer en contact avec les politiciens et la population urbaine qui nous a imprégné l'impact direct de la crise politique et la façon dont les politiciens cherchent la sortie de la crise.

Nous avons constaté aussi que les médias profitent la situation de crise, ils deviennent de provocateur. La neutralité tant attendue des médias ne semble plus respectée, ils ne jouent pas presque le rôle d'éducateur.

Nous avons acquis la perception par les ménages urbains sur le déroulement de la crise, et les impacts de la crise à chaque membre du ménage.

D'après une réflexion et les résultats, le problème qu'il faut éradiquer ici c'est la manipulation des politiciens, les pratiques politiques à Madagascar, il y a aussi le problème de leadership. Une chose qui nous étonne le plus ce que, la majorité de politicien n'a même pas un niveau de BEPC, un minimum de politicien a terminé l'étude supérieur, tout le monde peut faire la politique alors que la vie de la nation est sur leur main: comment pouvaient-ils alors apporter de développement et changement ?alors qu'ils ne savent même pas leur rôle, ils ne comprennent pas la loi qu'ils ont voté alors qu'ils ont toujours levé leur main, il n'y a pas de débat démocratique. D'après notre enquête à l'Assemblée Nationale, l'effectif du membre de la Congrès de la Transition est 256, celle du Conseil Supérieur de la Transition est de 90, nous parlons de la première vague, du mois d'octobre 2010 à Novembre 2011.

Le salaire du membre de la Congrès de la Transition est de 2 400 000Ariary ou 12 000 000fmg, plus les avantages comme le ticket de carburant 800 000Ariary ou 4 000 000fmg par

tête, au total leur salaire est de 3 200 000 Ariary ou 16 000 000 fmg, pour les simples membres. Et pour les bureaux permanents, les présidents des différentes commissions et la présidence de l'AN, leur avantage est de recharge téléphonique de 200 000 Ariary minimum et des tickets carburants plus de 4 000 000 fmg à 10 000 000 fmg.

Un membre simple du CST touche un salaire de 2 000 000 Ariary ou 10 000 000 fmg par mois, le total de son avantage est de 5 000 000 Ariary 25 000 000 fmg.

L'effectif du CT actuellement, nous parlons de la deuxième vague est 365 et les membres du CST sont de 190, les mouvances Zafy Albert ne sont pas encore inclus.

D'après un journal télévisé quotidien, le salaire d'un membre du CT peut rémunérer 55 Maitres de FRAM (Fikambanan'ny Ray aman-drenin'ny Mpianatra, Maitres issus du volontariat des parents d'Elèves) alors que le majeur problème à Madagascar est l'éducation et la scolarisation. Donc la politique et la pratique politique sont parmi les raisons qui freinent Madagascar au développement et paupérisent la population malgache.

Section 2 : Apport technique

Les travaux sur terrain nous ont donné l'occasion de pratiquer les cours dans la formation théorique comme la psychologie générale et sociale, la méthodologie, le statistique ...durant les trois années et les méthodologies de recherche, telles les observations, les enquêtes, etc....

Il nous a fait d'accepter que tous ces cours soient utiles dans les méthodes de secteurs du travail social.

De ce stage, nous avons appris à mieux réussir un entretien dans sa procédure les questions qu'il faut poser avoir la confiance de l'interview.

En outre nous avons rencontré des difficultés de communication avec les enquêtés comme le chef Fokontany, il ne donne pas les listes d'effectif dans le Fokontany.

De là, nous avons acquis par la pratique une capacité d'adaptation et une créativité indispensable à résoudre les cas concrets tel le dialogue avec des personnes nerveuses et en détresse, des personnes en insécurité, des agents récalcitrants qui refusent de coopérer, des responsables inaccessibles, l'éloignement et la fatigue mêles parfois du découragement et de l'enthousiasme.

Tout cela a fini par nous conférer des qualités que l'endurance à toutes épreuves.

L'évaluation de notre recherche peut donc être ainsi qualifiée de positive, en témoigne le présent mémoire que nous avons l'honneur de vous présenter.

CONCLUSION GENERALE

En conclusion, une partie non négligeable des ménages est dirigé par des femmes. La taille moyenne de ménages est de 4,4 personnes et les mariages non légaux représentent environ la moitié des ménages enquêtés. La source des revenus est faible. Presque la totalité des ménages a affirmé qu'il y a une diminution du niveau de revenu depuis la crise sociopolitique.

Dans le secteur éducation, la crise politique n'avait pas eu trop d'influence sur l'abandon scolaire des enfants. Cependant, un nombre non négligeable d'enfants des ménages n'ont jamais fréquenté l'école et ont abandonné précocement en fin du cycle primaire.

L'agriculture urbaine a été très peu touchée par la crise sociopolitique d'où l'insécurité alimentaire. Les problèmes rencontrés restent les problèmes classiques du milieu agricole malgache entre autres, la faible productivité et le cout élevé des intrants. Néanmoins, la baisse de la demande sur le marché qui a été citée, justifie indirectement l'impact de la crise sociopolitique sur l'agriculture urbaine.

Le prix des denrées alimentaires sur le marché reste encore très élevé, surtout le prix du riz. L'inflation continue à être à deux chiffres. La hausse de prix de la nourriture, la perte d'emploi, le chômage et la maladie d'un membre du ménage sont respectivement les principaux chocs subis par les ménages lors de la récente crise sociopolitique. Bien que l'alimentation soit bien diversifiée avec une faible consommation des aliments source de protéines comme la viande, le lait et les légumineuses, l'adoption actuelle de stratégie liée essentiellement à la réduction de la quantité et de la qualité des aliments par les ménages enquêtés démontre la précarité de la situation en cette période de récolte dont les impacts se répercuteraient sur la productivité, la nutrition et la santé.

Les résultats indiquent une violation du droit des personnes à leur liberté de circulation et de vivre en paix. La majorité des ménages ont déclaré ne pas se sentir en sécurité. Des ménages ont été victimes d'acte de violence, de vandalisme ou de vol par des groupes/individus isolés, les jeunes de 15-24 ans et les hommes de 35-54 ans sont très vulnérables.

La conséquence la plus marquante de cette crise politique est une explosion de l'exploitation illégale de bois de rose, qui est l'un des joyaux des forêts humides de Madagascar et déclaré « patrimoine mondial ». Si l'exploitation illégale de bois précieux ne provoque pas une déforestation au sens strict, elle produit néanmoins des dégâts sous forme d'élagage et d'éclaircissement de la forêt, les coupes sélectives provoquent des dommages écologiques conséquents tels qu'une perte de la diversité génétique des espèces ciblées et un impact négatif sur la régénération naturelle de l'espèce.

Cette exploitation provoque également des empiètements secondaires à partir des coupes de bois destinées au marché national, du braconnage des espèces de faune (particulièrement les lémuriens, car ils constituent une source de nourriture importante pour les bûcherons qui se trouvent parfois à plusieurs jours de marche des villages), une probabilité plus grande de risque de feux liés à

l'ouverture de la canopée de la forêt (alternation du microclimat) et une perturbation de la structure de la forêt qui provoque également une plus faible résistance aux cyclones.

Concernant le thème, les divers problèmes rencontrés, nous les avons surmontés lors de la réalisation du stage, afin de nous procurer des informations nécessaires pour servir d'éléments d'analyses relatives aux résultats. Dans l'immédiat, il s'agit de problème, par ordre d'importance, du travail, de la fin de crise et de l'alimentation et par ailleurs de la contrainte engendrée par l'insécurité qui sévit dans la commune urbaine. Pour le long terme, les principaux souhaits manifestés par les ménages concernent l'habitat, le travail et l'éducation des enfants.

Ainsi, nous faisons référence aux hypothèses prédéfinies, à titre de vérification, il n'y a pas d'Etat s'il n'y a pas des institutions mais nous pouvons annoncer que, les acteurs politiques sont incapables de résoudre les problèmes dans ce pays vu la persistance de la crise, faute de volonté politique comme les membres du CT et CST. De plus la dégradation de la qualité de vie des ménages, la diminution du niveau de revenu, l'insécurité alimentaire, la dégradation du marché du travail, le chômage, le sous emplois, l'emploi informel, le problème de la santé et de l'éducation, la prolifération de la corruption, émergence des groupes vulnérables, l'exploitation du patrimoine nationale etc....à cause de la crise politique confirme que la crise politique cyclique et persistante est l'une des raisons qui entraîne la pauvreté à Madagascar.

Aux termes de ce stage et après constat des réalités, l'idée de proposer quelques solutions nous est venue à l'esprit, dans la mesure de notre expérience.

Malgré les projets récents, le pays a été plongé dans une profonde crise sociopolitique et économique, si Madagascar est malade, il y a la responsabilité des élites et des intellectuels du pays. De ses 51 ans d'indépendance, il vit l'une des pires crises politique et économique, il est toujours plongé dans l'anarchie et la violence, non respect de droit de l'homme, sans gouvernement reconnu sur le plan international, sans président démocratiquement élu ; l'Ile rouge s'enfonce dans la misère, toujours sous l'égide de la SADC et la communauté internationale. Il est vivement souhaitable que les élites et les intellectuels prennent part leur responsabilité qu'ils se mobilisent et ne laissent ce pays seulement sur les mains des politiciens.

BIBLIOGRAPHIE

I- Ouvrages généraux

1. **ALAIN ETCHEGOYEN**, « *Le Temps des responsables* », Edition Julliard, 1993, 262p..
2. **CHATEAURAYNAUD FRANCIS**, « *La faute professionnelle, une sociologie des conflits de responsabilité* » Edition de l'EHESS, Paris, 1991.
3. **IGOR BAIKOV**, « *Notions de sciences politiques : ABC POLITIQUE* », Editions de l'Agence presse Novosti Moscou, 1984, 135p.
4. **LAFAYE CLAUDETTE**, « *La sociologie des organisations* », Paris, Nathan-Armand Colin, 1996.
5. **MAURICE AGULHON**, « *1848 ou l'apprentissage de la République 1848-1852* », Edition du Seuil, 1973,250p.
6. **MAUSS (M.)**, « *Sociologie et Anthropologie* », PUF, Paris, 1950.
7. **P.BOURDIEU**, « *Noblesse d'Etat* » France, 149 p.
8. **PIERRE FAVRE**, « *Naissance de la science politique en France* » Edition CAT, Paris, 1989.
9. **RAZAFIMPAHANANA BERTIN**, « *Changement de régime politique à Madagascar : Les évènements de 1991 à Antananarivo* » Edition de la Librairie mixte Analakely, 1992, 153p.
10. **V.I. LENINE**, « *Un pas en avant, deux pas en arrière (La crise dans notre parti)* », Editions du Progrès, Moscou, 1970,353p.
11. **ZADI KESSY**, « *Culture africaine et gestion de l'entreprise moderne* », Edition CEDA, Côte d'Ivoire, 1998,115p.

II- Ouvrages spécifiques

12. **BALLET J., LOPEZ P., RAHAGA N**, « *L'exportation de bois précieux (Dalbergia et Diospyros) « illégaux » de Madagascar : 2009 et après ?* », Centre d'économie et d'éthique pour l'environnement et le développement à Madagascar, Université d'Antananarivo, 2010,76 p.
13. **BIT, Programme International pour l'Abolition du Travail des enfants (IPEC)** « *Les enfants victimes de l'exploitation sexuelle à Antsiranana, Toliary et Antananarivo : Une évaluation rapide* », par Noroarisoa Ravaozanany, Léon Razafindrabe, Liliane Rakotoniarivo, Enquête sur les Pires formes de travail des enfants n°25, 72p.

14. **BLONDEL N. HAJA S**, « *L'exploitation illicite de bois précieux dans le Parc National de Masoala, Madagascar* » 2008, 102 p.
15. **COLLIER P.** « *Social Capital and Poverty, Social Capital Initiative* », Working Paper n° 4, Washington, DC: World Bank, 1998, 214p
16. **GILBERT RAHARIZATOVO**, « *Madagascar 2002 : Genèse et silences d'une crise* », Editions Antanimena, 2004, 356p
17. **HANS MAIER**, « *Droit de l'homme et dignité humaine à Madagascar* » Foi et Justice, 2010, 179p.
18. **INSTAT et ICF Macro**, « *Enquête Démographique et de Santé de Madagascar 2008-2009* », Antananarivo Madagascar, 2010.
19. **Institut de Recherche, Mouvement International ATD Quart Monde**, « *Le défi urbain à Madagascar : quand la misère chasse la pauvreté* », Etude commanditée par la Banque Mondiale, Juin 2010, 157p.
20. **JOHNSON JACKY T.**, « *Madagascar 1960-2010 : Analyse diagnostic des 50 années* » 2010, 28p.
21. **KATHARINA MICHAEL**, « *Améliorer la qualité de l'éducation en Afrique subsaharienne* », 2008, 25 p
22. **NARAYAN D.** « *Bonds and Bridges: Social Capital and Poverty, Social Capital Initiative* » Washington, DC, 1999, 163p.
23. **NICOLE ANDRIANIRINA, JEROME BALLET, B. NIRINA RABEVOHITRA, PATRICK RASOLOFO**, « *Madagascar dans la tourmente* », L'harmattan, 2010, Paris, 138p.
24. **PNUD**, « *Analyse de la conjoncture socio-économique de la pauvreté à Madagascar* ». Situations 2005-2008 et perspectives. Rapport définitif, Septembre 2008, 117p.
25. **Projet MADIO II /INSTAT**, « *Le marché du travail, l'emploi, le chômage et les conditions d'activité dans l'agglomération d'Antananarivo* » 2009, 45p.
26. **PUTNAM R.D.**, « *Bowling Alone: America's Declining Social Capital* », J of Democracy, Princeton, 1995, 165p.
27. **Système des Nations Unies à Madagascar (2010)** : « *Évolution de la situation socioéconomique des ménages de la ville d'Antananarivo (Madagascar) durant la crise sociopolitique* ». United Nations Multi-cluster Rapid Assessment Mechanism (McRAM III) - Antananarivo, November 2009, 119 p.

a. Webliographie

1. FAO. Agriculture urbaine et sécurité alimentaire. Journée mondiale de l'environnement : des villes plus vertes. 3 juin 2005, Rome - www.fao.org
2. <http://www.marchédutravailagglomurbaine.secinformel.org/>, 2008

3. <http://www.worldbank.org/>
4. L'eau, l'assainissement, l'hygiène et la santé, www.who.int/water_sanitation.../index.html
5. McRAM www.mcram.org
6. Violence à domicile : www.who.int/mediacentre/.../fr/index.html, 2005
7. www.french.xinhuanet.com/french/.../content_829683.htm

TABLE DES MATIERES

DEDICACE

REMERCIEMENTS

SOMMAIRE

INTRODUCTION GENERALE 1

PARTIE I : GENERALITES

CHAPITRE I : ETAT DE LIEU DE LA VILLE D'ANTANANARIVO..... 7

Section 1 : Situation géographique 7

1- Historique de la ville 7

Section 2 : Situation sociale 10

1- Le milieu humain 10

2- Types d'activités de la population Tananarivienne..... 10

3- Secteur éducation 11

4- Secteur sanitaire 12

Section 3 : Situation économique 13

2- Le marché du travail 14

3- La crise financière mondiale 15

CHAPITRE II : CADRE THEORIQUE 17

Section 1 : Les ménages urbains et la crise sociopolitique 17

1- Généralités 17

2- Approche sociologique 19

2.1- Les dysfonctionnements des administrations 19

2.2- Le civisme face à la crise politique 20

2.3- Une interruption forcée des projets de développement 20

3- Approche empirique..... 21

3.1- La mauvaise gouvernance politique et économique 21

3.2- La culture, un des facteurs de confusion en matière de gouvernance en
Afrique..... 22

4- Approche pragmatique 23

**PARTIE II: IMPACTS DES MOUVEMENTS POPULAIRES SUR LES MENAGES
URBAINS**

CHAPITRE III : DYNAMIQUE DE MOUVEMENTS POPULAIRES ANTECEDENTS

ET VIE DE MENAGES (1972,1991, 2002,2009) 29

Section 1 : Les mouvements populaire depuis l'indépendance 29

1- L'indépendance et l'expérience socialiste	29
1.1- Vie des ménages face à la crise sociopolitique 1972-1975 et l'opposition du régime révolutionnaire.....	30
2- L'après-socialisme et la troisième République	32
2.1- Vie de ménage face à la crise 2002	35
2.1.1- Le secteur éducation	35
2.1.2- Les impacts socio-économiques de la crise politique 2002.....	36
Section 2 : Aperçu sur la crise 2009	37
1- Origine et manifestation.....	37
2- Les raisons de la persistance de la crise	40
2.1- Des acteurs politiques locaux	40
2.1.1. Andry Rajoelina et son équipe.....	40
2.1.2. Marc Ravalomanana et son équipe.	41
2.1.3. La mouvance Ratsiraka et Zafy.	41
2.1.4. Les nano-acteurs politiques.	42
2.1.5. Les organismes d'intermédiation.....	42
2.2- Acteurs politique international	42
3- Les points de blocage.....	42
3.1- Les avancements	43
CHAPITRE IV: MESAVENTURES DE MENAGES A PARTIR DE 2009.....	44
Section 1- La conséquence plus marquante de la crise 2009	44
1- Au niveau national	44
1.1- L'explosion de l'exploitation illégale de bois de rose.....	44
1.2 Une exploitation massive.....	45
2.1- La suspension des accords, des aides financières et aides humanitaires	47
2.1.1 suspension de l'accord de l'AGOA	47
2.1.2 Madagascar suspendu de la SADC	48
2.1.3 Obligation de réorientation des activités pour 2010-2011 de PNUD	49
2.1.4 Une suspension des financements de certains bailleurs.....	50
Section 2 : Sur le plan social.....	50
1- Education et la scolarisation	50
2- La santé	52
2.1- Effets de la crise sur le fonctionnement du secteur de la santé	52
3- Une insécurité urbaine croissante	53

4- L'insécurité alimentaire	53
5- Etat de droit et justice	54
5.1- La vulnérabilité des jeunes de 15 à 24 ans	54
6- Besoins prioritaires des ménages	55
7- La vulnérabilité des ménages dirigés par les femmes.....	55
Section 3 : Sur le plan économique.....	55
1- Faillite des entreprises et perte d'emploi	55
2- L'exportation.....	57
3- Le secteur tourisme touché	57
4- Sur le marché du travail	59
CHAPITRE V : DEVENIR DES MENAGES	61
Section 1 : Population étudiée.....	61
1- Caractéristiques des ménages enquêtés	61
2- Caractéristiques des membres des ménages	65
3- La caractéristique de source de revenu des ménages enquêtés.....	66
Section 2 : Analyse des résultats.....	67
1- Analyse sur le plan social	68
1.1- Education	68
1.2- Santé	69
1.3- Etat de droit et justice	71
1.3-1. Droit de l'enfant.....	71
1.3-2. Droit des personnes et des ménages	72
1.4- Jeunes 15-24 ans.....	73
1.5- Besoins prioritaires des ménages.....	74
1.6- Profil des femmes chefs de ménages et vulnérabilité de leurs ménages	74
2- Analyse sur le plan économique	75
2.1- Sur le marché du travail, l'emploi et le chômage	75
2.2- Sur l'exportation	77
2.3- Sur le secteur tourisme	78
PARTIE III : APPROCHE PROSPECTIVE	
CHAPITRE VI : RECOMMANDATIONS	82
Section 1 : Au niveau des acteurs politiques	82
1- Une CENI entièrement indépendante.	82
2- Rendre réellement indépendante la justice.....	82

3- Réformer les partis politiques	83
3.1- Comment faire ?	83
Section 2 : Au niveau des différents Ministères concernés et les responsables.....	84
1- Sur le plan social	84
1.1- Une stratégie de développement à moyen terme du secteur de l'éducation...	85
1.2- Enseignement primaire	86
1.3- L'enseignement secondaire	86
1.4-1. Les besoins de formation	87
1.5- L'enseignement supérieur.....	88
1.6- Acquisitions scolaires et pauvreté	88
2.1- Sur le marché du travail et la problématique de l'emploi.....	91
2.2- Sur le secteur tourisme	94
3- Sur le plan psychologique	98
3.1- Les droits	98
3.2- Les devoirs.....	99
Section 4 : Perspective d'avenir.....	101
1- Inciter au non à la corruption	101
2- Inciter à la bonne gouvernance	102
CHAPITRE VII : ACQUISITIONS PERSONNELLES.....	105
Section 1 : Apport personnel.....	105
Section 2 : Apport technique.....	106
CONCLUSION GENERALE	107
BIBLIOGRAPHIE	109
TABLE DES MATIERES	112
ANNEXES	
ACRONYMES	
LISTE DES TABLEAUX	
LISTE DES FUGURES	
RESUME	

ANNEXES

ACRONYMES

AFD : Agence Française de Développement

AGOA: African Growth and Opportunity Act

AVG: Alliance Voahary Gasy

BIT : Bureau International du Travail

BTP : Bâtiments et Travaux Publiques

CECAM : Caisse d'Epargne et de Crédit Agricole Mutuelles

CEDITH: Cercle Eure- Méditerranéen des Dirigeants Textile-Habillement

CENI : Commission Electorale Nationale Indépendante

CEPE : Certificats d'Etudes Primaires Elémentaires

CETO : Association des Tours Opérateurs

CISCO : Circonscriptions Scolaires

CM : Chef de Ménage

CNOSC: Coordination Nationale d'Organisations de la Société Civile

CST : Conseil de la Transition

CT : Congrès de la Transition

CUA : Commune Urbaine Antananarivo

ECC : Education Civique Citoyenne

EIA: Environmental Investigation Agency

ESCPOL: Espace de Concertation des Partis Politiques

FAO: Food and Agriculture Organization

FFKM : Fédérations des Eglises Chrétiennes

FHROM : Fédération des Hôteliers et Restaurateurs de Madagascar

FID: Fonds d'Intervention pour le Développement

FPTSD : Formation Professionnalisante en Travail Social et Développement

FRAM : (Fikambanan'ny Ray aman-drenin'ny Mpianatra, Maitres issus du volontariat des parents d'Elèves)

GEFP : Groupement des Entreprises Franches et Partenaires

GEM : Groupements des Entreprises de Madagascar

HAT: Haute Autorité de la Transition

IAM : Insécurité Alimentaire Modérée

IAS : Insécurité Alimentaire Sévère

IDH : Indice de Développement Humain

IMF : Institutions des microfinances

INSTAT: Institut National de la Statistique

ISO : International Standards Organisation

MAP: Madagascar Action Plan

MCA: Millennium Challenge Account

MMSM : Mouvement Militant pour le Socialisme Malgache

MNP: Madagascar National Parks

OC : Opération Césarienne

OMD: Objectif du Millénaire pour le Développement

ONG: Organisations Non Gouvernementales

ONTM : Office Nationale du Tourisme

PAM: Programme Alimentaire Mondiale

PAT : Personnels Administratifs et Techniques

PEV : Programme Elargi de Vaccination

PIC: Pôles Intégrés de Croissance

PME : Petits et Moyens Entreprises

PNUD: Programme des Nations Unies pour le Développement

PPN: Produits de Premières Nécessités

PPT : Pro-Tourism

PSDR: Projet de Soutien au Développement Rural

RDC : République Démocratique du Congo

SA : Sécurité Alimentaire

SEFAFI: Sehatra Fanaraha-maso ny Fiainam-pirenena

TGV : Tanora Gasy Vonona

TIM: Tiako I Madagasikara

TVA : Taxe sur les Valeurs Ajoutées

TVA: Taxe sur les valeurs ajoutées

UE : Union Européenne

UNESCO: United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (Organisation des Nations Unies pour L'Education, la Science et Culture)

UNICEF: The United Nations Children's Fund (Le Fond des Nations Unies pour l'Enfance)

USAID: United States Agency for International Development (Agence des Etats-Unis pour le développement International)

V.A.D: Visite à Domicile

WCS: Wildlife Conservation Society

WWF: World Wild Fund

LISTE DES TABLEAUX

Tableau n° 1: Répartition par catégorie de l'échantillon des ménages enquêtés	04
Tableau n° 2: Evolution du nombre de chômeurs et du taux de chômage de 2001 à 2010.....	61
Tableau n° 3: Répartition des ménages selon le sexe du Chef de Ménage (CM).....	63
Tableau n° 4: caractéristiques par catégorie des ménages.....	64
Tableau n° 5: Répartition des ménages selon le groupe d'âge du CM.....	64
Tableau n° 6: Répartition des ménages selon le statut matrimonial.....	65
Tableau n° 7: Répartition des ménages selon la taille du ménage.....	66
Tableau n° 8: Résumé de la caractéristique des ménages enquêtés	66
Tableau n° 9: Répartition des individus dans les ménages enquêtés selon le groupe d'âge, le niveau d'instruction, le statut matrimonial et le statut de résidence des membres des individus, par sexe.....	67
Tableau n° 10: Caractéristiques des classes de revenu.....	68

LISTE DES FIGURES

Figure n° 1: La carte de la ville d'Antananarivo	9
Figure n° 2 : Acquisitions scolaires et pauvreté	90

ANNEXE I

QUESTIONNAIRE pour la population urbaine

Province (Faritany) :

Région (Faritra) :

Commune (Kaominina) :

Quartier ou village (Fokontany na tanàna) :

Age (Taona):

Sexe (lahy na vavy):

Niveau d'éducation (Fari-pahalalana) :

Situation familial (Fiankohonana) :

- Socio-démographiques

- 1- Qui est le chef de cet ménage, son sexe, son statut matrimonial, son âge, il travaille ou il ne travaille pas, (si oui public ou privé) ? (Iza no loham-piankohonana ato amin'ity tokantrano ity, vavy sa lahy ?firy taona? miasa ve izy sa tsy miasa? Raha miasa izy, amin'ny fanjakana sa amin'ny tsy miankina ,na koa miasa tena?
- 2- Vous êtes combien dans ce ménage (la taille de ménage) ? (Firy ianareo no ato na miaramipetraka ato amin'ity trano ity ? Firy taona avy?)
- 3- Parmi les personnes dans ce ménage, combien sont les élèves ou les étudiants? est ce que vous pouvez nous donner le niveau d'étude ? (Misy zaza ve na olona mbola mianatra ato aminareo?)

- Sécurité alimentaire

- 4- Depuis Janvier 2009, quelles étaient les sources de revenu les plus importantes de votre ménage (Nanomboka ny Janoary 2009 inona no tena fidirambolanareo ?)
- 5- Est-ce que les sources de revenu ont changé depuis janvier 2009 ? (Nisy fiovana ve izany fidirambola izany nanomboka ny janoary 2009 ?)
- 6- Quelles étaient les sources de revenu avant la crise ? (Inona no fidirambolanareo talohan'ny krizy ?)
- 7- Est-ce- que le niveau de revenu a changé depuis le début de la crise? (Niova ve ny tahan'izany fidirambola izany tamin'ny nanomboka ny krizy ?)
- 8- Combien de repas prendrez-vous par jour ?est-ce-que le pouvoir d'achat a diminué durant la crise (Impiry misakafo ianareo isanandro amin'izao krizy zao, nihena ve izany ny fahefamividy ?

- Chocs et stratégie d'adaptation

9- Depuis janvier 2009, est-ce-que le ménage a été affecté par quelques événements négatifs ? (Nanomboka ny janoary 2009, niaharana zavatra ratsy tsy mahazatra ve ny tokantranonareo ?)

10- Quelles stratégies d'adaptation utilisent-ils depuis la crise? (Inona ny paikady nentinareo hiaritra sy ahazaka izany krizy izany ?)

- Protection de l'enfant, violence sur les enfants

11- Est-ce-que vos enfants ont été confrontés à des problèmes de violence physique, psychologique ou sexuelle depuis janvier 2009 ? (Niharan'ny herisetra toy ny herisetra aram-pananahana, na ara-psikolojika na nisy namono ve ny zanakareo ve nanomboka ny janoary 2009 ?)

12- Est-ce-que dans votre ménage, y a-t-il des enfants qui sont partis travailler ailleurs depuis la crise et pourquoi sont-ils partis ? (Nisy ankizy lasa niasa ve tato amin'ny ity tonkantrano ity tamin'ity krizy ity, inona no antony andehanany)

- Etat de droit, Justice et Médias

13- Aviez-vous été victimes d'actes de violence de vandalisme, de vol par des groupes identifiés et/ou des individus isolés depuis janvier 2009 ? (Efa niharana herisetra na fanafihana, sy halatra nataon'ny olona ve na andian'olona ianareo nanomboka ny janoary 2009)

14- Vous sentez en sécurité depuis janvier 2009? (Nahatsiaro ho nilamina ve ianareo tamin'ny lafiny rehetra nanomboka ny janoary 2009 ?)

15- Est-ce qu'il ya des personnes dans votre famille ou voisinage arrêtées par les forces de l'ordre depuis janvier 2009 ? (Nisy tato amin'ny fianakaviana ve na mpiara-monina taminareo nalain'ny mpitandro filaminana na nosamborina nanomboka ny janoary 2009?)

16- Comment trouvez-vous le rôle des Médias durant la crise?(Ahoana ny fahatsapanareo ny asany haino aman-jery nandritra ny krizy ?)

- Santé

17- Est-ce qu'un membre du ménage est décédé depuis le mois de janvier 2009 et quelles sont les causes ? (Nisy maty ve tato amin'ny tokantranonareo nanomboka ny janoary 2009, raha nisy dia inona ny antony nahafaty azy)

18- Combien de membres du ménage sont tombés malades durant la crise 2009 ? (firy zay no narary tato aminareo nandritra ity krizy 2009 ity ?)

19- Combien ont été emmené faire une consultation dans un centre ou un médecin ? Pour ceux qui n'ont pas bénéficié d'une consultation médicale, quelles sont les raisons de la non consultation ? (Firy tamin'izany no nentina nozahana tany amin'ny dokotera na tany amin'ny hopitaly ? Ho an'ireo tsy afaka namonjy toeram-pitsaboana, inona ny antony?)

- Travail et emploi

20- Est-ce qu'il y a des personnes dans votre famille, qui sont renvoyés de son travail ou victimes de chômage, si oui, quels sont les motifs et leurs fonctions, et ils étaient travaillés où ? (Nisy voaroaka ve tato aminareo tany amin'ny asany ? raha nisy dia inona no antony? Ary taiza izy no niasa? Ary inona ny asany?)

- Education

21- Est-ce qu'il y a de problème d'accès des enfants à l'éducation à partir de 2009 ? si oui lesquelles ? Nisy olana ve tamin'ny fampidirana ny mpianatra amin'ny fampianarana nanomboka ny 2009 ? raha nisy dia inona avy izany ?

22- Est-ce-qu'il y a un changement de type d'école fréquentée dans votre famille depuis la crise? (Nisy niova fianarana ve ny ankizy tato aminareo tato anatin'ny krizy?)

23- Est-ce- qu'il y a un abandon scolaire dans les membres de votre famille? (Nisy najanona tamin'ny fianarana ve?)

24- Est-ce-que les enfants sont toujours présents à l'école depuis janvier 2009 (Nipoitra tato aminareo ve ny oe tsy afaka mandeha mianatra ny ankizy indraindray nanomboka ny janoary 2009?)

ANNEXE II

GUIDE D'ENTRETIEN pour les politiciens, les observateurs et les fonctionnaires.

- 1- Les principales causes de la crise politique persistante et cyclique ? (ny tena antony lehibe mahatonga ny krizy politika miatarazoka be sy miverimberina foana?)
- 2- Les acteurs politiques et la mise en place des Institutions peuvent résoudre les problèmes ? Mahavaha olana ve ny mpanao politika sy ny fametrahana ireo andrim-panjakana toy ny CST na CT
- 3- Combien est-il le budget de fonctionnement de cet Institution, et le salaire du membre du Cst et son avantage par mois (ohatrinona ny vola fampandehan-draharaha ato sy ny karaman'ireo mpikambana ato amin'ny Cst, miampy ireo tombotsoany manokana avy isam-bolana ?)
- 4- Quelles solutions apportez-vous ? (Inona ny vahaolana entinareo amin'izany ?)
- 5- Inona ny fiantrakany krizy any amin'ny Ministera tsirairay avy? (quelles sont les impacts de cette crise au sein de chaque Ministère?)

Onja Julie ANDRIANANJARIVO

Née le 16 Mars 1981

Logt : A18 Faravohitra Ambony

Antananarivo

Contact : 033 12 302 30

andriananjarivo@yahoo.fr



FORMATIONS ACADEMIQUES

2011 : Licence en Travail Social et Développement (Université d'Antananarivo)

2009 : Diplôme d'Etude Universitaire Générale (DEUG) en Travail Social et Développement

2006 : Licence en Tourisme et Loisirs à L'IFPP

2000 : Baccalauréat Série A1, Lycée Tsiroanomandidy

POSTES DE RESPONSABILITE

2012 : Conseillère technique non permanente (CT)

2011 : Assistante parlementaire (CST)

2010 : Stagiaire auprès de la Commune Rurale Ampary Ampefy Soavinandriana concernant le fonctionnement et l'organisation de cette commune dite commune pilote de Madagascar

2010 : Stagiaire et animatrice sociale au sein de l'Eglise Orthodoxe Alasora (la contribution au développement des activités sociales aux seins des œuvres caritatives).

2010 : Stagiaire auprès du Centre de Rééducation et Réinsertion des enfants mineurs à Anjanamasina (système de rééducation).

2009 : Stagiaire auprès du Centre Hospitalier d'Ambohimandra « Couple mère et enfant » sur la Santé Communautaire.

2009 : Stagiaire auprès de la Commune Rurale d'Ambohimangakely : le fonctionnement et les problèmes qui freinent le développement communal.

2008 : Stagiaire auprès de LGW (Life Giving Water) Sociale Assistance concernant la violence conjugale et la prostitution.

2008 : Stagiaire au sein de l'ICTE (Parc National Ranomafana.). La conservation de la biodiversité.

AUTRES FORMATIONS

2009 : Formation sur la malnutrition et éducation culinaire

2008 : Formation sur le leadership et femme

2007 : Formation sur le leadership et jeune

2006 : Formation en informatique avancé

2005 : Formation sur la bonne gouvernance et développement

2001 : Formation en Technique de Secrétariat Moderne

LANGUES

- Malagasy : courant
- Français : courant
- Anglais : Moyen
- Allemand : Moyen

DIVERS

- Sports : Basket, Natation.
- Passions : Lecture, musique.

Onja Julie ANDRIANANJARIVO

16 Mars 1981

Titre : « IMPACTS DES MOUVEMENTS POPULAIRES SUR LES MENAGES URBAINS »

Directeur de recherche: Docteur Guillaume RANAIVOARISON, Maitre de conférences

Rubrique épistémologique : Sociologie politique

Nombre de page : 122

Nombre de tableaux : 10

Nombre de figures : 02

Nombre d'annexes : 03

Nombre de bibliographies : 28

RESUME

Depuis le début de l'année 2009, le pays a été plongé dans une profonde crise sociopolitique et économique. Les ménages sont les groupes de population qui subissent toujours en premier rang l'inconvénient dont les enfants sont les plus victimes surtout sur le secteur d'éducation et sanitaire. La crise n'entraînant que des impacts négatifs comme la fermeture de certaines entreprises franches, l'insécurité urbaine, sociale, alimentaire ; perte d'emploi ; chômage ; une diminution de revenu ; une baisse du pouvoir d'achat ; l'inflation ; la dégradation de vie de la nation, la suspension des accords et tout les projets de développement...Elle freine le développement local, communal, régional et national. Les acteurs politiques, la communauté internationale, le SADEC, l'OIF...essaient de trouver la solution mais jusque là, l'issue reste incertaine.

Bref, la crise politique n'emporte que la pauvreté et la paupérisation du peuple. Elle tue le développement et les futures générations.

Mots-clés : crise politique, bonne gouvernance, éducation, corruption, responsabilité, citoyen, devoirs, négociation, médiation, crise sociale.